L'AUTO
NEW YORK FAIT L'ÉVÉNEMENT D 1

MODE
TENDANCES LUNETTES 2006 B 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE MARDI 18 AVRIL 2006

Fausses alarmes : fin de la récréation

Avec un taux d'appels fondés de 2,5 %, la police de Québec s'apprête à serrer la vis

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

■ Crier au loup coûte cher. La police de Québec paie annuellement l'équivalent de huit patrouilleurs à temps plein, uniquement pour répondre aux fausses alarmes pour vol. Devant ce constat « alarmant », un appel bidon pourrait bientôt devenir plus dispendieux ou même ne plus être entendu.

« Il faut trouver une nouvelle façon de répondre aux alarmes », lance le capitaine André Tanguay, responsable de réorganiser ce service aux citoyens. Le fait est que seulement 2,5 % des 26 000 appels reçus en 2005 étaient fondés. Les patrouilleurs ont donc travaillé 16 800 heures à se rendre dans des domiciles et des commerces sans aucune raison valable. Le montant de ces interventions atteint les sept chiffres.

Erreurs de manipulation, systèmes défectueux, boutons de panique déclenchés par accident, nouveaux employés qui ignorent le code d'accès sont autant de causes des fausses alarmes. « Une araignée ou même un rideau qui bat au vent peuvent déclencher une alarme. J'ai même vu une alarme déclenchée à cause des vibrations créées par la machinerie d'un déneigeur dans le stationnement d'un

Voir **ALARMES** en A 4 ➤

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Quelles mesures faut-il prendre pour réduire le nombre d'appels non fondés ?

ÉCRIVEZ-NOUS À **opinion@lesoleil.com**
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

Déjà un « effet 400e »

Hausse de 40 % des coûts de l'aménagement paysager à la Ville

CLAUDE VAILLANCOURT
CVaillancourt@lesoleil.com

L'imminence des Fêtes du 400e anniversaire exerce déjà des pressions à la hausse sur la fourniture des végétaux forestiers et floraux qui parent la ville de Québec durant la saison estivale.

Pour les mois qui viennent, le grand ménage du printemps et l'entretien des 25 hectares de plates-bandes remplies de 250 000 arbustes de toutes sortes disséminés dans la grande ville catapultent à près de 1,3 million $ le coût d'entretien et d'arrosage des parcs et bordures de rues.

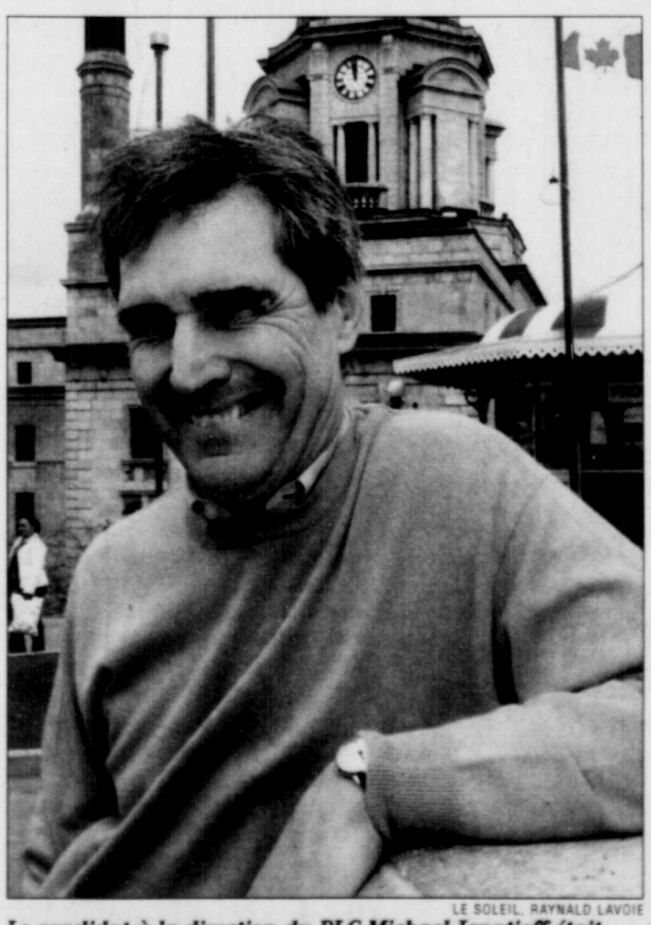
« C'est une augmentation moyenne de 40 % des coûts », constate Jacques Grantham, directeur de la division de la foresterie urbaine et de l'horticulture à la Ville de Québec. « La hausse est si grande que nous avons décidé de reporter une demande de soumissions pour les années 2007 et 2008. »

Voir **400E** en A 2 ➤

Plus d'information Pages A 2 et A3

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Dans les seules serres que possède encore Québec, à Val-Bélair, Norma Mercier prépare les plates-bandes qui jailliront bientôt aux quatre coins de la ville. Mais elle ne fait pas tout, puisque la majeure partie des fleurs sont achetées au privé. Or, l'imminence des Fêtes du 400e exerce déjà des pressions à la hausse sur les prix des fournisseurs.



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Le candidat à la direction du PLC Michael Ignatieff était de passage dans la capitale pour une opération de charme auprès des médias et des militants, hier.

Ignatieff veut en finir avec la souveraineté

En campagne à Québec, il invoque Tremblay et Lepage

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

Le candidat à la direction du Parti libéral du Canada Michael Ignatieff reproche aux souverainistes d'avoir gaspillé du temps avec l'indépendance. « J'ai vraiment la conviction viscérale que le Canada et le Québec ont perdu 30 ans avec cette querelle », a-t-il déclaré au SOLEIL, hier.

De passage à Québec dans le cadre de sa campagne, le député fédéral de la circonscription d'Etobicoke-Lakeshore, en Ontario, estime que la souveraineté ne répond plus aux défis modernes.

« D'après Michel Tremblay et Robert Lepage, elle se porte assez mal ! J'ai l'impression qu'elle n'a rien à dire aux vrais enjeux de la société québécoise », dit le politicien élu pour la première fois le 23 janvier. « Au lieu de continuer cette chicane de famille, il faut travailler ensemble à des défis communs d'environnement et de compétitivité. Nous pourrons régler les problèmes beaucoup mieux qu'en passant encore 10 ou 20 ans avec cette querelle désuète. »

« Le Canada et le Québec ont perdu 30 ans avec cette querelle »

Il se dit même prêt à revoir la place du Québec dans la Constitution canadienne, mais rien ne presse. « Je ne suis pas contre l'idée d'ouvrir la boîte constitutionnelle, mais pour les Canadiens et les Québécois c'est un peu comme revenir en arrière. On a maintes autres choses à faire ensemble. Après, s'il y a une bonne entente, on peut le faire. »

Ce journaliste, auteur et professeur d'université a lancé son opération de charme dans la capitale, hier. C'est ici qu'il a décidé de faire ses premiers pas québécois depuis sa mise en candidature. L'élection de députés conservateurs dans la région y est pour quelque chose.

« Je suis ici pour apprendre quelles sont les possibilités de battre M. Harper sur son terrain adoptif temporaire. Il faut rebâtir le parti ici. Les valeurs des libéraux sont beaucoup plus près du sens commun des Québécois que celles des conservateurs. »

Voir **IGNATIEFF** en A 4 ➤

Plus d'information Page A 16

À LIRE AUJOURD'HUI

■ **Le Tricolore assuré de participer aux séries** Page S 3
La victoire des Capitals 6-4 sur les Thrashers a mis fin au suspense hier soir : le Canadien sera du dernier droit de la saison. Montréal peut toutefois dire merci à la sensation Ovechkin.

SOMMAIRE

Agenda	B 6	Décès	C 8
		Horoscope	B 7
Bandes dessinées	B 7	Loteries	A 20
		Météo	S 20
		Mot mystère	B 7
Bourses	C 4	Mots croisés	B 7
		Petites annonces	S 16
Bridge	S 19	Télévision	B 4

MÉTÉO

Max. 11, min. 3
Généralement ensoleillé avec vents légers.
Détails **page S 20.**

Accumulation de neige (avant hier)
Ce mois-ci : 6,1 cm — L'an dernier : 10,7 cm
Cet hiver : 356,6 cm — L'hiver dernier : 266,3 cm

QUÉBEC, 110e ANNÉE, N° 109
FLORIDE, 2,10 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 87¢
PLUS TAXES
65¢ PLUS TAXES
MARDI

AUTOPNEU AUCLAIR
PAYEZ UN PNEU PAR MOIS*
QUÉBEC 1220, boul. Charest O., 681-4646
LES SAULES 3755, boul. Hamel 871-6740
LÉVIS 155, route Kennedy, 833-3282
VANIER 385, rue Lavoie, 683-1010
BEAUPORT 639, rue Clémenceau, 661-1212
* À l'achat de 4 pneus, avec achat minimum de 250 $ et sur approbation de crédit.

« LIFTING » VERT POUR QUÉBEC

ARCHIVES LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

La Ville a dû modifier ses critères pour diminuer les coûts d'entretien. Ainsi, des plates-bandes comme celles du Jardin Saint-Roch pourraient être sarclées à deux reprises durant l'été plutôt que quatre fois.

L'été à longueur d'année

Pendant des mois, Norma Mercier prépare les plantes qui fleuriront dans la ville

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ Bienheureuse Norma Mercier. Des mois durant, elle hume l'odeur de la terre humide, sème, plante, taille, arrose, bichonne. Puis, lorsque soufflent les grands vents d'hiver, elle prépare déjà ses boutures, ses bulbes, ses pousses. Pour cette horticultrice, c'est l'été à longueur d'année !

Dans les seules serres que possède encore la Ville de Québec, à Val-Bélair, M^me^ Mercier prépare amoureusement les plates-bandes qui jailliront bientôt aux quatre coins de la ville.

En fait, elle ne fait pas tout puisque la majeure partie des fleurs sont achetées chez les producteurs privés. La Ville a conservé la production de ce qui est quasi introuvable, soit les plantes à mosaïques, ou plus cher, comme les bulbes.

Si bien que ces jours-ci, M^me^ Mercier taille régulièrement plus de 47 000 plants destinés à écrire — « bienvenue », « Québec », etc. — ou dessiner un motif quelconque. Ces petits plants, il faudra les entretenir tout l'été, en les taillant au moins aux 10 jours, pour que ce qu'ils représentent ne se perde pas dans une végétation débraillée.

Dans les serres, cette semaine, une odeur printanière s'accrochait aux vêtements, en même temps qu'une multitude de petites mouches noires collaient au visage et aux cheveux. « C'est un peu agaçant, mais on s'habitue », note M^me^ Mercier.

Dans le peu d'espace libre restant entre les pots, l'horticultrice se promène en présentant fièrement ses bébés. « J'adore travailler en serre », dit-elle.

Elle aime en particulier voir naître les plantes qu'elle a elle-même bouturées à même les 1500 plantes mères qu'elle conserve chaque année, plutôt que de procéder par semis.

Depuis 17 ans qu'elle fait ce métier, elle aime bien faire des essais, découvrir de nouveaux effets.

UNE VILLE FLEURIE

Au cours des prochaines semaines, la ville de Québec fleurira d'un bout à l'autre. De Val-Bélair au Vieux-Beauport, en passant par le centre-ville et Cap-Rouge ou la rue Racine à Loretteville, 1800 paniers fleuris et 450 bacs seront accrochés et disposés un peu partout. Grâce à des ententes avec les associations de marchands, ils seront arrosés régulièrement, ce qui permet à la Ville d'épargner de l'argent.

« Nous, il faudrait envoyer un camion et du personnel, alors qu'eux, ils sont sur place », note le directeur du Service de la foresterie urbaine et de l'horticulture, Jacques Grantham.

Pas moins de 240 000 annuelles seront plantées dans les plates-bandes, en particulier dans les circuits touristiques et près des édifices publics, comme l'hôtel de ville et les bureaux d'arrondissement.

Dans les parcs de quartier, on retrouvera les arbres et les arbustes, mais peu de fleurs.

« C'est exactement comme pour notre maison. On plante des arbres, des arbustes dans la cour, et la décoration est plus fine à mesure qu'on se rapproche de la façade et de la porte », illustre M. Grantham.

Les plates-bandes arbustives représentent à elles seules l'équivalent de 250 000 mètres carrés, répartis sur 400 à 500 lieux. S'ils étaient tous regroupés, les arbustes de la Ville occuperaient l'espace de plus de 30 terrains de soccer. Parlant de terrains de soccer, c'est là une autre tâche pointue des horticulteurs. C'est peut-être moins spectaculaire qu'une belle plate-bande de fleurs, mais il faut les fertiliser, les aérer, de façon à ce qu'ils résistent à l'usage intensif qui en est fait.

UN CHOIX ARTISTIQUE

Le choix des fleurs, des couleurs, des aménagements, des thèmes floraux est fait chaque année en collaboration avec les jardiniers, les techniciens horticoles et un agronome.

De l'avis de M. Grantham, Québec fait preuve d'audace dans ses choix, qui ne sont pas toujours conventionnels. À preuve, ces immenses épis de maïs qui ont jailli du béton au beau milieu du boulevard Honoré-Mercier, l'année dernière. Spectaculaire !

L'entretien le plus fin ou exigeant est confié aux jardiniers de la Ville, qui sont une trentaine. Les travaux plus simples sont donnés à contrat.

SUIVI SERRÉ

Québec suit de près ses plantations. Chaque arbre a sa description informatisée, les travaux faits dans chaque plate-bande sont consignés. On sait depuis quand la terre y a été changée, et quels sont les travaux à venir.

En outre, une personne est de garde 24 heures par jour en cas de bris, branche cassée ou arbre déraciné. Si la situation est urgente, une équipe sera dépêchée pendant la nuit pour assurer la sécurité des lieux.

« C'est lors des tempêtes qu'on juge la qualité de la forêt urbaine », commente le directeur du service.

Les anciennes villes de banlieue, dont bien peu possédaient de tels services, en bénéficient. La Ville n'a pas fini de faire l'inventaire de tous ses nouveaux arbres, mais est en voie d'y parvenir.

Au bout du compte, c'est la qualité de vie des citoyens qui est améliorée. Un bel environnement, de la verdure, des fleurs ont un impact majeur. Et pour une ville touristique comme Québec, l'impact économique est réel, note M. Grantham.

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Norma Mercier aime en particulier voir naître les plantes qu'elle a elle-même bouturées.

LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Une personne est de garde 24 heures par jour en cas de bris, branche cassée ou arbre déraciné. Si la situation est urgente, une équipe sera dépêchée pendant la nuit pour assurer la sécurité des lieux.

400E

Suite de la Une

Selon ce dernier, trois motifs expliquent essentiellement ce bond de 40 % à l'ornementation des arrondissements de la ville et du Vieux-Québec touristique. Il s'agit de la proximité des célébrations du 400^e^, de la rareté de la main-d'œuvre et de la hausse du prix de l'essence.

« Les contrats pour l'entretien des plantes et des arbres varient selon un cycle de hauts et de bas », analyse M. Grantham. « En 2003, la courbe était au bas et nous avons accordé des contrats pour une durée de trois ans. Aujourd'hui, on est dans un pic. On est au plus haut ».

Précisant que l'équilibre s'obtient sur une période de 15 ans, le directeur du service de la foresterie urbaine et de l'horticulture soutient que plus les Fêtes du quatrième centenaire approchent, plus les prix sont élevés.

Québec produit 40 000 plants dans ses serres

« On s'approvisionne tous auprès des mêmes fournisseurs », fait remarquer M. Grantham. « La Ville de Québec, la Commission de la capitale nationale, le Port de Québec, tous ont des projets pour 2008. » Les prix de l'offre s'ajustent alors à la demande.

Bien que la Ville produise quelque 40 000 plants dans ses serres de la route de l'Aéroport, essentiellement destinés à la mosaïculture, elle doit se procurer quelque 200 000 fleurs — des annuelles pour la plupart — auprès de fournisseurs privés.

Depuis une dizaine d'années, les paysagistes Idée Concept, de Lévis, et le Service d'entretien Teronet, de Pintendre, assurent à la Ville une bonne partie de la fourniture de ces végétaux, en plus de leur entretien. « Les fournisseurs nous font remarquer que la main-d'œuvre, pour ce type d'entreprise, est de plus en plus difficile à trouver. Elle commande par le fait même des salaires supérieurs. »

Quant à la facture d'essence, elle est facile à comprendre. Elle gonfle selon les variations du prix à la pompe. Les nombreux déplacements dans l'ensemble du territoire de la ville, souvent dans des petits camions, rendent encore plus considérable le coût de cet élément.

Pour des travaux plus lourds, la Ville de Québec utilise les services des Entreprises Paradis, de Québec. Sa flotte de camions lui permet aussi de soumissionner pour l'arrosage des végétaux, dont 1800 paniers de fleurs suspendus à des poteaux. Dans le cas de l'arrosage des aménagements floraux, l'augmentation a été si raisonnable (7 %) que la Ville a décidé d'accorder le contrat pour une durée de trois ans.

Mais elle n'a pas encore trouvé un seul entrepreneur pour s'occuper des végétaux le long du corridor des Cheminots. Sa longueur, de Shannon jusqu'à la chute Montmorency, fait peur.

« On a dû modifier nos critères pour diminuer les coûts d'entretien », fait remarquer M. Grantham. Ainsi, des plates-bandes pourraient être sarclées à deux reprises seulement durant l'été plutôt que quatre fois.

C'est dans le Vieux-Québec touristique que les contrats sont les plus sévères : quatre sarclages, en plus du ménage du printemps et de l'élagage automnal.

Sur le tout nouveau boulevard Charest, la visite des horticulteurs ne sera nécessaire que deux fois durant l'été, après les travaux printaniers. Et en bordure des autoroutes, les haies qui les bordent ont encore moins besoin d'entretien. Un seul sarclage suffit.

PRÉMONT FORGUES
FOURRURES & MANTEAUX
Vente fin de saison
Place de la Cité 654-3660

Salon international du livre DE QUÉBEC
19 au 23 avril 2006
CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC
www.silq.org

« LIFTING » VERT POUR QUÉBEC

Trois projets paysagers d'envergure

Le boulevard Charest Ouest, la rivière Saint-Charles et la rue Saint-André dans la mire des horticulteurs, cet été

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ La Ville de Québec réalisera cet été trois projets paysagers d'envergure, qui transformeront radicalement les secteurs du boulevard Charest Ouest, de la rive nord de la rivière Saint-Charles et de la rue Saint-André.

Le lifting du boulevard Charest Ouest, entrepris l'été dernier entre les rues Saint-Luc et Montmagny, dans le quartier Saint-Sauveur, sera complété avec la mise en terre d'une soixantaine d'arbres — des ormes et des micocouliers —, des arbustes, dont des hydrangers, et des hémérocalles de toutes les couleurs.

À mesure que seront complétées les phases II et III des travaux qui doivent s'étendre de la rue Marie-de-l'Incarnation au boulevard Langelier, la Ville poursuivra sa ligne verte.

« D'ici trois ou quatre ans, ce sera méconnaissable », assure Pierre Côté, technicien horticole dans ce dossier. Abandonné au béton pendant des décennies, le secteur deviendra une véritable zone verte, dit-il. C'est d'autant plus vrai que les arbres qui seront plantés sont promis à une longue vie, au moins 25 à 30 ans.

Bien sûr, cette année, ils auront l'air tout petits. Mais il vaut mieux planter en format réduit, explique M. Côté, pour éviter le stress de la plantation. Les arbres plus petits au moment de la mise en terre deviendront plus gros plus vite que ceux qui sont plantés déjà gros.

« Le secteur deviendra une véritable zone verte »

LE RÉAMÉNAGEMENT DES BERGES

L'aménagement paysager du boulevard Charest ne sera pas le seul à être initié cet été.

Tout le mur de béton de la rive nord de la rivière Saint-Charles tombera sous le pic des démolisseurs, pour faire place à des plates-bandes de fleurs et d'arbustes, des sentiers pour piétons et cyclistes et ce, sur quatre kilomètres de longueur.

Présentement, la bande faite aux abords du parc Cartier-Brébeuf ne couvre que 590 mètres. C'est donc dire qu'il y aura une explosion de verdure dans tout ce secteur.

La renaturalisation de la rivière s'inscrit dans le cadre du 400e anniversaire de la Ville de Québec, en 2008. L'apport financier des gouvernements fédéral et provincial a été confirmé, si bien que les travaux peuvent commencer, indique Jacques Grantham, directeur du Service de foresterie urbaine et de l'horticulture.

Déjà, dit-il, la dépollution de la rivière va très bien, et la démolition du mur du côté sud pourra aller de l'avant en 2007.

« Ce sont quand même de gros travaux de 110 millions $, c'est un beau cadeau », observe M. Grantham.

Enfin, un troisième aménagement d'importance sera fait le long de la rue Saint-André, qui longe le bassin Louise. Environ 80 arbres seront plantés le long du trottoir, doublant les arbres existants de l'autre côté. Lorsqu'ils auront poussé, les deux rangées d'arbres formeront une voûte au-dessus du trottoir.

Ce projet est réalisé avec Parcs Canada, toujours à l'occasion du 400e anniversaire.

PHOTOS LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Le mur de béton de la rive nord de la rivière Saint-Charles tombera sous le pic des démolisseurs, pour faire place à des plates-bandes et des sentiers et ce, sur quatre kilomètres de longueur.

Sur le boulevard Charest Ouest, la Ville poursuivra sa ligne verte à mesure que seront complétés les travaux, qui doivent s'étendre de la rue Marie-de-l'Incarnation au boulevard Langelier.

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

« Les gens de Montréal sont venus nous voir pour comprendre comment nous pouvions faire vivre des arbres dans des caissons », indique le directeur du Service de l'horticulture et de la foresterie urbaine à la Ville de Québec, Jacques Grantham.

GESTION DES ESPACES VERTS

La capitale, un exemple d'efficacité

CLAUDE VAILLANCOURT
CVaillancourt@lesoleil.com

En matière d'horticulture et surtout de foresterie urbaine, la Ville de Québec fait l'envie des autres municipalités.

« Les gens de Montréal sont venus nous voir pour comprendre comment nous pouvions faire vivre des arbres dans des caissons, au milieu d'une rue. Eux, leurs arbres vivent un stress énorme après cinq ans. Les nôtres sont en pleine forme après 15 ans. »

La Ville est en mesure de sortir une fiche d'évaluation sur chacun des arbres dont elle a le contrôle

Jacques Grantham, le directeur du Service de l'horticulture et de la foresterie urbaine à la Ville de Québec, est un gars modeste. Il n'expose pas à tous les vents les honneurs que son service a mérités au fil des années, en ce qui a trait à la gestion des espaces verts. Comme s'il ne voulait pas faire des jaloux. Mais n'empêche que son organisation aurait de quoi pavaner.

Les nouveaux arbres que l'on a plantés, le long du boulevard René-Lévesque, ou ceux qui prendront racine, à l'occasion de la réfection du boulevard Charest, témoignent du savoir-faire québécois et de l'expérience que les Verts de la Ville de Québec a développée au fil des années en cette matière. « Pour développer leurs racines, explique celui-ci en désignant un long tube perforé de centaines de trous, on a installé cet appareil assez profondément dans le sol, lequel est relié au réseau d'aqueduc. Lorsque nécessaire, ce cylindre irrigue le sol pour faciliter la croissance de nos végétaux, la nuit. Personne ne s'en aperçoit. »

Cette technique, bien simple, a été imaginée par les sylviculteurs de la Ville de Québec. Elle exige aussi une solide planification pour chaque arbre, chaque arbuste et chaque plantation florale.

INVENTAIRE

Mieux encore : chacune des fleurs des 250 000 mètres carrés de plates-bandes qui sont la propriété de la Ville est aujourd'hui inventoriée et enregistrée dans un système de données que contrôle le service de M. Grantham. Dans trois ans tout au plus, on aura fini d'inventorier les quelque 150 000 arbres dont la Ville a la surveillance dans son nouveau territoire.

« On en a déjà 75 000 entrées dans notre système. Une quinzaine d'étudiants de l'Université Laval vont compléter la tâche durant les prochains étés. »

Ce qui signifie que la Ville de Québec est en mesure de sortir une fiche d'évaluation sur chacun des arbres et sur chacune des fleurs dont elle a le contrôle. Les périodes d'élagage ou de sarclage sont ainsi fidèlement notées et compilées.

« Cela facilite énormément la gestion de nos parcs. On sait où et quand on doit intervenir. On ne court pas à droite et à gauche pour savoir si l'on a besoin de faire des interventions », se félicite M. Grantham.

Le service que dirige M. Grantham compte une soixantaine de personnes dont une trentaine de cols bleus (pour l'entretien), en plus d'une quizaine de surveillants. Chaque année, son organisation doit répondre à quelque 3000 demandes d'intervention sur des arbres, en plus de superviser un nombre égal de permis d'abattage.

LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Jacques Grantham montre un dispositif qui facilite la croissance des arbres de Québec.

Le plus grand choix de petites voitures à Québec

AVEO de Chevrolet

*Sécurité 5 étoiles

154$/mois*
Comptant : 2108$
Dépôt de sécurité : 0$
Location 60 mois

Mensualité	Comptant	Dépôt sécurité
174$	1053$	0$
194$	0$	0$

Préparation et frais de transport de 1045$ inclus.

COBALT de Chevrolet

Photo à titre indicatif

189$/mois*
Comptant : 1837$
Dépôt de sécurité : 0$
Location 48 mois

Mensualité	Comptant	Dépôt sécurité
209$	916$	0$
229$	0$	0$

MARLIN CHEVROLET
2145, Jean-Talon Sud,
Sainte-Foy (Québec)
688-1212
www.marlinchev.gmcanada.com

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344 1-866-686-3344 abonnements@lesoleil.com
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444 petitesannonces@lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394 redaction@lesoleil.com
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

DEMAIN DANS LE SOLEIL

POUR LE SEPTIÈME RANG

Le Canadien de Montréal souffle peut-être, maintenant que sa place dans les séries éliminatoires est assurée, mais il pourrait clore son calendrier régulier en beauté avec une victoire sur les Devils du New Jersey bonne pour le septième rang dans l'association de l'Est.

Dans le cahier Sports

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE ?

CONTACTEZ-NOUS

Vous avez été témoin d'un événement, avez observé des faits qui soulèvent des questions, avez des idées de reportages, d'enquêtes ou de dossiers qui pourraient être réalisés par un journaliste ?

Téléphonez-nous : (418) 686-3394
Télécopiez-nous : (418) 686-3374
Écrivez-nous : **redaction@lesoleil.com**
ou à : Nouvelles LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6

IGNATIEFF

Suite de la Une

Dans sa course à la direction, M. Ignatieff affronte Stéphane Dion, l'ex-ministre de l'Éducation de l'Ontario Gerard Kennedy et Martha Hall Findlay, les seuls candidats déclarés jusqu'à maintenant. D'autres pourraient joindre les rangs sous peu, comme l'ex-premier ministre ontarien Bob Rae.

L'USURE DU POUVOIR

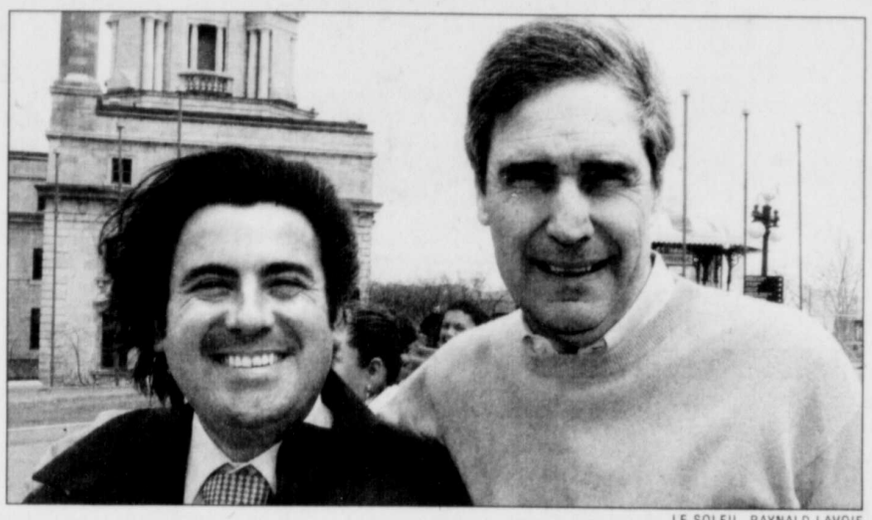
Tel un chanteur qui sillonne les petites salles de spectacle pour lancer sa carrière, l'érudit de 58 ans saisit toutes les chances de diffuser son message. Il veut reprendre contact avec les électeurs que son parti a oubliés, de son propre aveu.

« L'usure du pouvoir, c'est le fait qu'on avait la gestion du pays et qu'on a négligé la gestion du parti. La course à la direction est la meilleure façon de nous renouveler. »

Ignatieff estime que les libéraux ont traversé leur purgatoire et méritent leur chance de reprendre le pouvoir. « C'était nécessaire de nous punir deux fois, mais pas une troisième. Nous avons appris », dit-il.

« JE N'AI PAS PEUR, MOI »

Fils d'un diplomate, petit-fils d'un ministre d'un tsar de Russie, ce citoyen du monde a confiance en ses moyens. Il a enseigné dans plusieurs universités au Canada et à l'étranger. Il a publié une quinzaine d'essais et de romans. Il est membre du Parti libéral depuis l'âge de 17 ans. Il a participé à l'élection de Pierre Elliott Trudeau en 1968. Il se dit étranger aux « guerres de tribus » au sein du PLC et n'a rien à voir avec le scandale des commandites. Surtout, il se dit libre. « Je n'ai pas peur, moi. Je n'ai pas peur de parler, de dire ce que je pense et de prendre les conséquences. »



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Ignatieff et un de ses organisateurs, le député Pablo Rodriguez (Honoré-Mercier)

« C'était nécessaire de nous punir deux fois, mais pas une troisième »

Malgré sa relative jeunesse dans l'arène politique, Michael Ignatieff possède déjà l'assurance d'un vieux routier. Malgré tout, une question l'a fait hésiter hier : celle sur le bilan du premier ministre Jean Charest.

« Il fait un travail sérieux de redressement, dit-il après quelques secondes de réflexion, sourire en coin. Je ne veux pas trop intervenir dans la politique provinciale. Mais M. Charest a des décisions difficiles à prendre et je respecte ça. »

ALARMES

Suite de la Une

commerce », illustre le capitaine.

EXEMPLE MONTRÉALAIS

Pour élaborer sa nouvelle politique de gestion des alarmes pour vol, M. Tanguay a pris le pouls d'autres villes dont Montréal. « À la première fausse alarme, c'est un avertissement. À la quatrième, à la même adresse, les policiers ne répondent plus aux alarmes pendant un an. » En agissant ainsi, le service de police de la métropole a diminué de façon significative le nombre de fausses alarmes.

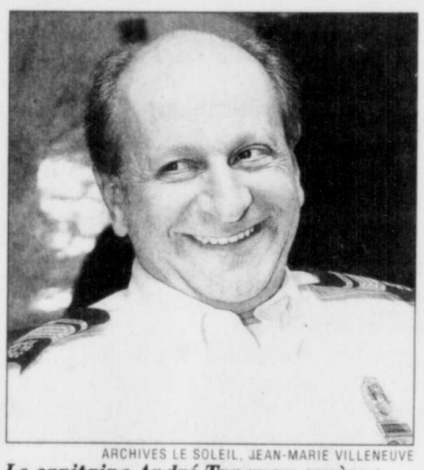
Le capitaine Tanguay jongle aussi avec la possibilité de faire reculer de deux à quatre la priorité de réponse donnée aux alarmes pour vol à certains moments de la journée. « La plus grosse période des fausses alarmes est à l'ouverture et à la fermeture des commerces. En sachant cela, est-ce qu'on peut attendre un peu plus longtemps avant d'y aller ? Parce que l'alarme n'est probablement pas fondée. » Évidemment, certaines alarmes comme celles déclenchées par un bouton de panique lors d'un vol à main armée garderaient la priorité de réponse actuelle.

HAUSSE DES FRAIS ?

Le service de police songe aussi à hausser le coût des frais reliés à une fausse alarme. Ce coût varie de 50 $ à 100 $ selon le secteur de la ville. L'harmonisation du règlement concernant les systèmes d'alarme n'a pas été complétée depuis la fusion.

Des contraventions pourraient dorénavant être émises pour les « appels annulés ». Des 26 000 appels pour fausses alarmes reçus au 9-1-1, 10 000 sont annulés, habituellement par l'entreprise de protection, alors que les patrouilleurs sont en route vers la résidence ou le commerce. Ils font alors demi-tour et aucune contravention n'est émise. Le règlement des anciennes villes stipule en effet qu'un appel n'est réputé inutile (donc sujet à contravention) qu'« à l'arrivée des policiers sur les lieux ».

Le capitaine Tanguay reconnaît que le travail risque d'être encore long, notamment au chapitre de l'harmonisation du règlement. Il souhaiterait au moins d'ici la fin 2006 pouvoir changer la priorité de certains appels.



ARCHIVES LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Le capitaine André Tanguay espère mettre une partie de la réforme en vigueur dès cette année.

▸ Fausse alarme $ $ $

Coût d'une fausse alarme par secteur selon le règlement de chaque ancienne ville

Québec ..... **50 $**
dès la seconde fausse alarme dans une période de 12 mois

Charlesbourg ..... **80 $**
dès la seconde fausse alarme dans une période de 12 mois

Sainte-Foy Cap-Rouge ..... **60 $**
dès la seconde fausse alarme dans une période de 12 mois

Lac-Saint-Charles Saint-Émile ..... **25 $**
à la première fausse alarme et **100 $** pour chaque fausse alarme supplémentaire dans une période de 12 mois

Sillery ..... **50 $**
dès la troisième fausse alarme dans une période de 12 mois

Val-Bélair ..... **100 $**
dès la troisième fausse alarme dans une période de 12 mois

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

PRÉCISION

Une erreur s'est glissée dans un texte sur les évangiles apocryphes publié samedi. La phrase affirmant que l'Évangile de Judas aurait remonté le Nil, « à coup de transcriptions et de traductions (...), jusqu'à Nag Hammadi », aurait dû se terminer par : « jusqu'au sud de l'Égypte ». La version de l'évangile de Judas parvenue jusqu'à nous est écrite dans un dialecte qui était parlé dans cette région. Mais elle ne fait pas partie des manuscrits découverts à Nag Hammadi en 1945.

C'ÉTAIT HIER

2002 — Quatre militaires canadiens sont tués en Afghanistan après avoir été frappés par une bombe provenant d'un avion américain.
1988 — Une panne d'électricité frappe le Québec presque entièrement.
1955 — Mort d'Albert Einstein.

1721337

Deux salons pour le prix d'un

Du 21 au 23 avril au Centre de foires ExpoCité

Festival de la gastronomie de Québec

- *Tendances culinaires 2006*
- *Dégustations vins, cidres et bières*
- *Restaurants-terrasses*
- *Défi des chefs*

Mario Martel
Porte-parole du Festival de la Gastronomie et Chef exécutif des Supermarchés GP

Merci à nos partenaires

Une présentation de METRO GP

Avec la collaboration Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec

La Fête de l'été

L'événement par excellence pour planifier vos vacances estivales

Yves Lambert
Porte-parole de la Fête de l'été

- *Destinations vacances*
- *Ambiance festive et musique traditionnelle sur le perron de l'église.*

Le Village Québécois d'Antan inc.

Association québécoise des loisirs folkloriques

Festival de la gastronomie de Québec — **4 $** de rabais sur présentation de ce coupon (applicable sur une entrée)

La Fête de l'été

Du 21 au 23 avril au Centre de foires ExpoCité
Vendredi et samedi 11 h à 22 h et dimanche 11 h à 18 h

1722105

X3

Incomparable comme son prix.

Muni de la traction intégrale XDrive exclusive à BMW, le X3 est prêt à relever tous vos défis. Sa polyvalence unique fait de ce véhicule un complice de votre vie urbaine et un allié pour vos escapades hors des sentiers battus.

xDrive MD Traction intégrale
TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL

X3 2.5 2006 à partir de **595 $*** /mois pendant 39 mois — **2,5 %** Taux de location — **0 $** COMPTANT

INCLUANT LE TRANSPORT ET LA PRÉPARATION AINSI QUE LE PROGRAMME D'ENTRETIEN.

Automobile Jalbert inc.
1885, boul. Central Québec
(418) 687-4840
www.jalbert-auto.qc.ca

BMW X3

Le plaisir de conduire.

1721459

BLANC fraîcheur

Conservez notre brochure-conseil insérée dans **Le Soleil** de samedi !

TROIS CONSEILLERS DE LA SAQ PARTAGENT LEUR PASSION DU VIN BLANC. DÉCOUVREZ LEURS RECOMMANDATIONS ET COUPS DE CŒUR.

BROCHURE ÉGALEMENT DISPONIBLE EN SUCCURSALE.

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS

SAQ

EN CAS DE PANDÉMIE DE GRIPPE

Près d'un travailleur de la santé sur deux resterait chez lui

■ TORONTO (PC) — Un nombre étonnant de travailleurs du système de santé publique affirment qu'ils ne se présenteraient probablement pas au boulot en cas de pandémie de grippe, indique une étude.

L'étude, basée sur un sondage effectué dans l'État du Maryland, précise que 46 % des travailleurs dans le système de santé publique pourraient rester à la maison. Plusieurs ont dit croire, à tort, que le personnel qui n'est pas formé pour combattre les maladies infectieuses ne serait pas requis de se présenter au travail au moment d'une pandémie.

L'auteur principal de l'étude en conclut qu'il y a un besoin urgent d'éduquer les employés sur toutes les implications d'un système de santé publique, et de leur faire comprendre que leur aide serait essentielle à l'occasion d'une pandémie.

« La formation des employés est normalement orientée sur les façons d'augmenter leur performance en cas d'urgence extrême, mais dans leur domaine d'expertise, explique le Dr Ran Balicer, épidémiologiste à l'Université Ben-Gourion, en Israël. Toutefois, on devrait aussi s'assurer qu'ils rentrent au moins au travail.

« À mon avis, ceux qui ont mis en place les mesures d'urgence en cas de pandémie ont pris pour acquis que les employés du système de santé publique seraient sur les rangs, le moment venu », a estimé pour sa part la Dre Allison McGeer, de l'hôpital Mount Sinaï à Toronto, qui n'a pas été impliquée dans l'étude.

L'étude, qui n'a porté que sur les employés du système de santé publique, constate que c'est toute la structure qui doit être sensibilisée sur le rôle important que devra jouer le personnel en cas d'épidémie.

L'étude effectuée par le Dr Balicer et trois chercheurs de l'École de santé publique Johns Hopkins, à Baltimore, paraît dans l'édition d'aujourd'hui du journal *BMC Public Health*.

La grippe a frappé plus tard et moins fort cette année

MONTRÉAL (PC) — À ce jour, l'activité grippale au Canada a été plus faible que lors des deux dernières années, indique l'Agence de santé publique du Canada. De plus, l'augmentation de l'activité grippale s'est manifestée plus tard que prévu durant la saison, indique l'agence, dans un bulletin publié plus tôt ce mois-ci.

Pour la dernière semaine dont les statistiques sont complètes, soit du 2 au 8 avril, l'activité grippale pour l'ensemble du Canada a commencé à diminuer. Tous les indicateurs sont à la baisse, comparé aux dernières semaines, sauf dans le cas des consultations pour syndrome grippal, précise encore l'agence.

À ce jour, il s'agit de l'influenza de type A dans 57 % des cas et de l'influenza de type B dans 43 % des cas. Au Québec toutefois, l'influenza de type A prédomine plus nettement. Toutes les régions du Québec ont eu des cas confirmés de type A ou de type B depuis le début de la saison grippale, indique de son côté le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, dans son propre bulletin de surveillance.

Pour la semaine se terminant le 8 avril, l'indice d'activité grippale était tout de même qualifié d'« élevé moyen » au Québec. Il n'avait toutefois pas atteint le seuil « très élevé » ou « exceptionnel » de l'échelle.

CANCER DU SEIN

Un médicament aussi efficace que le tamoxifène

TORONTO (PC) — Un médicament contre l'ostéoporose réduit l'incidence de cancer invasif du sein chez les femmes postménopausées et plus susceptibles de contacter la maladie de manière aussi efficace que le tamoxifène, considéré depuis les 20 dernières années comme le médicament idéal pour combattre la maladie.

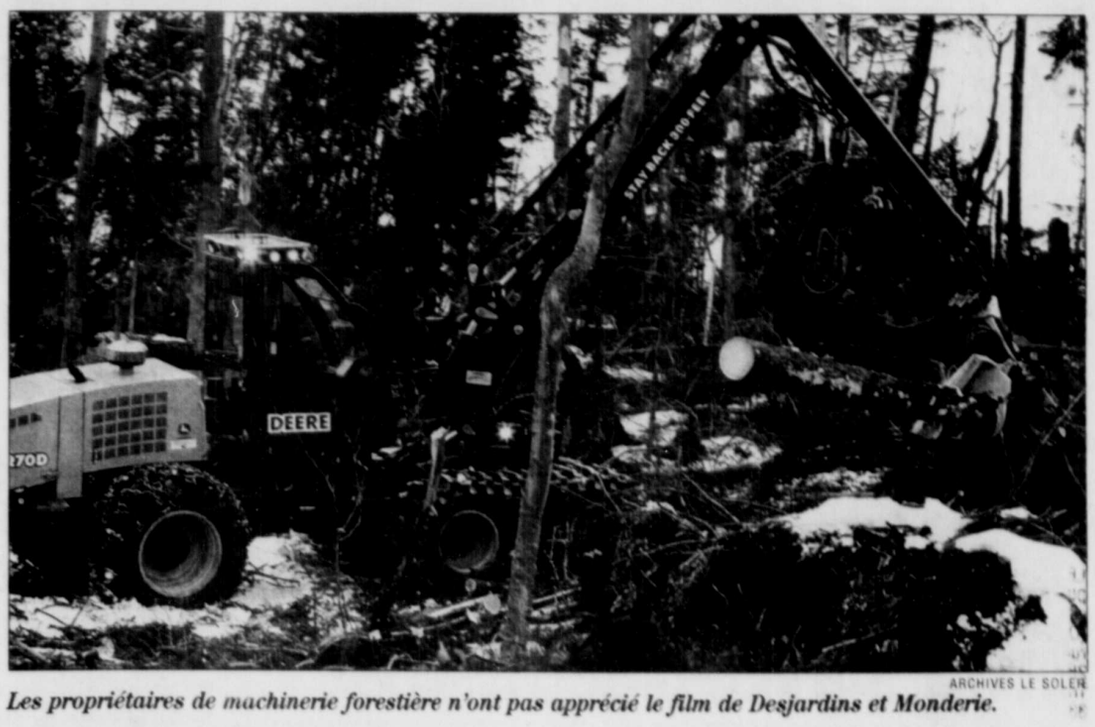
Dans une étude comparant directement ces deux médicaments, on a constaté que le tamoxifène comme le raloxifène réduisaient le risque de cancer invasif du sein de près de 50 % par rapport à un placébo — mais que le raloxifène provoquait beaucoup moins d'effets secondaires indésirables.

« Cela donnera un véritable choix aux femmes », a commenté le Dr Leslie Ford, du U.S. National Cancer Institute, au cours d'une téléconférence donnée hier pour annoncer les résultats de l'étude d'une durée de cinq ans.

Environ 20 000 femmes postménopausées du Canada, des États-Unis et de Porto Rico, qui toutes avaient un risque accru de cancer du sein, ont participé à l'étude, l'une des plus importantes jamais entreprises en matière de prévention du cancer du sein. Environ la moitié des participantes, choisies au hasard, ont reçu du tamoxifène, et l'autre moitié a reçu du raloxifène, un médicament approuvé pour la prévention et le traitement de l'ostéoporose.

Les deux médicaments peuvent engendrer de graves effets secondaires : cancer de l'utérus, caillots sanguins aux jambes ou aux poumons, accidents vasculaires cérébraux.

Si le risque d'AVC était à peu près égal pour les deux médicaments, l'incidence des cancers de l'utérus était de 38 % inférieure avec le raloxifène en comparaison avec le tamoxifène. Dans le cas des caillots de sang aux poumons, qui peuvent être fatals, l'incidence était de 36 % inférieure avec le raloxifène, et de 26 % pour les caillots de sang aux jambes (thromboses veineuses profondes).



ARCHIVES LE SOLEIL

Les propriétaires de machinerie forestière n'ont pas apprécié le film de Desjardins et Monderie.

« L'ERREUR BORÉALE »

Des forestiers semoncent Richard Desjardins

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

Sept ans après la sortie de *L'Erreur boréale*, l'Association des propriétaires de machinerie forestière du Québec (APMFQ) demande des excuses au chanteur Richard Desjardins.

« Descendez de vos scènes lointaines et chaussez des bottes de forestiers. Alors vous comprendrez ! » a écrit le directeur général du regroupement, Magella Archibald, dans le magazine *Le Forestier* du mois d'avril.

Cette réplique survient longtemps après le documentaire réalisé par Desjardins et Robert Monderie qui dénonçait la décimation des forêts québécoises. Depuis tout ce temps, l'association ronge son frein, ne sachant pas trop comment réagir.

« À la sortie du film, on était encore une jeune association. On se demandait s'il fallait répondre ou non, puis on ne l'a jamais fait. Mais Desjardins a continué d'en remettre et on a décidé d'ajouter notre voix et défendre notre position », explique M. Archibald au SOLEIL.

Dans la lettre qu'il a transmis aux médias et au célèbre interprète, il soutient que les « attaques répétées ont profondément offensé les forestiers ». Il reproche à l'auteur-compositeur de « souhaiter la disparition de l'industrie » qui donne du travail à 30 000 personnes.

De l'avis du président de l'APMFQ, Jean-Charles Henry, le chanteur a mis les compagnies et les travailleurs dans le même bateau. Il estime que ses déclarations ont conduit la population à croire que les propriétaires de machinerie coupent les arbres sans égard à la survie de la flore.

« On respecte les plans de coupe, tout simplement. On reçoit les ordres de couper une certaine quantité de bois de la part des grosses compagnies. Elles-mêmes reçoivent les permissions directement du gouvernement », dit-il.

M. Archibald assure qu'il a voulu attaquer les arguments de l'auteur des *Bonriens*, mais pas s'en prendre à lui personnellement. Il croit qu'il aurait dû « appuyer ses dires sur des preuves plus étoffées ». Il ajoute que plusieurs personnes l'ont félicité pour sa prise de position.

« MEA CULPA »

Malgré tout, l'APMFQ admet que l'industrie doit aussi faire son examen de conscience. « *L'Erreur boréale*, il y avait aussi du bon là-dedans. C'est vrai qu'on a été un peu raide à bûcher, par endroits. Mais le gouvernement a diminué pas mal nos approvisionnements. Nous avons donné un beau coup de barre depuis quelques années. Nos méthodes ont changé », explique M. Henry.

Magella Archibald admet aussi que certaines entreprises ont mal exploité la forêt. Selon lui, les coupes à blanc systématiques sont choses du passé.

Il a été impossible de joindre Richard Desjardins pour obtenir ses commentaires. Les dirigeants du regroupement ne s'attendent pas à une réponse, mais se disent prêts à discuter avec l'artiste. L'APMFQ représente le quart des quelque 1000 propriétaires de machinerie forestière de la province. En 1999, *L'Erreur boréale* a reçu le prix Jutra du meilleur documentaire.

1715584

VENTE
9h À 9h
AUJOURD'HUI obtenez le meilleur prix de l'année pour une Mazda à Québec
VENEZ CHOISIR ENTRE L'OEUF OU L'ENVELOPPE
12 heures seulement
Mazda 3 GX
5 vitesses, bien équipée
Location
198$*
par mois / 48 mois
Comptant : 2,595$
Transport et préparation inclus
SIRIUS
À l'achat ou à la location d'un véhicule Mazda 2006 neuf, recevez gratuitement un système branchez et écoutez de radio satellite SIRIUS ainsi qu'un abonnement d'un an.
À l'achat 0% D'INTÉRÊT disponible sur tous les véhicules 2006
Numéro 1 pour la vente de véhicules Mazda à Québec en 2005
MAZDA CHATEL
28 ans
4601, boul. des Galeries, Québec
voisin des Galeries de la Capitale
627-4601
www.mazdachatel.com
Au Cœur de la Capitale
PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS
Jusqu'à 1000$
* Taxes en sus sur approbation du crédit. Photos à titre indicatif. Détails sur place.
mazda
www.mazda.ca
VENTES, PIÈCES et SERVICE ouvert du lundi au jeudi jusqu'à 21h.

1720671

L'ÉVÉNEMENT BLEU À L'HONNEUR
HYUNDAI
Repartez en neuf!
SONATA GL 2006
modèle complètement redessiné!
Gagnante de la meilleure voiture familiale 2006 de moins de 35 000 $
0% de financement à l'achat (sur 60 mois) ou
Louez à partir de 229$ par mois / location 60 mois*
SANTA FE 2006
Louez à partir de 179$ par mois / location 60 mois**
TUCSON 2006
Louez à partir de 199$ par mois / location 60 mois***
PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS
Sta-Foy HYUNDAI
Passez en faire l'essai!
2400, Dalton
Parc Colbert
Sainte-Foy
654-9292
www.sainteFoyhyundai.com
HYUNDAI
Ve de l'avant
* Comptant de 3995 $ ou échange équivalent. Frais d'acquisition de 350 $ en sus. Transport et préparation en sus.
** Comptant de 2995 $ ou échange équivalent. Frais d'acquisition de 350 $ en sus. Transport et préparation en sus.
*** Comptant de 2995 $ ou échange équivalent. Frais d'acquisition de 350 $ en sus. Transport et préparation en sus.
Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada, une filiale de Hyundai Motor America, et sont utilisées sous licence.

EN **BREF**

15 000 *ravers* au Bal en Blanc

■ MONTRÉAL — Le 12e Bal en Blanc a pris fin hier midi après 15 heures de danse au son de la musique techno. Les organisateurs estiment que l'événement a attiré un peu plus de 15 000 personnes au Palais des congrès de Montréal. On n'a signalé aucun incident grave, sauf les habituelles saisies de drogue qui surviennent presque à tout coup au cours de tels rassemblements. Les policiers, qui étaient omniprésents, ont arrêté quatre hommes et une femme pour trafic de stupéfiants. Ils ont saisi de l'ecstasy, du *speed*, du GHB (la drogue du viol) et de la marijuana. Tous les fêtards ont été fouillés à l'entrée du Palais des congrès. Plusieurs D.J. locaux et internationaux ont pris les commandes tout au long de cette soirée *rave*. L'événement a aussi été marqué par le tournage du film *Roméo et Juliette*, réalisé par Yves Desgagnés. *PC*

Les rivières retrouvent leur lit

■ Les inquiétudes de la fin de semaine concernant le débordement possible de certaines rivières sont maintenant passées. Hélène Chagnon, responsable de la Sécurité civile pour Québec et Chaudière-Appalaches, explique que la rivière Saint-Charles a retrouvé un niveau acceptable. De plus, la rivière Nelson à Val-Bélair est retournée dans son lit après avoir inondé près d'une dizaine de sous-sols. Mme Chagnon demeure optimiste pour les semaines à venir puisque la neige est maintenant fondue presque partout, réduisant de beaucoup l'apport des eaux de ruissellement. Il reste à savoir comment se comportera la fonte en terrain montagneux, notamment dans la réserve faunique des Laurentides. Aucune rivière hier n'était menaçante pour les riverains, même si elles demeuraient sous surveillance. *Jean-François Néron*

Un accident d'autocar fait 67 victimes au Mexique

■ VERACRUZ — Un autocar transportant des touristes mexicains est tombé hier du haut d'une falaise de près de 200 m, faisant au moins 67 morts, a rapporté la police selon qui une défaillance des freins pourrait être à l'origine de l'accident. Quatre mineurs figurent parmi les morts. Quatre personnes ont été blessées, et quatre autres ont survécu. Les autorités ont interrompu leurs recherches après avoir découvert 63 corps. Le car avait quitté la ville de Guadalajara (ouest) et se dirigeait vers la région de Tabasco (est). L'autocar, d'une capacité de 46 sièges, transportait 71 passagers. Il roulait à environ 110-115 km/h. *AP*

UN PETIT COIN SEC...

AP

Les inondations continuent à toucher l'Europe centrale, où le Danube en crue a atteint hier matin le niveau record de 9,70 m dans le nord de la Bulgarie.

ACCIDENT MORTEL À DAVELUYVILLE

Le jeune conducteur devant la justice

■ VICTORIAVILLE (PC) — Visiblement affecté par le décès de trois de ses amis, Sébastien Couture, de Drummondville, a été formellement accusé hier de conduite avec les facultés affaiblies causant la mort, au palais de justice de Victoriaville.

Après une brève comparution, le jeune homme de 21 ans a pu regagner sa liberté moyennant certaines conditions imposées par le juge Pierre Fortin, dont celle de ne pas fréquenter les endroits où l'on sert des boissons alcooliques.

Sébastien Couture devra revenir devant le tribunal le 24 avril pour répondre à l'accusation. À cette date, il est possible qu'il soit accusé de conduite dangereuse ayant causé la mort.

Hier, les parents de Sébastien Couture ont soutenu que ce n'était pas leur fils qui conduisait sa voiture de marque Acura dans laquelle trois passagers ont perdu la vie après avoir heurté un arbre, samedi, à Daveluyville. Couture ne possède plus son permis de conduire, révoqué pour des amendes non payées.

« Ça reste à prouver, a déclaré la mère du jeune homme, Nicole Morin, mais je suis convaincue qu'il ne conduisait pas. Lorsqu'il désirait se rendre quelque part avec son auto, il confiait le volant à un de ses amis. »

L'accident a provoqué la mort de Jean-François Fournier, 21 ans, de Princeville, Brian Pitre et Sébastien Carol, âgés respectivement de 25 et 26 ans, de Drummondville. L'embardée contre un arbre, survenue dans une courbe, a sectionné le véhicule en deux. Si la partie arrière de l'auto est demeurée dans la haie de cèdres près de l'arbre, l'autre s'est retrouvée sur le balcon de la résidence de la famille Pinard.

Onze morts sur les routes

■ Au moins 11 personnes ont perdu la vie sur les routes de la province au cours du long congé pascal. La grande région de Québec en compte au moins deux. Le premier est survenu vendredi près de Thetford-Mines. Un homme de 84 ans a perdu la vie alors qu'il quittait un stationnement pour s'engager sur la route 112. Il a été percuté par un autre véhicule qui arrivait sur cette même route. Toujours vendredi, un septuagénaire a été happé par un véhicule à Saint-Nicolas. Il prenait place sur son scouteur. *Jean-François Néron*

1721463

GM Canada Service Goodwrench

Bons pneus. Juste prix.

BESOIN DE BONS PNEUS ?

Profitez-en !

PNEUS 4 SAISONS

Goodyear Integrity et Uniroyal Tiger Paw Freedom P195/70/R14

À PARTIR DE 84,95 $

ATTENTION ! Tous ces prix incluent : pose, valves, équilibrage et expertise.

BESOIN DE PNEUS POUR VOITURE ?

UNIROYAL	P195/70R14	Tiger Paw MD Freedom MC	84,95 $
	P205/70R15	Tiger Paw MD Freedom MC	99,95 $
GOODYEAR	P195/70R14	Integrity	84,95 $
	P195/70R14	Regatta 2	119,95 $
	P195/70R14	Assurance-Comfortred	139,95 $
BFGoodrich	P205/70R15	Control Plus MC	109,95 $
	P225/60R16	Control Plus MC	129,95 $
MICHELIN	P205/70R15	Harmony MC	149,95 $
	P225/60R16	Harmony MC	169,95 $

BESOIN DE PNEUS POUR CAMIONNETTE OU VUS ?

UNIROYAL	P235/75R15	Laredo MD AWP MD	129,95 $
	LT245/75R16	Laredo MD AWP MD	179,95 $
GOODYEAR	P235/75R15	Wrangler RT/S	159,95 $
	LT245/75R16	Wrangler RT/S	219,95 $
BFGoodrich	LT245/75R16	All Terrain T/A MD KO	219,95 $
MICHELIN	P235/75R15	LTX MD M/S	179,95 $

Voir votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes et droits en sus.

CHEVROLET PONTIAC BUICK GMC Cadillac

VRAIMENT PLUS

www.gmcanada.com

1722065

L'ANTIDOTE IDÉAL CONTRE LES « QUAND EST-CE QU'ON ARRIVE ? »

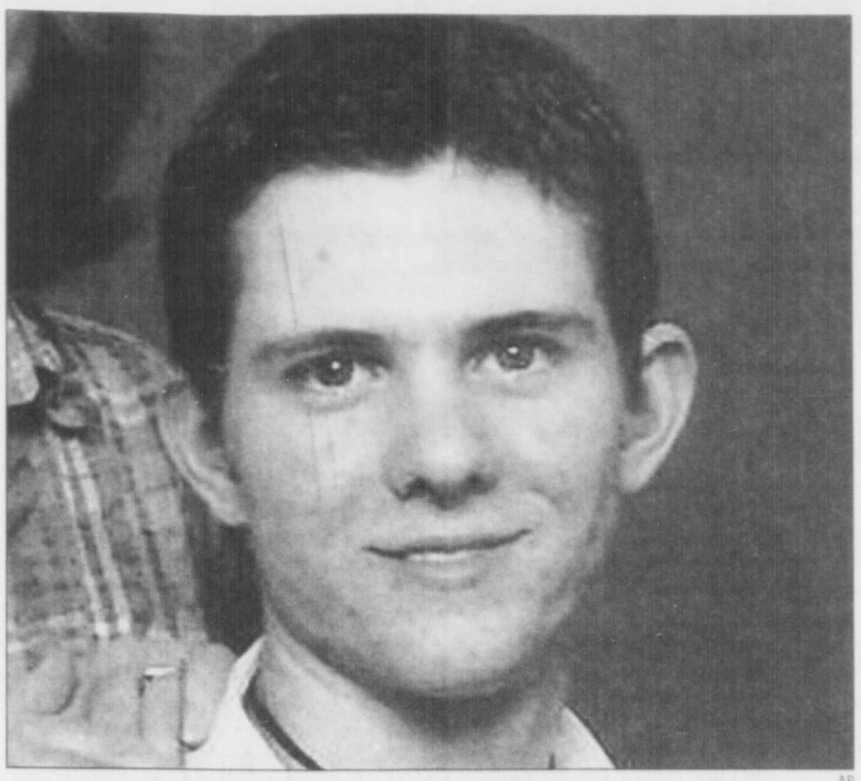
Renseignez-vous sur nos supers rabais d'été.

VIA Rail Canada MC

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER

viarail.ca

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.



AP

Le Néo-Écossais Stephen Marshall, 20 ans, a été identifié comme le principal suspect pour le meurtre de Joseph Gray, 57 ans, et de William Elliott, 24 ans.

Un Canadien se suicide après avoir tué deux agresseurs sexuels

La police américaine tente de relier Stephen Marshall à ses victimes

■ BANGOR, Maine (PC) — Un jeune laveur de vaisselle de Cap-Breton soupçonné d'avoir tué deux délinquants sexuels au Maine avait auparavant consulté dans Internet la liste des délinquants sexuels de l'État et leur adresse, ont indiqué hier les autorités américaines.

Selon un porte-parole du département de la Sécurité publique du Maine, Stephen McCausland, les noms des deux victimes de meurtre apparaissent sur une liste de 34 noms compilés par Stephen Marshall, 20 ans, de North Sydney, en Nouvelle-Écosse.

Les coordonnées des deux hommes figuraient sur une liste dans Internet

«Les événements de la fin de semaine vont sûrement faire l'objet d'une analyse, mais, pour le moment, nous n'avons pas l'intention de changer quoi que ce soit sur le site Internet», a déclaré M. McCausland.

Les enquêteurs qui tentent d'établir les liens entre Marshall et les deux victimes ont découvert que le jeune homme avait lui-même inscrit son nom sur la liste des délinquants sexuels de l'État pour obtenir plus d'informations, notamment les adresses des deux victimes.

Le père du jeune homme, Ralph Marshall, a déclaré aux journalistes que son fils lui semblait normal et qu'il ne lui avait jamais dit avoir été agressé sexuellement.

Les deux délinquants sexuels assassinés vivaient à une quarantaine de kilomètres l'un de l'autre. Joseph Gray, 57 ans, habitait Milo et William Elliott, 24 ans, était résidant de Corinth, deux villages situés au nord-ouest de Bangor.

La police du Maine a indiqué qu'un témoin a vu Stephen Marshall quitter les lieux du meurtre à bord d'une camionnette à Corinth dimanche matin, quelque cinq heures après le premier meurtre, survenu à Milo.

Le véhicule, qui appartenait au père de Marshall, lequel vit au Maine, a été retrouvé abandonné près de Bangor.

La liste des agresseurs sexuels du Maine, qui compte plus de 2200 noms, est affichée dans Internet depuis décembre 2003.

CHASSE À L'HOMME

Quoi qu'il en soit, les motifs de Marshall pourraient ne jamais être connus puisque le jeune homme s'est suicidé lorsque des policiers américains, voulant procéder à son arrestation, sont montés à bord d'un autobus, en banlieue de Boston, dimanche.

La police était arrivée à intercepter l'autocar après une chasse à l'homme qui a duré 12 heures et s'est étendue sur trois États. Les policiers ont trouvé un ordinateur portable près de son corps.

MAFIA ITALIENNE

Provenzano pourrait témoigner

■ ROME — Le chef suprême de la mafia sicilienne, Bernardo Provenzano, arrêté le 11 avril, pourrait témoigner le 2 mai par caméra interposée devant la Cour d'assises de Palerme dans un procès relatif à des règlements de comptes mafieux, a rapporté hier l'agence Ansa. Capturé en Sicile, Bernardo Provenzano est détenu à l'isolement dans la prison de Terni (Ombrie), dans le centre de l'Italie, et ne peut être vu que par son avocat. Le «boss des boss» de la Cosa Nostra, la mafia sicilienne, n'a pas été autorisé à recevoir la visite de l'aumônier de la prison pour le jour de Pâques, ni à récupérer une des Bibles qu'il gardait avec lui dans sa cachette. Un autre livre saint lui a été fourni. Après 43 ans de cavale, Provenzano, 73 ans, a été arrêté par une unité des forces spéciales de la police dans un cabanon isolé à deux kilomètres de Corleone, son fief, où il est né et avait commencé sa carrière de parrain. Dans sa cachette, la police a mis la main sur une masse de documents, notamment des petits billets par lesquels il communiquait par codes avec les membres de l'organisation et trois Bibles annotées, qui font l'objet d'un examen soigneux. L'avocat de Provenzano, Franco Maras, n'a cependant pas fait savoir si son client accepterait de témoigner. Par ailleurs, la date du premier interrogatoire de Bernardo Provenzano devant le juge des enquêtes préliminaires n'a pas encore été fixée. *AFP*

Le Canada bloque l'accès au registre des délinquants sexuels

FRANCIS HIGGINS
FHiggins@lesoleil.com

■ Au Québec comme au Canada, il est impossible de consulter la base de données sur les agresseurs sexuels. Seuls les corps policiers y ont accès.

Le 15 décembre 2004, le gouvernement fédéral a mis en vigueur le registre national des délinquants sexuels, un répertoire des individus reconnus coupables d'agression sexuelle, d'inceste, d'exhibitionnisme ou de fabrication et possession de pornographie juvénile.

Sur ordre du tribunal, ces personnes doivent s'enregistrer chaque année ou lors d'un changement d'adresse. Elles doivent fournir leurs coordonnées complètes, les infractions commises, leurs signes distinctifs et tout renseignement personnel pertinent. Cette obligation peut durer toute la vie, selon la décision du juge. Tous les États américains possèdent un tel registre, obligatoire depuis l'adoption de la loi Megan, du nom d'une fillette de sept ans violée et tuée, il y a une dizaine d'années. La plupart des gouvernements affichent dans Internet les adresses et les photos des agresseurs condamnés.

Certains individus facilitent même ces recherches en regroupant toutes les informations dans un même site Web. C'est le cas notamment de **www.mapsexoffenders.com** qui propose des cartes localisant les prédateurs sexuels. N'importe qui peut vérifier en quelques clics de souris d'ordinateur si ses voisins ont été reconnus coupables de crime sexuel.

Au Canada, ces renseignements sont interdits à la population. Seuls les policiers et les enquêteurs peuvent recourir à ces fiches électroniques. Cet outil peut s'avérer utile pour déterminer les suspects potentiels qui habitent près des lieux d'un crime, par exemple.

Toutefois, cette base de données a ses limites. Elle ne contient que les noms des criminels sexuels reconnus coupables après son adoption. Ceux qui ont commis leurs crimes et purgé leur sentence avant 2004 ne s'y trouvent pas.

Une fois recueillis par la police, les renseignements sont enregistrés par le Centre québécois d'enregistrement des délinquants sexuels, géré par la Sûreté du Québec. La Gendarmerie royale du Canada se charge de mettre à jour le répertoire national. La mise sur pied du registre a coûté 2 millions $.

1710180

1721615

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf SRX 2006 (6EB26/R7E). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 39 mois avec versement initial ou échange équivalent (voir ci-dessus). Transport (1 350 $) et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢ du km après 65 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à moindre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Inclus 3 mois d'essai gratuit sans obligation au terme desquels les frais de service s'appliquent. ***2005. COVAN. Utilisé sous licence. **Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 888 446-2000.**

Cas présumé de la maladie de Creutzfeldt-Jakob

Un Ontarien est hospitalisé

WINDSOR (PC) — Les médecins du Hôtel-Dieu Grace Hospital se penchent actuellement sur un cas présumé de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, l'équivalent humain de la maladie de la vache folle, ou encéphalopathie spongiforme bovine, chez les bovins.

L'équivalent humain de l'ESB chez les bovins

La présence de la maladie à l'hôpital ne représenterait toutefois aucun risque de contamination, puisqu'elle n'est pas transmissible par un simple contact, a indiqué le directeur de l'hôpital, Neil McEvoy.

Une variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob a déjà été associée à l'ESB, mais dans le cas présent, soutient M. McEvoy, l'infection serait un cas classique de la maladie, laquelle pourrait d'ailleurs être héréditaire.

En 2001, la découverte d'un cas de cette maladie avait déclenché une certaine panique parce qu'on craignait alors que les instruments chirurgicaux utilisés sur le patient n'aient pas été suffisamment stérilisés.

Cette fois, cependant, aucune chirurgie n'a été pratiquée sur le patient et la direction de l'hôpital assure que les méthodes de stérilisation de ses instruments sont sans faille.

VACHE FOLLE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Peu d'impact au Québec

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — La découverte d'un autre cas de vache folle au Canada, cette fois en Colombie-Britannique, ne devrait rien changer pour les producteurs québécois de bovins, estime le président de leur Fédération, Michel Dessureault.

ARCHIVES LE SOLEIL

Dimanche dernier, un nouveau cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) a été confirmé au Canada.

« À court terme, ça ne change absolument rien sur le marché pour les producteurs de bovins québécois », opine M. Dessureault, joint au téléphone hier.

Un embargo existe déjà sur les bovins âgés de plus de 30 mois, qui ne peuvent traverser la frontière canadienne vers les États-Unis.

La viande provenant d'animaux de cet âge est aussi frappée du même embargo. Dimanche, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a confirmé l'existence d'un nouveau cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) chez une vache de six ans. L'agence a assuré qu'aucune partie de l'animal ne s'était retrouvée dans la chaîne alimentaire humaine ou animale.

La vache a été découverte sur une ferme dans la vallée du Fraser, par l'entremise du programme de détection de l'ESB. Depuis la découverte du premier cas d'ESB, en mai 2003 en Alberta, les inspecteurs fédéraux ont effectué 100 000 tests.

ESPOIR

M. Dessureault relève d'ailleurs l'efficacité du programme canadien d'inspection, soulignant qu'il a pu déceler ce cas de vache folle dans un cheptel canadien de 6,5 millions de têtes.

M. Dessureault compte maintenant sur un règlement politique du dossier aux États-Unis, les producteurs du Montana qui s'étaient adressés aux tribunaux pour empêcher la levée complète de l'embargo ayant été récemment déboutés.

« Ça éloigne peut-être un peu le dépôt, par les Américains, d'une nouvelle règle qui permettrait l'ouverture de cette frontière-là de quelques mois. On s'attend toujours à ce que cette frontière-là puisse s'ouvrir fin 2006 début 2007 », commente le président de la Fédération des producteurs de bovins.

En attendant l'annonce des États-Unis, les producteurs québécois gardent espoir de recevoir une aide financière de la part du gouvernement fédéral.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper doit déposer son premier budget prochainement.

Les pertes à la ferme pour les producteurs québécois de bovins dépassent « facilement, facilement, facilement » les 500 millions $ depuis le début de la crise en mai 2003, admet M. Dessureault.

Uniquement pour la catégorie des bovins de réforme (destinés à la viande hachée ou à la viande de transformation), M. Dessureault estime que les pertes oscilleront entre 60 et 100 millions $ cette année seulement.

1721149

Véhicule à émissions ULTRA FAIBLES

Ville : 10,1 L/100 km†
Route : 7,7 L/100 km†

LE NOUVEAU RAV4 2006 : 13,8 POUCES PLUS LONG

MOTEUR V6 DE 269 CH MAINTENANT DISPONIBLE

RAV4 2006
DE BASE 4 CYLINDRES
349 $
PAR MOIS/LOCATION 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 4 506 $
0 $ dépôt de sécurité

À L'ACHAT À PARTIR DE
28 700 $*

ESPACE INTÉRIEUR 21 % PLUS SPACIEUX • 40 % PLUS D'ESPACE DE CHARGEMENT • MOTEUR 4 CYL. DE 2,4 L ET 166 CH • IMMOBILISATEUR DE MOTEUR • AM/FM/CD/MP3 ET 6 HAUT-PARLEURS • CLIMATISEUR • GLACES ASSISTÉES • VOLANT TÉLESCOPIQUE ET INCLINABLE • RÉGULATEUR DE VITESSE • CACHE-BAGAGES ET FILET DE RÉTENTION • DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE LA STABILITÉ DU VÉHICULE • RÉGULATEUR DE TRACTION • TRACTION INTÉGRALE SUR DEMANDE • PNEUS P225/65R17 • PNEU DE SECOURS PLEINE GRANDEUR • BANQUETTE ARRIÈRE 60/40 RABATTABLE À PLAT

CHANGEONS L'AVENIR
www.changeonslavenir.ca

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.
Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

TOYOTA SERVICES FINANCIERS

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. • Offre de location au détail valable sur les modèles RAV4 2006 (BD33VP AA) neufs en stock. Première mensualité de 401,43 $, taxes incluses, pour un terme de location de 48 mois, exigible au moment de la livraison. Offre de 0 $ dépôt de sécurité sur tous les modèles 2006 neufs en stock à la location. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 10 ¢ (RAV4) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 924,68 $, taxes incluses, pour le RAV4 2006 (BD33VP AA). * PDSF pour les modèles RAV4 2006 (BD33VP AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'assurance et les taxes sont en sus. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2006 pour une transmission automatique pour le moteur du modèle indiqué. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Photo à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 1er mai 2006. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Québec.

TOYOTA

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

L'Université Laval se distingue à l'ONU

35 de ses étudiants décrochent le premier prix d'un concours international de plaidoirie

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

■ Toute la semaine, 35 étudiants de l'Université Laval ont défendu la position de l'Allemagne à l'Organisation des nations unies (ONU) à New York. Et leur plaidoyer leur a valu de recevoir la plus haute distinction d'un concours international.

Depuis septembre, ces étudiants inscrits à l'Association de l'Université Laval pour la simulation des Nations unies se rencontraient une fois la semaine. Ils proviennent de divers horizons : administration, politique et études internationales. Leur mission consistait à préparer une argumentation sur 51 sujets différents comme l'environnement et l'économie. Chacune devait refléter la position de l'Allemagne défendue habituellement par les véritables délégués allemands à l'ONU.

L'Université a remporté un second prix pour la qualité de ses travaux

Pourquoi l'Allemagne ? Parce que c'est le pays qui avait été attribué aux gens de l'Université Laval. Il faut dire que 250 universités de partout au monde participent à ce concours. Chacune ne peut donc espérer représenter son propre pays.

QUINZE ANS DE PARTICIPATION

Les débats ont eu lieu du 11 au 15 avril. La présidente de la délégation de Québec, Véronique Bergeron, est visiblement fière du déroulement de la semaine et du chemin parcouru au fil des années. « Ça fait 15 ans qu'on participe. On a déjà obtenu le troisième prix et le second prix. Et cette année, c'est le premier prix. C'est un beau progrès », confie-t-elle au SOLEIL.

Des 250 universités participantes, seulement une dizaine reçoit cette plus haute distinction remise aux délégations exceptionnelles (*outstanding delegation*). « Ça veut dire que les juges ont remarqué notre performance et notre niveau de préparation dans chacun des 17 comités où les 51 sujets étaient débattus », explique M^me^ Bergeron. C'est, selon elle, une preuve de la qualité des membres de la délégation, qui devaient débattre seul ou à deux à cause du fait qu'ils étaient répartis dans les 17 comités.

Un second prix a été remporté par l'Université Laval pour la qualité des travaux écrits envoyés à l'ONU avant le début de la semaine des débats.

PHOTO COURTOISIE DE L'ASNUUL

Une photo de la délégation de l'Université Laval a été prise devant le monument de l'ONU à New York. On peut y voir le prix « Outstanding Delegation » (ou premier prix) dans les mains de Véronique Bergeron, présidente du groupe (à l'avant-plan).

COLLABORATION SPÉCIALE CARL THÉRIAULT

Les vandales devraient se dénoncer à la police, disaient hier plusieurs visiteurs éberlués et indignés.

PROFANATION DU CIMETIÈRE DE RIMOUSKI

Les vandales toujours au large

Des centaines de badauds viennent constater les dégâts

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Des centaines de personnes indignées sont venues constater encore hier les dégâts, évalués à 100 000 $, causés dans la nuit de samedi à dimanche à une centaine de pierres tombales du grand cimetière de Rimouski.

À certains moments, les véhicules automobiles qui entraient et sortaient du grand cimetière ressemblaient à long un cortège funéraire de protestation contre cette profanation survenue en pleine Semaine sainte.

Les commentaires spontanés des visiteurs éberlués en disaient long sur le dégoût qu'inspirait cette action violente de vandales toujours au large. La Sûreté du Québec ne possède pour l'instant aucun indice qui pourrait mettre rapidement les forces policières sur une piste.

« Comme société, on est rendu pas mal loin quand on constate de telles choses. C'est effrayant. Ma première réflexion a été de penser que les gens qui ont fait ça doivent être petits dans leur pantalon. On devrait ratisser la ville pour trouver les malfaiteurs. Même traduits en justice, qu'est-ce qu'un juge va leur donner comme sentence ? Au lieu de les envoyer en prison au coût de 70 000 $ par année, le juge va probablement leur donner des travaux communautaires ou leur dire d'aller brasser de la soupe dans un juvénat », commentait le Rimouskois Walter Ruest.

CITOYENS CHOQUÉS

Des monuments plus que centenaires, plusieurs en marbre blanc, ont été fracassés, sans aucun ménagement, en deux ou trois sections.

Des citoyens étaient venus vérifier si le monument funéraire de l'un de leurs proches était tombé sous la haine inexpliquée des vandales. « Du monde malade » ou « c'est la seule place où tu peux être tranquille » et « ce n'est pas possible » lançaient à tout moment des citoyens choqués. D'autres gardaient le silence ou promenaient un regard désolé sur les monuments défaits.

Tôt hier matin, les responsables du cimetière ont fait quelques réparations. Une sépulture était prévue en après-midi au grand cimetière.

« J'ai des appels à toutes les minutes, ça n'arrête pas. Il y a tellement de monde encore cet après-midi (hier) qu'on croirait qu'il y une activité majeure au cimetière », a déclaré Gino Cloutier, directeur général du Cimetière de Rimouski, un complexe funéraire de 210 mètres par 600, qui comprend un columbarium et des cryptes.

Chaque pierre tombale brisée sera photographiée, puis repérée dans le système informatique du cimetière afin d'avertir les familles concernées. « On souhaite que les vandales étaient au moins deux et que l'un aura des remords de conscience ou en parlera à un autre », espère le directeur général.

AUCUN GRAFFITI

Aucun graffiti n'a été peint sur les pierres tombales ou dans d'autres parties du cimetière. C'est surtout la partie est du cimetière, près de la 2^e^ Rue Ouest, qui a subi la colère des vandales. De nombreux arbres et des arbustes cachent le cimetière à l'habitation la plus proche, la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes.

La Sûreté du Québec demande l'assistance des personnes qui auraient pu apercevoir des comportements suspects près du cimetière dans la nuit de samedi à dimanche (310-4141).

Cette histoire n'est sans rappeler des gestes similaires commis l'été dernier au cimetière de Mont-Joli, située à l'est de Rimouski. La SQ avait mis la main au collet des malfrats, qui avaient alors déplacé ou brisé une quarantaine de pierres tombales.

« RENAÎTRE DU PASSÉ : DES LARMES AU RIRE »

La « rigolothérapeute » Line Bolduc lance un 3^e^ livre en deux ans

IAN BUSSIÈRES
Collaboration spéciale

THETFORD MINES — En lançant récemment *Renaître du passé : Des larmes au rire*, la Thetfordoise Line Bolduc boucle la boucle des 15 dernières années durant lesquelles elle est devenue l'auteure de deux *best-sellers* et une populaire conférencière spécialisée dans la « rigolothérapie » après avoir subi un épuisement professionnel à 27 ans.

Dans son nouvel ouvrage, qui fait suite à *Réveiller son médecin intérieur : le mieux-être par le rire* et *Choisir l'abondance : Guide de la prospérité* parus en 2004, Line Bolduc s'ouvre et raconte comment elle a réussi à passer des larmes au rire après de longues années d'enfer.

« J'avais tellement touché le fond que je voulais partager toutes les choses merveilleuses que j'ai apprises au cours des dernières années. C'est mon histoire, comment j'ai réussi à mettre de la passion dans ma vie », indique celle qui a un agenda rempli jusqu'en 2007 avec de nombreux clients au sein du gouvernement du Québec, des universités et autres institutions scolaires.

Tant dans ses livres, dans son site Internet (**http://www.linebolduc.alchymed.com**) que dans les quelque 100 conférences qu'elle prononce chaque année, Line Bolduc, qui détient une formation en psychologie en plus d'avoir fréquenté l'École nationale de l'humour, donne toujours une grande place au rire.

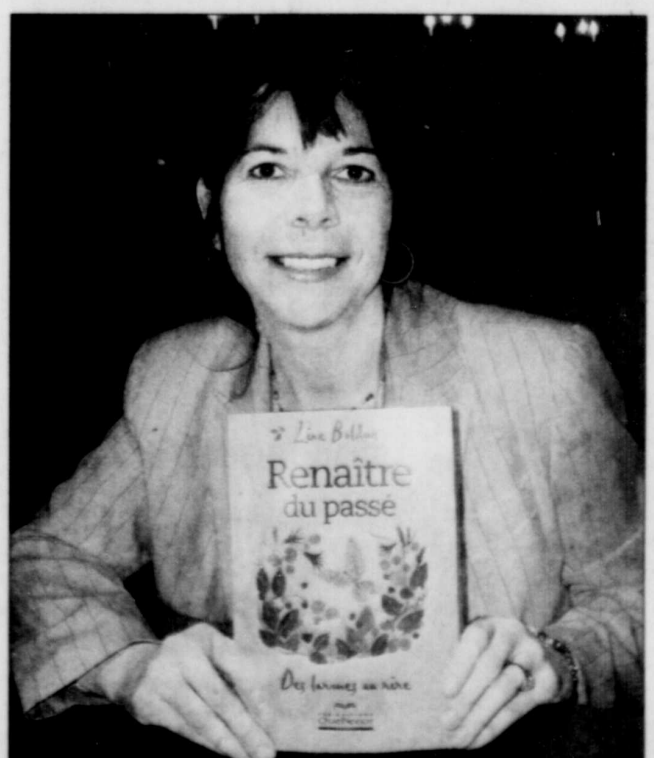
DE 19 À 4 MINUTES DE RIRE PAR JOUR

« Saviez-vous qu'en 1939, on riait en moyenne 19 minutes par jour contre 6 minutes seulement en 1982 et 4 en 1990 ? » signale Line Bolduc, qui estime que le rythme effréné de la vie d'aujourd'hui y est certainement pour quelque chose. « Il y a trois ou quatre générations, les gens vivaient de trois à cinq stimulations de stress par jour. Aujourd'hui, on parle plutôt de 50 par jour ! » fait-elle remarquer.

« Je mise sur le rire, le rire qui fait réfléchir, car c'est le sujet qui a toujours rejoint le plus de gens dans mes conférences », indique-t-elle. Un exemple de thérapie par le rire ? « J'ai connu un homme d'affaires qui s'était fait fracasser la vitrine de son commerce et avait été dévalisé. Il a choisi de réagir en installant une affiche sur laquelle il avait inscrit "Nous sommes ouverts... encore plus que d'habitude" ! »

Dans son nouvel ouvrage, Line Bolduc donne d'ailleurs au lecteur plusieurs trucs pratiques pour reprendre le contrôle de sa vie, comprendre les causes de ses maladies et retrouver la santé, prévenir et surmonter l'épuisement professionnel et guérir sur le plan spirituel.

Sa « rigolothérapie », Line Bolduc l'adapte également aux besoins spécifiques des entreprises et institutions qu'elle dessert, de sorte que la conférence qu'elle donnera pour un organisme gouvernemental ne sera pas nécessairement la même que celle qu'elle offrira à un groupe de jeunes du secondaire.



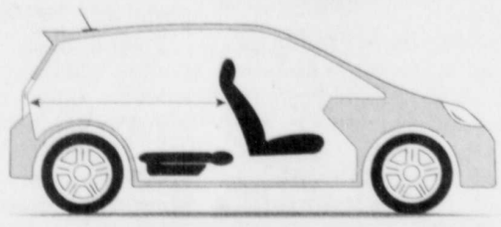
COLLABORATION SPÉCIALE IAN BUSSIÈRES

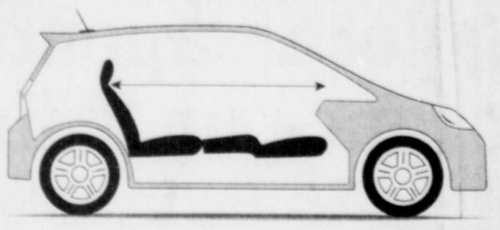
L'auteure Line Bolduc a lancé récemment son troisième livre.

Congrès de la FQSG à Thetford Mines

■ Le Cégep de Thetford Mines accueillera du 26 au 28 mai plus de 200 participants au congrès de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (FQSG) qui se déroulera sous le thème « Nos ancêtres, une mine... à découvrir ». En plus de la remise des prix Cyprien Tanguay et Septentrion, les congressistes pourront assister à diverses conférences, dont une sur la sauvegarde du patrimoine funéraire, donnée par Mario Dufour, président de la Commission des biens culturels du Québec, et celle du romancier André Jacques, qui abordera le sujet de la noblesse dans la généalogie. La généalogie et l'histoire de la région de L'Amiante seront également abordées par le biais des grandes familles anglophones, des familles pionnières et de la découverte de l'amiante chrysotile. ***Ian Bussières (collaboration spéciale)***

Vraiment grande pour une petite Fit





La Fit 2007

À partir de
14 980 $*

Équipement de série

> Sièges rabattables Magic Seat^MD
> Moteur 1,5 litre de 109 ch VTEC^MD
> Chaîne sonore AM/FM/CD de 160 watts et entrée auxiliaire
> Glaces électriques
> Consommation sur route : 5,6 L/100 km

Lancement officiel le 19 avril chez votre concessionnaire.

hondaquebec.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT LE PLEIN
Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

HONDA

*P.D.S.F. sur la Fit DX 5 vitesses (modèle GD3727E) 2007 neuve. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Offre sujette à changement sans préavis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

MEURTRE À SEPT-ÎLES

Le suspect aurait réagi à une agression

La police ne peut dire s'il s'agissait ou non d'un règlement de comptes

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

■ Jason Rioux, 30 ans de Sept-Îles, a reçu un projectile d'arme à feu mortel à l'abdomen lors d'une altercation survenue dans la nuit de samedi à dimanche dans une résidence de la rue des Genêts à Sept-Îles.

L'histoire commence dans le garage adjacent à la demeure de la rue des Genêts, où quatre hommes ont passé la journée de samedi à faire de la mécanique. À 22 h, le propriétaire des lieux — maintenant suspect dans cette affaire — décide d'aller dormir, laissant ses trois compagnons poursuivre la soirée dans son garage.

Le suspect du meurtre semblait être la cible de deux hommes cagoulés

Vers 2 h 30, ces derniers voient avec étonnement la porte s'ouvrir brusquement.Entrent alors deux individus cagoulés et munis d'un bâton de baseball. L'un d'eux est Jason Rioux, la victime du meurtre.

Les trois hommes qui travaillaient dans le garage prennent la fuite et se réfugient à l'extérieur, près de la résidence. Rioux et son complice prennent alors la direction de la maison, probablement à la recherche du propriétaire des lieux. Une bagarre éclate par la suite entre ce dernier et les deux hommes cagoulés. Et c'est à ce moment que Jason Rioux est atteint par balle.

CONNU DES POLICIERS

Les enquêteurs ont interrogé tous les témoins de la scène, y compris l'agresseur cagoulé qui accompagnait Rioux. Cet homme avait pris la fuite après l'altercation mortelle dans la résidence, mais s'était ensuite livré à la police.

La Sûreté du Québec ne pouvait confirmer hier si l'altercation résultait d'un règlement de comptes. Chose certaine, Jason Rioux possède un lourd casier judiciaire où figurent des infractions allant des voies de fait à l'agression armée, en passant par le harcèlement criminel et le trafic de stupéfiants.

Dans la présente affaire, un procureur de la Couronne devra évaluer, à la lumière des renseignements recueillis, si des accusations seront portées contre le suspect de 23 ans.

7 JOURS le forfait parfait!
IMMOBILIER
Les petites annonces du Soleil 844-4444

1719518

Multi-Rénove
Une fenêtre sur votre confort
POUR DES FENÊTRES EN PVC, EN ALUMINIUM OU EN BOIS.
Visitez notre salle d'exposition
Centre d'affaires Hamel
3095, boul. Wilfrid-Hamel Ouest
Suite 102, Québec
871-0798
www.multi-renove.com
VENTE ET INSTALLATION
Portes et fenêtres
PASSEZ NOUS VOIR!
Escaliers intérieurs | Portes de garage
Revêtement extérieur
Aussi, remplacement de verres thermos

C'est le temps de l'entreposage!
Collecte et livraison gratuites
à la maison ou au bureau
654-3660
PRIX SPÉCIAL pour entreposage de manteaux de drap, garnis ou non de fourrure
Votre manteau ne vous satisfait plus ???
Échangez-le jusqu'à 30% de réduction à l'achat d'une nouvelle fourrure
ou
recevez 20% sur une transformation.
NOUS AVONS LES EXPERTS QU'IL VOUS FAUT.
PRÉMONT FORGUES
FOURRURES & MANTEAUX
Place de la Cité • Sainte-Foy • 654-3660

1721185

TD Waterhouse
Services aux clients privés
Depuis 1936
Russell

Yves Trudeau
Conseiller en placement
418-654-2858
yves.trudeau@td.com

Découvrez le programme d'investissement SOUVERAIN* de Russell.
Portefeuille sur mesure
Rendements stables, faible volatilité
Philosophie de gestion de risque
Trois niveaux de diversification
Aucuns frais de transfert, d'entrée ou de sortie.
Libre en tout temps, sans pénalité
Venez me rencontrer. Il me fera plaisir de faire, sans frais, l'analyse de votre portefeuille actuel.
*Investissement minimum requis de 25 000$ pour compte REER et de 50 000$ pour compte régulier.
Conseils de placement privés TD Waterhouse est une division de TD Waterhouse Canada Inc., une filiale de La Banque Toronto-Dominion. (*) Marque de commerce de La Banque Toronto-Dominion. TD Waterhouse Canada Inc. est un utilisateur licencié. TD Waterhouse Inc. - membre du FCPE.

1714280

Salon international du livre DE QUÉBEC

Programme adulte, jeunesse et bd

Mercredi 19 avril 2006

11 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Nicolas Malfin** (*Golden City, tome 6 : Jessica*, Delcourt). Durée : 45 min.

11 h 15
JEUNESSE *PRIX JEUNESSE DE SCIENCE-FICTION ET FANTASTIQUE QUÉBÉCOIS*, en collaboration avec le Grand Prix de science-fiction et de fantastique québécois, et avec la participation du collège Saint-Bernard et de l'école secondaire Neufchâtel. (11-17 ans). Durée : 45 min.

11 h 30
FESTIVAL BD *ATELIER BD AVEC DREAMWAVE* animé par les illustrateurs **Pierre-André Déry** et **Dub** (*Les maléfices de la mer*, Soleil). Durée : 1 h

12 h 15
JEUNESSE Rencontre d'auteurs avec **Camille Bouchard** (invité d'honneur / *Le ricanement des hyènes*, La courte échelle et *Les tueurs de la déesse noire*, Boréal), **Denis Côté** (*L'arrivée des inactifs*, La courte échelle), **Michel Lavoie** (*Entre ciel et terre*, Vents d'Ouest) et **Érik L'Homme** (*Les secrets des abîmes* et *Le livre des étoiles*, Gallimard jeunesse). Animateur : Tristan Demers. (11-17 ans). Durée : 35 min.

13 h
JEUNESSE *IMPRO DE L'IMAGINAIRE*, avec la participation des auteurs **Martine Latulippe, Joël Champetier** et **Éloïse Côté,** animé par Francine Pelletier, en collaboration avec les éditions Alire. Prix de participation. (11-17 ans). Durée : 30 min.
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Yoann** (*Une aventure de Spirou & Fantasio par..., tome 1 : Les Géants pétrifiés*, Dupuis). Durée : 45 min.

13 h 45
JEUNESSE Rencontre d'auteurs avec **Michel Châteauneuf** (*La quête de Perce-Neige*, Pierre Tisseyre), **Bryan Perro** (Président d'honneur, auteur d'*Amos Daragon*, Les Intouchables) et **Anne Robillard** (*Les dieux déchus*, coll. *Les Chevaliers d'Émeraude*, de Mortagne). Animateur : Tristan Demers. (11-17 ans). Durée : 30 min.

14 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Michel Grant** (*Les aventures de Ti-Guy, tome 2 : Oasis de la couronne*, Québédé). Durée : 1 h

14 h 30
JEUNESSE *IMPRO-PERFORMANCE* sur le thème des contes traditionnels et des souvenirs d'enfance, animé par Animagination. (11-17 ans). Durée : 30 min.

15 h
FESTIVAL BD Table ronde : *LA BANDE DESSINÉE EUROPÉENNE VS LES COMICS AMÉRICAINS* avec **Juanjo Guarnido** (*Blacksad, tome 3 : Âme rouge*, Dargaud), **Pierre-André Déry** (Directeur éditorial pour Dreamwave) et **Christophe Blain** (*Isaac le pirate, tome 5 : Jacques*, Dargaud). Animateur : Michel Giguère. Durée : 1 h

15 h 10
JEUNESSE *ANIMATION SUR LA CRÉATION D'UN ROMAN ET PRÉSENTATION DE LA JEUNE AUTEURE JOËLLE MORISSETTE (16 ans)* et de son livre *Au-delà de la 5e dimension* aux éditions de la Francophonie, avec l'école secondaire Marcelle-Mallette de Lévis. Prix de participation. (11-17 ans). Durée : 20 min.

16 h
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Camille Bouchard** (invité d'honneur / *Les Tueurs de la déesse noire*, Boréal / *Les Crocodiles de Bangkok*, Hurtubise HMH / *Le Monstre de la Côte-Nord*, Soulières éditeur / *Le parfum des filles*, Dominique et compagnie / *Une histoire compliquée*, Veuve noire / *Le Ricanement des hyènes*, La courte échelle), **Alain Beaulieu** (lauréat du Prix littéraire Ville de Québec - Salon international du livre de Québec (littérature jeunesse) / *Aux portes de l'Orientie*, Québec Amérique). Animatrice : Renée Hudon. Durée : 30 min.
FESTIVAL BD Table ronde : *LA BANDE DESSINÉE, DE 7 À 77 ANS ?* avec **Jean-Philippe Stassen** (*Les enfants*, Dupuis), **André-Philippe Côté** (*Psychoses & Cie, tome 2*, Casterman) et **Michel Labrie** (Président du FBDFQ). Durée : 1 h

16 h 30
ADULTE Rencontre avec **Bryan Perro** (président d'honneur / *Amos Daragon*, Les Intouchables). Animatrice : Renée Hudon. Durée : 25 min.

17 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Leif Tande** (*Morlac*, La Pastèque). Durée : 1 h

18 h
CÉRÉMONIE D'INAUGURATION Avec la participation du **Quatuor Boréal**. Durée : 45 min.

18 h 30
ADULTE Émission *Téléjournal Québec* en direct avec **Anne-Josée Cameron** et **Claudia Genel** (Radio-Canada). Durée : 30 min
ADULTE Rencontre d'auteurs avec les lauréats du Prix du livre politique soit le Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale, les Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et le Prix ministère des Relations internationales du Québec (MRI) / ministère des Affaires étrangères de France (MAEF). Animateur : Laurent Laplante. Durée : 1 h

19 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Jimmy Beaulieu** (*Ma voisine en maillot*, Mécanique générale). Animateur : Matthieu Dugal. Durée : 1 h

20 h
FESTIVAL BD Projection du documentaire MÉCANIQUE GÉNÉRALE, de **Patrick Marleau** et **Charles-Louis Thibault**. Durée : 1 h

Jeudi 20 avril 2006

9 h 15
JEUNESSE *TIBERT ET ROMUALD*, d'après le livre de François Crozat publié aux éditions Les 400 coups, présenté par Les contes de la vieille valise et animé par Johanne Champagne. (6-12 ans). Durée : 30 min.

9 h 30
FESTIVAL BD *ATELIER BD* avec **Michel Grant** (*Les aventures de Ti-Guy, tome 2 : Oasis de la couronne*, Québédé). Durée : 1 h

10 h
JEUNESSE *SUPER-QUIZ SUR LES CONTES CLASSIQUES TRADITIONNELS (Andersen, Grimm, Perrault, etc.)*, animé par Animagination. Prix de participation. (7 ans et plus). Durée : 30 min.

10 h 30
FESTIVAL BD *REMISE DES PRIX BÉDÉIS CAUSA*. Durée : 1 h 30.
FESTIVAL BD *MANGA AU QUÉBEC : EN LIRE ET EN CRÉER* avec **Joany Dubé-Leblanc**, de Yume Dream. Durée : 1 h

10 h 45
JEUNESSE Rencontre d'auteurs avec **Camille Bouchard** (invité d'honneur / *La mèche blanche* et *Le monstre de la Côte-Nord*, Soulières et *Le parfum des filles*, Dominique et compagnie), **Sarah Lalonde** (*Vive le nombril libre!*, Le Loup de Gouttière) et **Louis Lymburner** (*Le monde parallèle*, coll. Will Ghündee, Michel Quintin). Animateur : Marc Proulx. (7-12 ans). Durée : 30 min.

11 h 30
JEUNESSE *ANIMATION AUTOUR D'AMOS DARAGON*, par l'auteur Bryan Perro (Président d'honneur), en collaboration avec les éditions Les Intouchables. (8 ans et plus). Durée : 30 min.
FESTIVAL BD *ATELIER BD AVEC DREAMWAVE* animé par les illustrateurs **Pierre-André Déry** et **Dub** (*Les maléfices de la mer*, Soleil). Durée : 1 h

12 h 15
JEUNESSE *LE TRIO RIGOLO... EN DÉLIRE!* avec les auteurs Reynald Cantin, Johanne Mercier, Hélène Vachon et l'illustratrice May Rousseau, animé par Yvon Brochu et Marie-Hélène Vézina, en collaboration avec la maison d'édition FouLire. Prix de participation. (8-12 ans). Durée : 30 min.

13 h
ADULTE Enregistrement de l'émission: *Librairie francophone* avec **Emmanuel Khérad**. En diffusion de 20 h à 21 h (Première Chaîne de Radio-Canada 106,3 FM). Durée : 1 h
JEUNESSE Rencontre d'auteurs avec **Philippe Girard** (*Gustave et l'énigme du capitaine Planète*, La courte échelle), **Alexandra Larochelle** (*La clé de l'énigme*, tome 3 et *Quiproquo et Sorcellerie*, tome 4, Trécarré) et **Martine Latulippe** (*Une journée dans la vie de Laurent Loubier*, Dominique et compagnie). Animateur : Marc Proulx. (7-12 ans). Durée : 30 min.
FESTIVAL BD Table ronde : *LES FANZINES ET LA BANDE DESSINÉE ALTERNATIVE* avec **Leif Tande** (*Morlac*, La Pastèque), **Carl-Éric Thibault** (*Fanzine le Bob*) et **André Saint-George** (Studio Premières Lignes). Animateur : Michel Giguère. Durée : 1 h

13 h 45
JEUNESSE *GEMMA PRUNE MANGE AU SALON!* Une adaptation du conte *Les trois petits cochons* d'après le livre illustré par Marie-Louise Gay et publié aux éditions Imagine; une présentation des Bibliothèques publiques de Québec et Chaudière-Appalaches, animée par Marie-Hélène Vézina. (3 ans et plus). Durée : 30 min.

14 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **François Miville-Deschênes** (*Millénaire, tome 3 : L'haleine du diable*, Humanoïdes Associés). Animateur : Michel Giguère. Durée : 1 h

14 h 30
JEUNESSE *CONTES ET MYSTÈRES DE LA FORÊT*, avec l'auteur **Yvon Codère** et l'animateur **Jacques Lacoursière,** en collaboration avec les éditions du Septentrion. (7-12 ans). Durée : 30 min.
ADULTE Conférence de presse du congrès de l'IFLA 2008.

15 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Michel Falardeau** (*Mertownville, tome 2 : Initiation*, Paquet). Animateur : Michel Giguère. Durée : 1 h

15 h 30
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Thérèse Nadeau-Lacour** (*Augustin. Les combats de l'Esprit*, Anne Sigier), **Richard Thibault** (*Oser parler en public*, Multimondes), **Julie Hubert** accompagnée de Marcel Hubert (*La Peur au ventre*, Septentrion). Animatrice : Renée Hudon. Durée : 45 min.

16 h
FESTIVAL BD Table ronde : *LA BANDE DESSINÉE AU FÉMININ* avec **Élodie Boivin** (*Les délirants délires d'Élie*, Éditions du Québécois), **Line Arsenault** (*On se faxe, on se digitalise, on se téléporte et on déjeune!*, Mille-îles) et une autre intervenante. Animateur : Paul Toutant. Durée : 1 h

16 h 30
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Monique Brillon** (*La pensée qui soigne*, de l'Homme), **Doris** et **Lise Langlois** (*La psycho-généalogie*, de l'Homme). Animatrice : Gisèle Gallichan. Durée : 45 min.
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Denys Bergeron** (*Église à vendre*, Arion), **Louis Bernard** (*Signé Jean de la Grève*, du Mécène), **Micheline Duff** (*Jardins interdits*, JCL). Animateur : Laurent Laplante. Durée : 45 min.

17 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Félix Meynet** (*Les éternels, tome 4 : Le Puits des ténèbres*, Dargaud). Animateur : Tristan Demers. Durée : 30 min.

17 h 30
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Suzanne Clavette** (*Les Dessous d'Asbestos* et *L'Affaire Silicose*, Presses de l'Université Laval), **Pierre-Luc Bégin** et **Patrick Bourgeois** (*Nos ennemis les médias* et *Manifeste lucide pour la fin de l'hégémonie fédéraliste sur l'information*, du Québécois), **Dominique Boisvert** (*L'ABC de la simplicité volontaire*, Écosociété). Animateur : Laurent Laplante. Durée : 45 min.
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Liliane Côté** (*Un moment privilégié*, JCL), **Monique Laforce** (*Ni fille, ni femme de*, Loup de Gouttière). Animatrice : Gisèle Gallichan. Durée : 45 min.

18 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Jean-Philippe Stassen** (*Les enfants*, Dupuis). Animateur : Tristan Demers. Durée : 30 min.

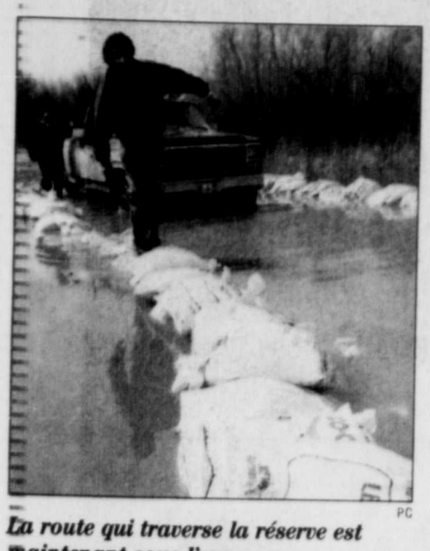
18 h 30
ADULTE Table ronde : *NOTRE PATRIMOINE RELIGIEUX : QUOI SAUVER, COMMENT LE FAIRE ET QUI DEVRAIT LE FAIRE?* avec **Madeleine Landry** et **Robert Derome** (*L'Art sacré en Amérique française*, Septentrion), **Richard Gauthier** (*Le devenir de l'art d'église dans les paroisses catholiques du Québec*, Presses de l'Université Laval), **Laurier Turgeon** (*Le patrimoine religieux du Québec : entre le cultuel et le culturel*, Presses de l'Université Laval) et **Mario Dufour** (président de la Commission des biens culturels (CBC) du Québec). Animateur : Réjean Lemoine. Durée : 55 min.
ADULTE Émission *Téléjournal Québec* en direct avec **Anne-Josée Cameron** et **Claudia Genel** (Radio-Canada). Durée : 30 min.
ADULTE Rencontre d'auteurs avec **Didier Cornaille** (*Inuksuk*, Anne Carrière), **Stéphane Bourgoin** (*L'année du crime*, Scènes du crime), **Héloïse Côté** (*Les enfants du Solstice*, Alire). Animatrice : Catherine Lachaussée. Durée : 45 min.

19 h
FESTIVAL BD Rencontre d'auteur avec **Christophe Blain** (*Isaac le pirate, tome 5 : Jacques*, Dargaud). Animateur : Michel Labrie. Durée : 1 h

19 h 30
ADULTE Entretien avec **Gilles Pellerin** (invité d'honneur / *Ï (i tréma)*, L'instant même) suivi de la table ronde *LES 20 ANS DE L'INSTANT MÊME* avec **Claire Martin, Marc Rochette, Jean-Paul Beaumier, Marie-Claude Malenfant** et **Louis Jolicoeur**. Animatrice : Renée Hudon Durée : 55 min.
ADULTE Remise des prix régionaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

20 h
FESTIVAL BD Projection d'un épisode de BD CITÉS, des Productions du Trinôme. Durée : 1 h

19 au 23 avril 2006
CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC
www.silq.org



PC

La route qui traverse la réserve est maintenant sous l'eau.

RÉSERVE DE RED EARTH, EN SASKATCHEWAN

Les autochtones vaincus par la rivière Carrot

Les communications et l'électricité volontairement coupées dans le nord de la communauté

WINNIPEG (PC) — Les autochtones, aidés par des volontaires qui empilaient des sacs de sable pour tenter de préserver ce qui pouvait l'être encore de leur communauté, en Saskatchewan, ont battu en retraite hier devant la montée constante de la rivière Carrot.

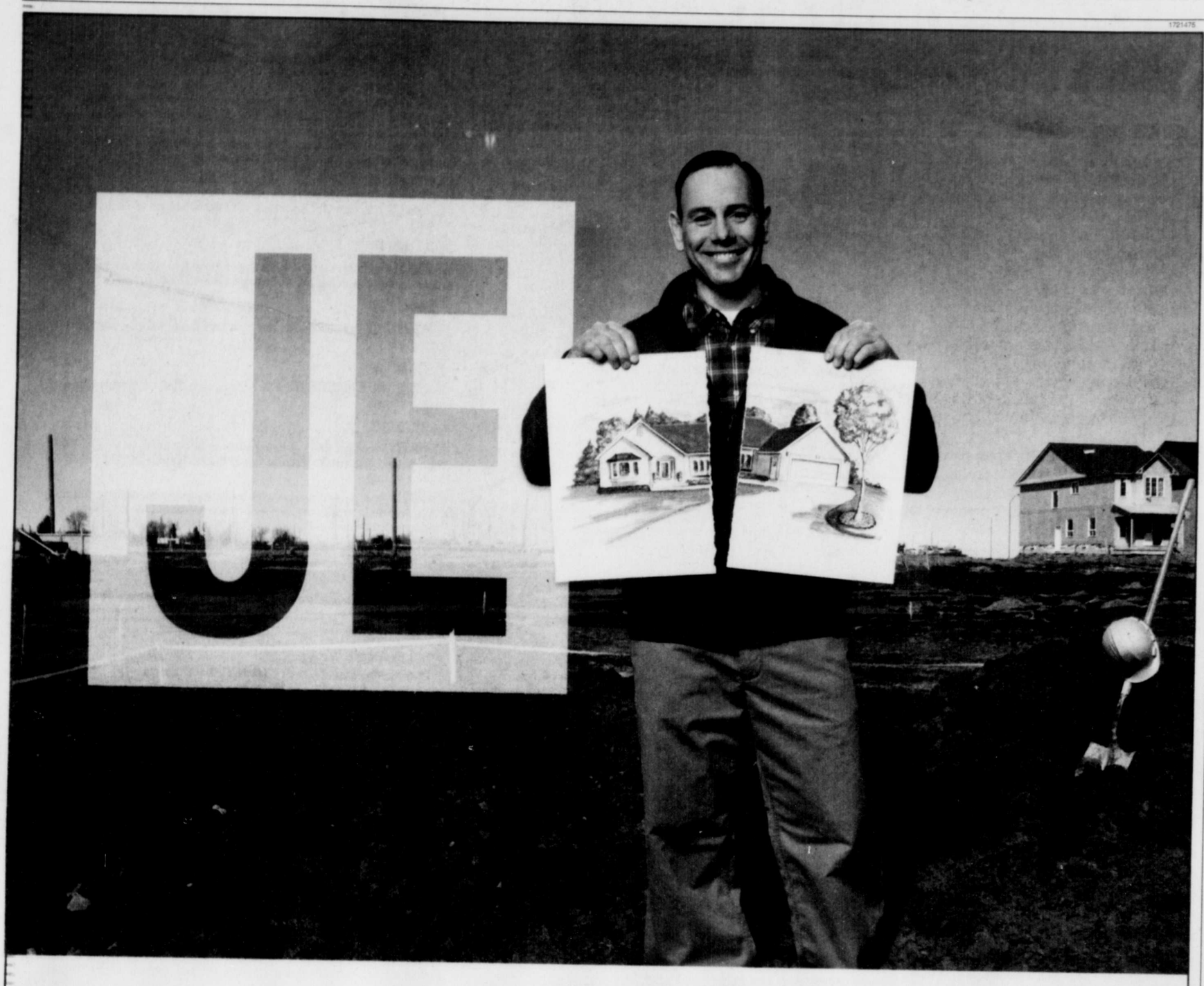
La décision a été prise lorsque les eaux ont recouvert la route qui traverse la réserve, située dans le nord de la province. Les autorités ont par ailleurs coupé les communications téléphoniques et l'alimentation en électricité de la réserve de la Première Nation Red Earth, pendant que des travailleurs s'affairaient à éteindre les systèmes de chauffage dans l'école et les édifices publics. Les autorités espéraient ainsi limiter les dégâts devant une inondation qui semblait de plus en plus inévitable, hier soir.

« Cette partie de la communauté a été fermée », affirmait Richard Kent, coordinateur des services d'urgence du Prince Albert Grand Council.

Les camions transportant des sacs de sable dans la partie nord de la communauté ont été forcés d'interrompre leur va-et-vient en raison de l'eau de plus en plus profonde qui recouvrait la route. « Maintenant, la seule façon de s'y rendre est en bateau, a déclaré M. Kent. Et on le fait pour surveiller la situation. Il n'est plus question de transporter des sacs de sable. On a fait ce qu'on a pu pour ce secteur. »

Selon les autorités, les fortes pluies, une importante accumulation de neige et le dégel rapide du printemps ont contribué à faire grimper le débit de la Carrot cinq fois au-dessus de la normale. Et ce débit pourrait encore augmenter au cours des prochains jours.

Un millier de résidants ont été évacués de la réserve la semaine dernière.



Ma Marge Proprio RBC^mc me permet de diviser mon hypothèque en deux.

Ça me fait deux fois moins de soucis !

« Avant, je me posais beaucoup de questions à propos des taux hypothécaires. Plus maintenant ! En choisissant le programme Marge Proprio RBC, j'ai pu diviser mon hypothèque en deux. Une partie variable, pour que je puisse profiter des taux avantageux. Une autre partie fixe, au cas où les taux monteraient. C'est mon conseiller en prêts hypothécaires RBC® qui m'a aidé à choisir la proportion qui m'allait le mieux. Depuis, j'ai le meilleur des deux mondes ! »

Pour en savoir plus, composez le 1-877-ROYAL® 7-0, passez à une succursale ou rendez-vous au rbcbanqueroyale.com/margeproprio.

JE CHOISIS RBC

RBC Banque Royale

® Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. ^mc Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. Tous les produits de financement sont offerts par la Banque Royale du Canada. Le programme Marge Proprio RBC est offert aux propriétaires qui ont accumulé une valeur nette équivalant à 25 % ou plus de la valeur totale de leur maison.

AFGHANISTAN

Les tirs fratricides : un aléa de la guerre moderne

KANDAHAR, Afghanistan (PC) — Les Canadiens devront accepter que les tirs fratricides font maintenant partie des aléas de la guerre moderne, a affirmé hier un commandant britannique alors que les forces de la coalition lançaient une enquête sur la mort, la semaine dernière, de policiers afghans.

« Les gens doivent comprendre que nos opérations conjointes sont complexes », a ajouté le colonel Chris Vernon, chef d'état-major britannique à l'intention de son homologue canadien, le brigadier-général David Fraser.

« Nous allons essayer très, très fort d'éviter que cela se reproduise », a encore dit le colonel Vernon.

ENQUÊTE

Les deux chefs d'état-major ainsi que le gouvernement afghan ont entrepris une enquête conjointe hier afin de déterminer si des agents de police afghans n'auraient pas été tués par des tirs fratricides, vendredi dernier, au cours d'un affrontement avec des talibans.

Six agents de police sont morts lorsque des policiers ainsi que des soldats afghans ont pris le village de Sanigsar d'assaut, au sud-ouest de Kandahar.

Au moment de l'assaut, les troupes canadiennes ont cerné le village, tandis qu'une couverture aérienne était fournie par des hélicoptères d'attaque Apache américains et des jets Harrier britanniques.

Les villageois qui ont assisté à l'assaut ont déclaré à la Presse canadienne par l'entremise d'un interprète qu'au moins quatre des policiers ont été victimes de tirs fratricides.

Ils ont ajouté que ces policiers ont été atteints par des tirs provenant des appareils américains et britanniques.

« Quand j'ai vu les hélicoptères et entendu les tirs, je suis allé me cacher dans ma maison », a raconté Hazi Haji Aqakran, l'un des rares villageois ayant accepté d'être interrogés.

« Quand je suis sorti de ma cachette, j'ai entendu dire que quatre policiers avaient été abattus par les Américains », a-t-il ajouté.

Un pont suspendu au-dessus de la rivière Saguenay ne serait pas rentable

■ BAIE-COMEAU (PC) — Construire un pont suspendu à quatre voies au-dessus de la rivière Saguenay prendrait neuf ans et ne serait pas rentable, selon les résultats préliminaires de l'étude d'impact réalisée par la firme SNC-Lavalin-Génivar depuis deux ans. Selon cette étude, le coût d'une telle infrastructure pourrait atteindre entre 815 et 900 millions $. En actualisant les coûts, les bénéfices futurs du projet ne couvriraient pas les dépenses. Sur une période de 40 ans, la facture dépassera de 230 millions $ la valeur nette de l'infrastructure. *PC*

Über équipé.

Touareg V6 2006 - Bien équipé à partir de 50 790$*

498 $	5 050 $	3,9 %
par mois**	d'acompte	à la location

Visitez vw.ca ou composez le 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

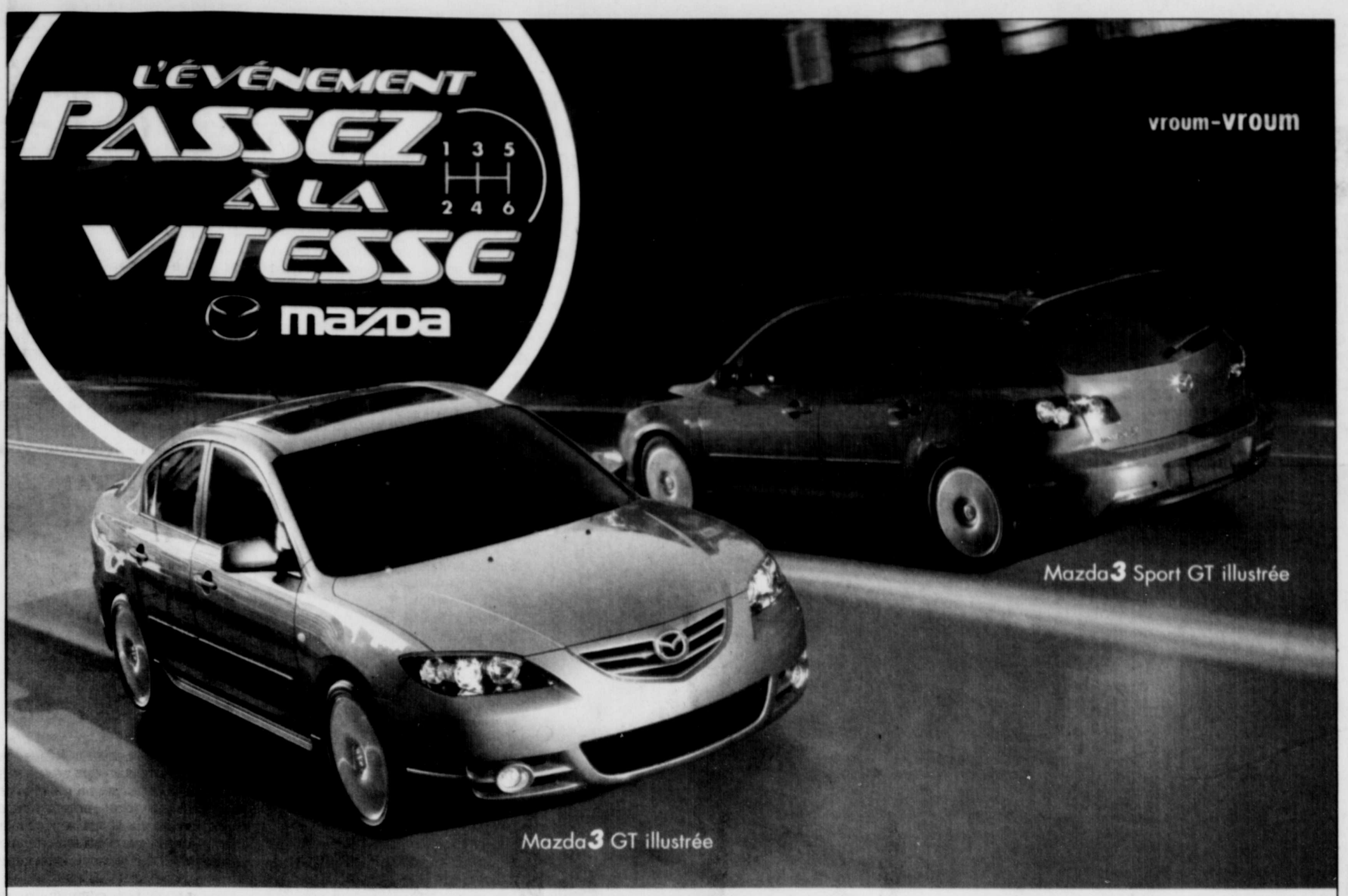
*PDSF du Touareg V6 de base neuf, en stock, 50 790 $. **Taux de location fermé pour une location de 48 mois offert par Volkswagen Finance une division de Volkswagen Crédit Canada Inc., conditionnel à approbation de crédit. Offre applicable au modèle Touareg V6 2006 de base, neuf en stock. Paiement mensuel de 498 $, avec acompte de 5050 $ et dépôt de garantie remboursable de 600 $. Taxes, immatriculation, droits, frais de transport de 615 $. Inspection de prélivraison, frais administratifs (y inclus les frais d'inscription, jusqu'à 46 $, au Registre des droits personnels et réels mobiliers), assurances et autres options en sus. Frais de 0,12 $/km pour le kilométrage supérieur à 80 000 km assumés par le locataire. Offre valide à partir du 1er avril 2006 chez les concessionnaires participants. Offre applicable seulement aux locations faites à des particuliers. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Offre d'une durée limitée pouvant changer sans préavis. Modèle montré à titre indicatif seulement. Certaines caractéristiques illustrées peuvent être offertes en option. Offre spéciale aussi disponible à l'achat. Tous les détails chez votre concessionnaire « Volkswagen », le logo Volkswagen et « Touareg » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada Inc. 2006.

L'ÉVÉNEMENT

PASSEZ À LA VITESSE

1 3 5
2 4 6

mazda



À l'achat ou à la location d'un véhicule Mazda 2006 neuf, recevez gratuitement un système branchez et écoutez de radio satellite SIRIUS ainsi qu'un abonnement d'un an.♦

SIRIUS RADIO SATELLITE

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 24 MOIS†

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE

Pour une 3e année consécutive

Le Guide de l'auto 2006

CLÉ D'OR

Meilleur véhicule (catégorie voitures compactes)

L'Annuel de l'automobile 2006

Mazda3 GT GFX illustrée

Mazda3 Sport GT illustrée

MAZDA3 GX 2006

LOUEZ À PARTIR DE

198 $

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2595 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MAZDA3 SPORT 5 PORTES GS 2006

LOUEZ À PARTIR DE

236 $

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2495 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour trouver un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1 800 263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

†0 % de financement à l'achat jusqu'à 24 mois sur les Mazda3 2006 neuves. Financement à l'achat consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. *Taux de location personnalisée Mazda : Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D43556AA00) et des Mazda3 Sport GS (D55056AA00) 2006 neuves de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 20 000 km par année. Frais de 12¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPEM en sus. ♦L'ensemble SIRIUS offert inclus le matériel récepteur radio satellite et l'abonnement d'un an. En remplacement à l'offre de l'ensemble SIRIUS, le client peut choisir un montant forfaitaire de 200 $ applicable aux particuliers lors de l'achat ou de la location d'un véhicule Mazda 2006 neuf. Cette offre prend fin le 31 mai 2006. © 2006 SIRIUS Canada inc. « SIRIUS », le logo du chien SIRIUS, les noms et logos des postes sont des marques de commerce de SIRIUS Satellite Radio inc. et sont utilisées avec permission. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement et ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 12 avril 2006.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

Stockwell Day causera sécurité aux frontières

Le ministre canadien de la Sécurité publique rencontre son homologue américain aujourd'hui à Washington

OTTAWA (PC) — La mise au point d'un système d'identification sécuritaire pour les voyageurs qui traversent la frontière canado-américaine sera au centre des discussions lors de la rencontre entre le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day, et le secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, Michael Chertoff, aujourd'hui, à Washington.

À compter de la fin de 2007, conformément à une loi adoptée par le Congrès en 2004, les États-Unis exigeront des voyageurs qu'ils présentent un document de sécurité personnalisé lorsqu'ils franchiront la frontière par voie terrestre.

Toutefois, la nouvelle loi, la « Western Hemisphere Travel Initiative », doit entrer en vigueur dès la fin de cette année pour les voyageurs qui entreront aux États-Unis par voie aérienne. Le Canada juge ce délai trop court et a demandé plus de temps à l'administration Bush pour s'y préparer, ce qui lui a été refusé.

Le département d'État américain travaille actuellement à la mise au point d'une carte à puce de haute technologie qui pourrait prendre la relève des passeports. La semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, estimait que les Canadiens devraient pouvoir entrer aux États-Unis en montrant leur passeport, mais rien n'indique que la position américaine ait changé à ce propos. Quant à la position canadienne en la matière à la veille des discussions d'aujourd'hui, on n'en sait pas grand-chose.

Toutes les options sont sur la table, a déclaré une porte-parole de M. Day, en refusant toutefois d'élaborer.

« Tout ce que je peux dire, c'est que nous examinons toutes les propositions, a ajouté Melisa Leclerc. On ne va pas négocier en public ou devant les médias. Une fois la rencontre terminée, M. Day pourra en dire bien davantage. »

Des deux côtés de la frontière, les exportateurs et les entreprises qui vivent du tourisme ont montré beaucoup d'inquiétude face aux changements prévus, estimant que toutes ces nouvelles mesures de sécurité pourraient avoir un impact économique néfaste sur l'économie.

Lors de sa première rencontre avec le ministre MacKay, la semaine dernière, à Washington, la secrétaire d'État, Condoleezza Rice, avait dit tenir compte de ses inquiétudes, mais elle avait ajouté que rien n'empêcherait la nouvelle législation sur la sécurité d'entrer en vigueur.

« La loi sera appliquée », disait-elle, jeudi après la rencontre, mais elle signalait que le Canada aurait son mot à dire sur le type de carte d'identification personnelle qui sera adoptée.

« On veut quelque chose qui ne coûte pas cher, qu'on pourra se procurer facilement mais qui sera quand même sécuritaire », précisait-elle.

La question divise également certains politiciens américains, qui s'interrogent sur l'urgence qu'on met à développer le nouveau système, cinq ans après les attentats du 11 septembre 2001.

Certains politiciens américains sont toutefois encore plus radicaux en matière de sécurité et proposent ni plus ni moins que la construction d'une clôture de sécurité entre le Canada et les États-Unis.

ARCHIVES LE SOLEIL

Stockwell Day s'est fait peu bavard sur les sujets qu'il abordera avec le secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis.

1714261

Salon international du livre DE QUÉBEC

Invités d'honneur

Mercredi 19 avril 2006

Né en 1955 sur la Côte-Nord, Camille Bouchard vit présentement à Québec. Ses livres, inspirés de ses pérégrinations, reflètent les diverses cultures, les inégalités des classes, l'exploitation des enfants et, principalement, sa révolte face à la violence faite aux enfants. Auteur prolifique, il se consacre totalement à l'écriture depuis 1998. À la suite d'un voyage en Thaïlande, il a découvert la prostitution juvénile dont il a fait le thème d'un roman émouvant, *Les démons de Bangkok* (Stanké, 1998). En 2000, il dénonce l'esclavage moderne au Soudan en publiant *Des larmes mêlées de cendres* (Stanké). Bouleversé par les enfants guerriers qu'il a observés en Afrique, il écrit *Les petits soldats* (Stanké, 2002). Toujours sous l'influence de ses voyages en Afrique, Camille Bouchard a également publié chez Boréal *La marque des lions* (2002) et *La caravane des 102 lunes* (2003). Son séjour en Inde lui a inspiré *La déesse noire* (2004) et *Les tueurs de la déesse noire* (2005) chez le même éditeur.

En 2004, il a reçu le sceau d'argent du Prix du livre M. Christie pour *Des étoiles dans ma maison* (Dominique et Compagnie, 2003). *Le ricanement des hyènes* (La courte échelle, 2005), un roman où se mêlent le mystère et le surnaturel en pleine brousse africaine, lui a permis de remporter le Prix du Gouverneur général 2005. Depuis 2004, la bibliothèque municipale de Forestville porte le nom de Camille Bouchard.

Camille Bouchard
Prix du Gouverneur général du Canada en littérature jeunesse 2005

Jeudi 20 avril 2006

Nouvelliste, éditeur engagé et auteur de plusieurs recueils de nouvelles et d'essais, Gilles Pellerin est une figure bien connue du monde des lettres au Québec. Tour à tour libraire, chroniqueur littéraire et critique pour les revues *Livres et auteurs québécois*, *Lettres québécoises* et *Nuit Blanche* dont il a été le rédacteur en chef de 1985 à 1987, son avis est régulièrement sollicité sur des questions touchant la langue française. Orateur recherché, il est fréquemment invité à prononcer des conférences sur la nouvelle, la langue française, l'édition, les librairies et la littérature québécoise. Il enseigne également la littérature au Cégep F.-X.-Garneau de Québec

Ardent défenseur de la langue et de la nouvelle, il crée en 1985 les Éditions de L'instant même dont il est le directeur littéraire. Du coup, il offrira une vitrine à toute une génération de nouvellistes.

Lauréat de nombreux prix et distinctions, il a été notamment finaliste au Prix du Gouverneur général en 1992 pour son recueil *Je reviens avec la nuit* (L'instant même). En 2003, le Prix de l'Institut canadien de Québec lui a été remis pour souligner la création de sa maison d'édition. En 2005, il remporte le Prix de création littéraire Ville de Québec - Salon international du livre de Québec pour son recueil de nouvelles *Ï (i tréma)* (L'instant même).

Photo : Idra Labrie

Gilles Pellerin
Prix Ville de Québec Salon international du livre de Québec

Vendredi 21 avril 2006

Lauréat des Prix Adrienne-Choquette et Jovette-Bernier pour son recueil de nouvelles intitulé *L'encyclopédie du petit cercle* (L'instant même, 2000), Nicolas Dickner est né en 1972 à Rivière-du-Loup. Après des études en littérature à l'Université Laval (baccalauréat et maîtrise), il a voyagé et travaillé en Amérique latine de même qu'en Europe, où il a participé à un séjour d'écriture à Bamberg en Allemagne. Il a finalement jeté l'ancre à Montréal.

Nikolski (Alto-Nota bene), son premier roman publié au printemps 2005, a tout de suite reçu un accueil dithyrambique et unanime de la critique, s'imposant du même coup comme la surprise de la saison, avec cinq tirages en moins de six mois. Avec ce premier roman, Nicolas Dickner s'est rapidement hissé parmi les coups de cœur de l'année et s'est taillé une place enviable parmi les ouvrages de fiction. Il travaille en ce moment simultanément à la réalisation d'un livre pour le Musée national des beaux-arts du Québec, à un recueil de nouvelles écrit en collaboration avec un ami ainsi qu'à un nouveau roman. Finaliste au Prix littéraire du Gouverneur général en 2005, lauréat du Prix Anne-Hébert 2006, il est également finaliste pour le Prix littéraire des collégiens qui sera remis au Salon international du livre de Québec le 21 avril.

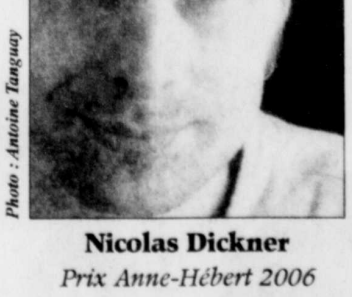


Photo : Antoine Tanguay

Nicolas Dickner
Prix Anne-Hébert 2006

Samedi 22 avril 2006

Poète, romancier et chroniqueur littéraire, Alain Mabanckou est né en 1966 au Congo-Brazzaville. Après avoir vécu en France pendant une quinzaine d'années, il réside maintenant aux États-Unis où il fut d'abord invité comme écrivain en résidence en 2002. Il est professeur de « creative Writing » et de littérature francophone à l'Université du Michigan-Ann Arbor.

Alain Mabanckou fait partie de cette jeune génération d'écrivains qui vit loin du continent africain et choisit la fiction pour parler autrement de son pays. De recueil en recueil, son art et sa sensibilité s'épanouissent pleinement. Il est l'auteur de cinq romans, six recueils de poèmes et de plusieurs nouvelles parues entre autres dans *Le Figaro* (Paris) et *Le Soir* (Bruxelles). Il aime jouer avec les genres littéraires, la littérature classique ou contemporaine et la tradition orale.

Son dernier roman, *Verre cassé* (Éditions du Seuil) s'est classé parmi les finalistes du Prix Renaudot 2005 et a été récompensé par trois distinctions : le Prix du roman Ouest-France-Étonnants Voyageurs 2005, le Prix RFO du livre 2005 et le Prix des Cinq Continents de la Francophonie 2005.

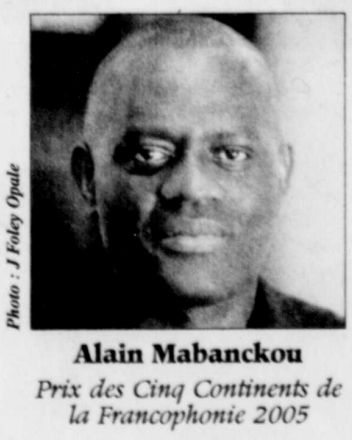


Photo : J Foley Opale

Alain Mabanckou
Prix des Cinq Continents de la Francophonie 2005

Dimanche 23 avril 2006

Depuis *Chère voisine* (Prix Robert-Cliche 1982), Chrystine Brouillet a fait paraître de nombreux titres qui lui ont valu un très vaste lectorat.

Auteure très préoccupée par les enjeux et les problèmes sociaux, elle revient cette année avec la sixième enquête de Maud Graham, *Sans pardon*. Depuis *Le Collectionneur* (La courte échelle 1995), chacun de ses thrillers s'est retrouvé sur la liste des best-sellers. *Le Collectionneur* a été sélectionné pour le Prix du public La Presse/Salon du livre de Montréal et adapté pour le cinéma par le réalisateur Jean Beaudin en 2001.

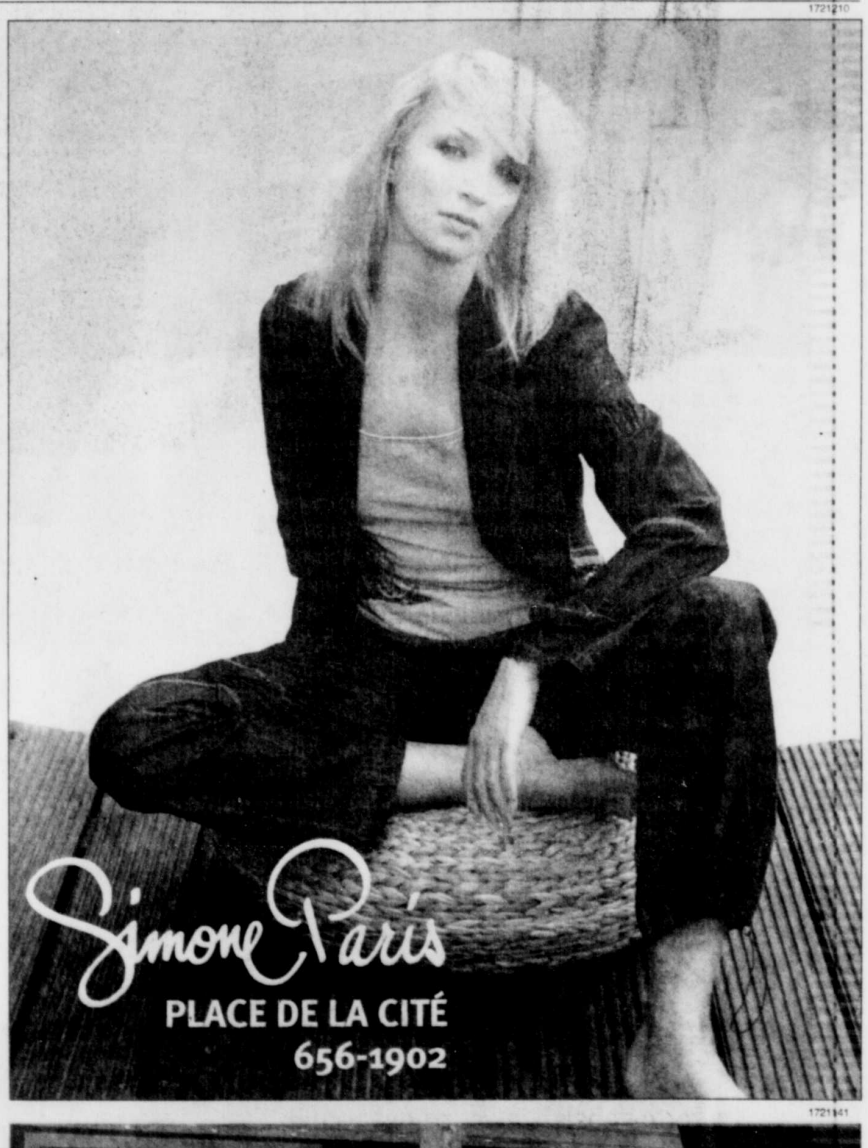
Soins intensifs (La courte échelle 2000) a notamment été finaliste au Prix Arthur Ellis, Crime Writers of Canada. Pour *Indésirables* (La courte échelle 2003), Chrystine Brouillet a reçu en 2004 le Grand Prix littéraire Archambault. Récipiendaire de nombreux autres prix et distinctions, elle a, entre autres, été décorée de l'Ordre de la Pléiade en 1995.

Tous ses romans font partie de la Sélection des bibliothèques des littératures policières de la ville de Paris, publiée chaque année. *Le Collectionneur* et *Indésirables* sont maintenant traduits en russe. Avec *Rouge secret* (Éditions du Boréal 2005), la romancière réussit à conjuguer avec brio psychologie et suspense. Auteure chérie du public, elle est une chroniqueuse gastronomique très recherchée à la radio, à la télévision et dans les magazines. Brillante conteuse, débordante d'imagination, elle sait communiquer à ses lecteurs toute la passion qui l'habite.

Photo : Josée Lambert

Chrystine Brouillet
Porte-parole de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur

19 au 23 avril 2006
CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC
www.silq.org



1721341

1718098

LA TOUTE NOUVELLE
DODGE CALIBER 2007
JAMAIS AU NEUTRE

Caliber R/T TI illustrée◊

LA TOUTE NOUVELLE DODGE CALIBER SE 2007

- Moteur 4 cylindres de 1,8 L DACT et 148 ch
- Transmission manuelle à 5 vitesses
- Sacs gonflables avant à déploiement progressif
- Rideaux gonflables latéraux
- Lecteur CD et compatibilité MP3
- Roues de 15 pouces
- Porte-gobelets électroluminescents
- Suspension grand tourisme

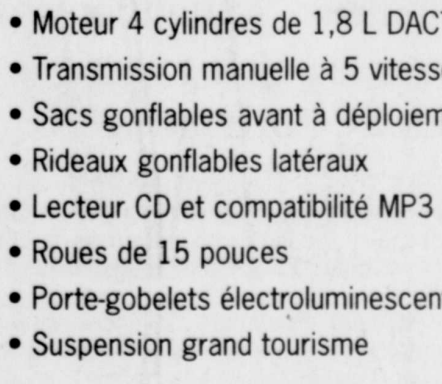
VOTRE CHOIX

LA TOUTE NOUVELLE DODGE CALIBER SXT 2007

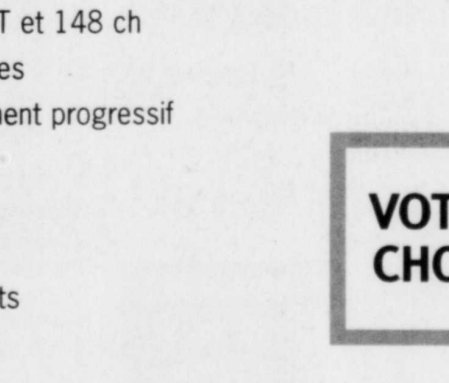
- Moteur 4 cylindres de 1,8 L DACT et 148 ch
- Transmission manuelle à 5 vitesses
- Climatiseur avec compartiment Chill Zone^MC
- Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique
- Télédéverrouillage
- Lecteur CD et compatibilité MP3
- Roues de 17 po
- Porte-gobelets électroluminescents
- Sacs gonflables avant à déploiement progressif
- Rideaux gonflables latéraux
- Suspension grand tourisme

À partir de
15 995 $*

À partir de
17 695 $*

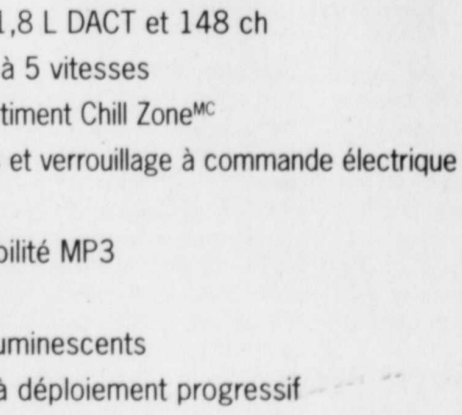


Accoudoir coulissant de série avec support pour votre lecteur MP3, votre ordinateur de poche ou votre téléphone cellulaire



Livrable avec compartiment climatisé Chill Zone^MC

Porte-gobelets électroluminescents de série



Livrable avec un système audio MusicGate Power^MC de 458 watts à 9 haut-parleurs Boston Acoustics^MD

Visitez dodge.ca ou votre concessionnaire participant
Chrysler • Jeep_MD • Dodge

FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR [redacted]

* Les prix comprennent les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et sont établis pour la Caliber SE 2007 avec l'ensemble 23A et pour la Caliber SXT avec l'ensemble 23D. *, ◊ Transport (1 050 $) pour les modèles Dodge Caliber, taxes sur le climatiseur (lorsque applicables), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre, à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des modèles 2007 neufs en stock sélectionnés. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif seulement. ◊ Le PDSF pour la Caliber R/T TI telle que montrée est de 23 995 $.

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep_MD • Dodge du Québec

CHRYSLER
Jeep
DODGE
CINQ ÉTOILES

LE QUÉBEC ET LE CANADA

Rae en course d'ici peu

Les candidatures à la direction du PLC se multiplient

■ OTTAWA (PC) — L'ancien premier ministre de l'Ontario Bob Rae devrait annoncer officiellement au début de la semaine prochaine son entrée dans la course au leadership du Parti libéral du Canada.

Bob Rae

C'est ce qu'ont indiqué hier des conseillers de M. Rae. On s'attend cependant que trois autres candidats se fassent connaître d'ici là.

Âgé de 57 ans, M. Rae, tâte le terrain politique depuis déjà plus d'un mois. Toutefois, le 8 avril dernier, il indiquait clairement dans un discours son intention d'être candidat. Selon les conseillers de l'ancien premier ministre ontarien, celui-ci dispose déjà de solides appuis au sein du Parti.

D'autres candidats devraient se faire connaître au cours des prochains jours. On parle des députés fédéraux Maurizio Bevilacqua, 45 ans et Joe Volpe, 58 ans. Le député fédéral de la Nouvelle-Écosse Scott Brison, 38 ans, devrait pour sa part lancer sa candidature en fin de semaine prochaine.

Avec ces trois candidatures et celle de M. Rae, on se retrouvera donc avec huit aspirants officiels à la succession de Paul Martin.

D'autres devraient suivre, comme Carolyn Bennett, 55 ans, ex-ministre de la Santé publique et le député Ken Dryden, 58 ans. « Ce sera bientôt, mais pas cette semaine », a déclaré l'ancien gardien de but du Canadien de Montréal. L'auteur et nouveau venu en politique, le député Michael Ignatieff, 58 ans, l'ancien ministre de l'Environnement Stéphane Dion, 50 ans, l'ex-ministre de l'Éducation de l'Ontario Gerard Kennedy, et l'avocate de Toronto Martha Hall Findlay ont déjà annoncé leur candidature.

M. Bevilacqua, un ancien ministre, qui annoncera sa candidature demain dans sa circonscription de Vaughan, à Toronto, fera campagne sur l'économie. M. Volpe, un organisateur du Parti, spécialiste du recrutement, lancera la sienne jeudi ou vendredi. On s'attend à ce qu'il fasse porter sa campagne sur les besoins en éducation et en formation.

M. Brison défendra pour sa part ses idées en matière d'éducation et d'environnement. Pour sa part, M^me^ Bennett s'est déjà présentée en championne de la réforme démocratique au sein du Parti.

Les libéraux fédéraux choisiront leur prochain chef et successeur de Paul Martin le 2 décembre prochain à Montréal.

PC

Un mandat tout en contrastes pour Michaëlle Jean. Après le froid du Nunavut cette semaine, elle s'apprête à se rendre à Haïti en mai.

Retour à Haïti pour Michaëlle Jean

La gouverneure générale participera à la cérémonie d'entrée en fonction de Préval

OTTAWA (PC) — Michaëlle Jean avait 11 ans quand elle et sa famille ont fui la barbarie du régime duvaliériste en Haïti.

Le mois prochain, elle sera de retour dans son pays natal à titre de gouverneure générale du Canada, et partagera la tribune d'honneur avec les autres chefs d'État venus assister à la cérémonie d'entrée en fonction du nouveau président d'Haïti.

Rideau Hall est encore en train de peaufiner les détails du voyage, mais de source gouvernementale, on indiquait que selon les plans initiaux, M^me^ Jean devrait assister à la cérémonie, à Port-au-Prince, le 14 mai. Elle devrait ensuite passer quelques jours supplémentaires à Haïti.

M^me^ Jean est née à Port-au-Prince en 1957. Son père, Roger Jean, était un enseignant qui a été poussé à l'exil par le régime dictatorial de François Duvalier. Michaëlle Jean, sa mère et sa sœur, l'ont rejoint à Montréal en 1968.

« Depuis, la petite fille (...) qui a vu ses parents, sa famille, ses amis aux prises avec les horreurs d'une dictature sans merci, jusqu'à la femme qui se tient devant vous aujourd'hui, c'est tout un apprentissage de la liberté qui a vu le jour », avait déclaré M^me^ Jean dans son premier discours comme gouverneure générale, en septembre 2005.

Le voyage constitue un véritable défi logistique pour le bureau de M^me^ Jean. À ce jour, le ministère des Affaires étrangères déconseille à tous les Canadiens de se rendre à Haïti, et invite les citoyens dont la présence là-bas n'est pas essentielle à envisager de partir.

« Les activités criminelles, les représailles de la police et l'anarchie persistent sur le territoire. Les autorités locales ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité des personnes et il n'y a plus de policiers dans certaines villes », peut-on lire dans un avertissement du ministère des Affaires étrangères à l'intention des voyageurs.

M^me^ Jean, une ancienne journaliste de Radio-Canada, est déjà retournée à Haïti par le passé, et avec son mari Jean-Daniel Lafond, elle a adopté leur fille, Marie-Éden, il y a sept ans, à Jacmel, la ville d'où vient sa famille.

En février, M^me^ Jean avait évoqué l'élection qui a porté M. Préval à la présidence, disant se féliciter de la réussite de ce scrutin mené en sécurité et avec un taux élevé de participation. Mais on ignore son point de vue sur l'implication controversée du Canada à Haïti au cours des deux dernières années.

Le prédécesseur démocratiquement élu et associé de M. Préval, Jean-Bertrand Aristide, a été renversé par des rebelles en 2004. Les États-Unis ont fourni l'avion qui a aidé M. Aristide à fuir le pays, mais il n'a obtenu aucune aide pour reprendre le pouvoir.

Les États-Unis et le Canada, de même que d'autres pays, ont continué à envoyer de l'argent à Haïti pour appuyer le gouvernement intérimaire du premier ministre Gérard Latortue.

Le Canada consacre 180 millions $ en aide à la Mission des Nations unies pour la stabilisation à Haïti, la MINUSTAH.

Amnistie internationale a critiqué le gouvernement Latortue, lui reprochant des atteintes aux droits de la personne et son manque d'efforts véritables pour désarmer la population.

Sécurité oblige, le voyage constitue un grand défi logistique

EN BREF

Harper en famille pour Pâques

■ CALGARY — Comme tous les autres politiciens fédéraux, le premier ministre Stephen Harper s'est accordé quelques jours de repos, en ce long congé pascal. M Harper a choisi la tranquillité avec sa famille, se réfugiant dans sa résidence de Calgary, située dans un secteur paisible de la ville. La présence du premier ministre ne passe toutefois pas inaperçue, même si la surveillance de son domicile est assurée de façon très discrète par des agents de la GRC. M. Harper a lui-même été très discret; il a été vu en train de nettoyer son terrain et de s'amuser avec ses enfants... *PC*

PRIX DE L'ESSENCE AU N.-B.

Les indépendants approuvent la réglementation prévue

■ POKEMOUCHE — La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante appuie la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick de réglementer le prix de l'essence. Elle estime que cela sera bénéfique pour les consommateurs et les petites et moyennes entreprises. Selon son président, Stéphane Robichaud, une telle réglementation permettra aux stations-service indépendantes de survivre. À l'Île-du-Prince-Édouard, où le prix de l'essence est réglementé, le prix du litre à la pompe se vend jusqu'à 10 cents de moins qu'au Nouveau-Brunswick. La nouvelle réglementation entrera en vigueur le 1^er^ juillet. Elle forcera les stations-service à afficher un prix unique pour l'ensemble de la province. De son côté, l'Institut canadien des produits pétroliers prétend que le gouvernement fait fausse route en voulant réglementer le prix de l'essence. *PC*

Une pétition pour la sauvegarde des garderies

■ HALIFAX — Une coalition de groupes œuvrant auprès de la petite enfance présentera cette semaine aux politiciens néo-écossais siégeant à Ottawa une pétition de 9000 noms pour la sauvegarde de l'entente sur les garderies conclue entre Halifax et le précédent gouvernement fédéral. Circle Time for Child Care, la coalition regroupant une vingtaine de groupes œuvrant auprès des enfants de la Nouvelle-Écosse, dit vouloir présenter la pétition aux politiciens fédéraux de la province au cours des prochains jours. La pétition demande au premier ministre, Stephen Harper, de respecter l'entente conclue entre le précédent gouvernement de Paul Martin et la Nouvelle-Écosse. Cette entente de principe, conclue en mai 2005, prévoyait le versement de 137 millions $ sur cinq ans à la Nouvelle-Écosse pour étendre le réseau de garderies de la province et permettre de verser de meilleurs salaires aux éducatrices. Le gouvernement minoritaire de Stephen Harper a décrété qu'il ne verserait que le montant prévu pour les deux premières années de l'entente, soit environ 39 des 137 millions $ prévus. « Pendant plus d'un an, nous avons participé à la conception d'un plan de développement des garderies en Nouvelle-Écosse », a expliqué Elaine Ferguson, directrice d'un des groupes membres de la coalition - Child Care Connection Nova Scotia. « Maintenant, nous avons besoin du financement promis pour le mettre en place, et nous avons besoin de nos députés à Ottawa afin de s'assurer d'obtenir le financement promis sur cinq ans », a ajouté M^me^ Ferguson. *PC*

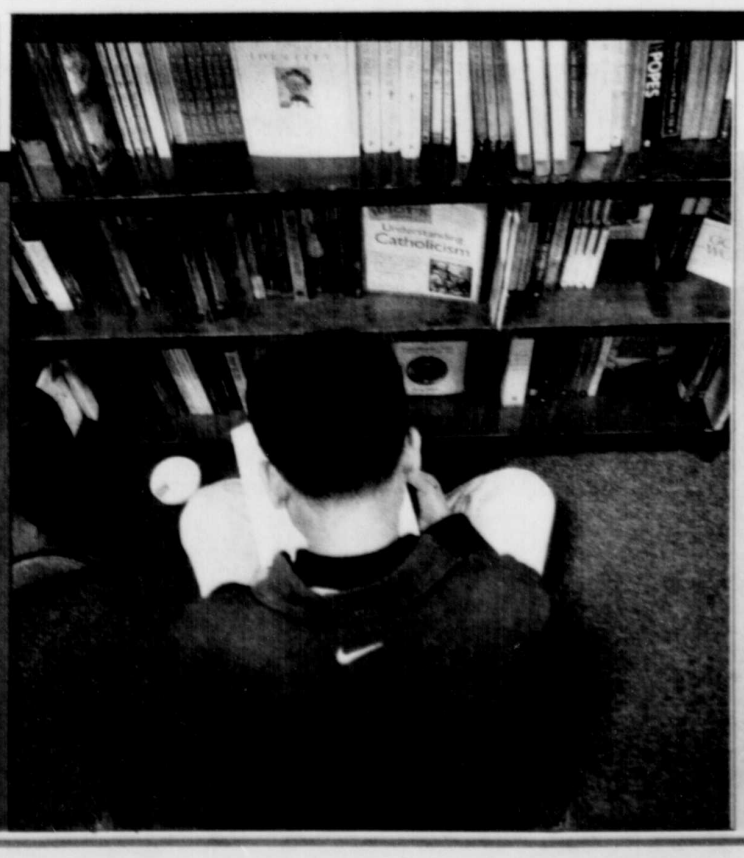
Les libéraux veulent en savoir plus sur le salaire versé à Bernard Lord par le PC

■ FREDERICTON — L'opposition libérale au Nouveau-Brunswick souhaite que le commissaire aux conflits d'intérêts se penche sur les salaires versés à des politiciens par leur parti politique. Le premier ministre Bernard Lord touche 70 000 $ pour diriger le Parti conservateur, en plus de son salaire de premier ministre. Les libéraux ont soumis la semaine dernière un projet de loi qui autoriserait le commissaire aux conflits d'intérêts à déterminer le salaire approprié qu'un politicien devrait recevoir de son parti. Le leader libéral Shawn Graham affirme que ce projet de loi ne ferait qu'éliminer une échappatoire dans les règles actuelles. M. Lord accuse M. Graham de faire de la petite politique, et soutient que le système prévoit déjà l'obligation de rendre des comptes. Les projets de loi présentés par l'opposition ne passent habituellement pas à l'Assemblée législative sans l'appui du gouvernement, mais M. Lord ne dispose que d'une majorité d'un siège, et ne dispose pas de la majorité au niveau des comités. Selon M. Graham, M. Lord est le seul membre du cabinet à toucher une rémunération de son parti, et son chèque de paye de 70 000 $ par an en fait le premier ministre le mieux payé de tout le Canada. M. Graham ne reçoit aucun salaire comme leader du Parti libéral, mais la formation a déjà fait de tels paiements à l'ex-premier ministre libéral Frank McKenna. *PC*

1709772

DEMAIN
DANS LE SOLEIL

La grand-messe des BOUQUINS



Dans le cahier
Arts et vie

Fidèles à leurs habitudes, le Salon du livre et le Festival de la bande dessinée sont de retour, avec leur lot d'auteurs, de publications, de séances de dédicaces et de conférences. LE SOLEIL s'est entretenu avec plusieurs personnalités qui font de cette grand-messe du livre un rendez-vous couru.

Charest signerait une entente de coopération avec le N.-B.

FREDERICTON (PC) — Jean Charest et Bernard Lord signeront aujourd'hui, à Moncton, une entente de coopération liant les deux provinces dans plusieurs champs d'activité, dont la main-d'oeuvre.

Les premiers ministres du Québec et du Nouveau-Brunswick apposeront leur signature sur cet accord qui verra à accroître les relations et échanges d'informations entre Québec et Fredericton dans quelque 25 secteurs, notamment, la culture, la coopération économique, les affaires municipales et régionales, le tourisme, les affaires autochtones, l'environnement, le sport et les loisirs.

Le dossier de la main-d'oeuvre entre le Québec et le Nouveau-Brunswick devrait être contenu dans l'entente de coopération.

L'opposition libérale à Fredericton a cependant indiqué, hier, qu'elle allait déposer de nouveau son projet de loi sur la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction lorsque les travaux législatifs reprendront la semaine prochaine. Le projet de loi libéral se veut une réaction au manque de mobilité de la main-d'œuvre entre le Québec et le Nouveau-Brunswick, qui fait en sorte que des firmes néo-brunswickoises ne peuvent pas participer aux appels d'offres sur les contrats au Québec alors que les firmes québécoises peuvent librement y participer au N.-B. Le projet de loi que les libéraux avaient déjà déposé interdisait aux travailleurs québécois de venir au N.-B. pour œuvrer sur des travaux publics.

Le premier ministre du Québec en est à sa deuxième visite officielle au Nouveau-Brunswick. En septembre 2004, il s'était présenté à Fredericton pour en savoir plus sur Services Nouveau-Brunswick et le cybergouvernement en vue d'appliquer l'expertise néo-brunswickoise au sein du gouvernement québécois.

EN BREF

DÉCRET EN SANTÉ

Carbonneau revient à la charge

■ MONTRÉAL — La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, tend la main au gouvernement Charest pour qu'il reprenne le dialogue avec ses travailleurs. Dans une entrevue téléphonique à NTR, M^me^ Carbonneau demande au premier ministre Jean Charest, qui est à un an de la fin de son mandat, d'accorder au moins les mêmes conditions de travail à tous les employés des services sociaux et de santé. Selon elle, cette demande ne constitue pas pour Jean Charest un virage à 180 degrés. Elle fait appel à son sens de la justice et de l'équité pour qu'il lève le décret qui touche particulièrement les travailleurs de la santé affiliés à la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN. La présidente de la CSN estime qu'en agissant ainsi, M. Charest ne frapperait plus la mauvaise cible et rétablirait la bonne entente avec ses travailleurs. *PC*

La CSQ cherche à contrer la désaffiliation

■ MONTRÉAL— Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, croit que les démarches de désaffiliation de neuf syndicats d'enseignants sont un moyen pour transformer certaines pratiques. M. Parent prend au sérieux leurs intentions et indique cependant que l'objectif de sa centrale syndicale est de conserver son intégrité tout en restant ouverte au dialogue pour trouver des solutions. Quant à la question des cotisations syndicales que les syndicats récalcitrants refusent de payer, le président de la CSQ trouve tout à fait normal que l'on respecte ses engagements, comme le fait son organisme au plan des services, et ce, même s'il y a divergence. Sept des neuf syndicats dissidents n'ont pas payé leur dû à la centrale depuis près de trois mois. On parle d'une somme de 220 000 $. Une mise en demeure a d'ailleurs été expédiée aux retardataires les sommant de régler la note dans les 10 jours suivant la réception de l'avis. *PC*

L'armée aussi priée d'être discrète

■ OTTAWA (PC) — Comme il l'a exigé de ses ministres, le premier ministre Stephen Harper aurait demandé à la haute direction de l'armée canadienne de faire approuver ses déclarations aux médias. Selon le *Toronto Sun*, le chef de l'état-major des Forces armées canadiennes, le général Rick Hillier, a reçu la même directive que tous les membres du caucus conservateur. Avant de s'adresser aux journalistes, il devra en demander la permission au bureau de premier ministre. *PC*

1721856

0 $ dépôt de sécurité modèle 2006

Nous ne sommes pas devenus concessionnaire #1 au Québec en vendant plus cher... Pensez-y!

	Sentra 2006 climatisé	Altima 2006	XTrail TA 2006	Murano 2006
Modèle	C4CG56	T4RG76	W6RG76	L6TG16
Mensualité (+ taxes)	217$	247$	277$	477$
Terme location	60 mois	60 mois	60 mois	48 mois
Dépôt de sécurité	non	non	non	non
kilométrage	24 000/an	24 000/an	24 000/an	24 000/an
Comptant (+ taxes)	0$	2995$	2995$	4995$
Mois gratuit Payé par Capitale Nissan	1 mois	2000 $ de remise à la location ou l'achat	2000 $ de remise à la location ou l'achat	

Photos à titre indicatif

NISSAN

En 2006, vivez l'engagement Capitale Nissan: «Vous aider à conclure une transaction à succès.»

CAPITALE NISSAN

125, rue Marais, Vanier, coin Pierre-Bertrand et de la Capitale **681-0011**

1719261

Fourrures du Vieux-Port

Remodelage Très grand choix d'inspiration pour remodeler votre manteau Possibilité d'échange

Entreposez et protégez votre MANTEAU pour seulement 9 95$

55, rue Saint-Pierre, Québec 692-6686

1718311

Parfait !

Semler

Jolan Centre d'ajustement

chausseur-conseil pour hommes, femmes et enfants

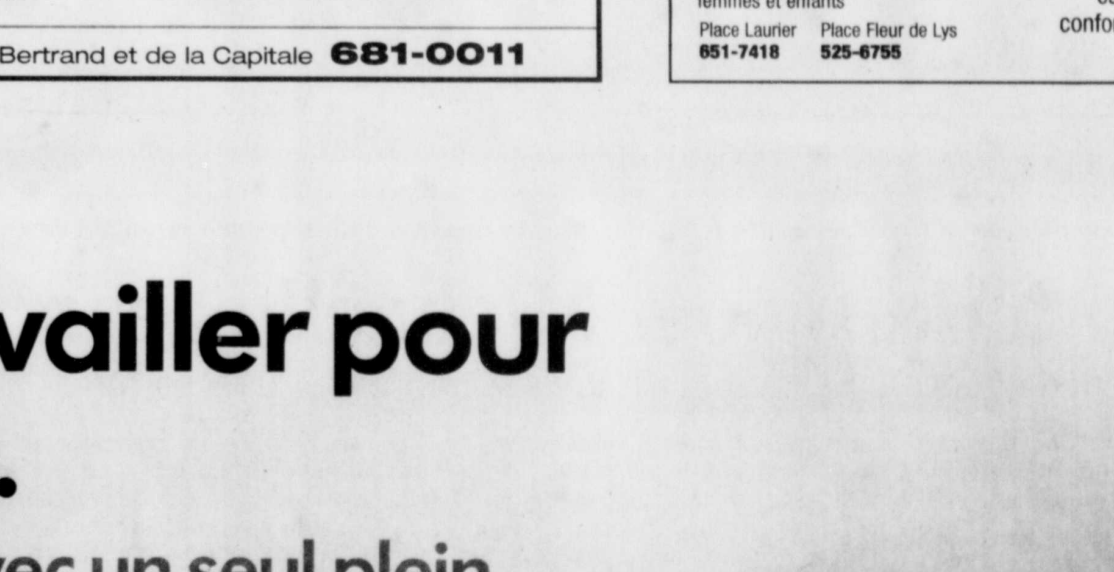
Place Laurier **651-7418** Place Fleur de Lys **525-6755**

Portez-vous des orthèses ? La collection *Semler* est conçue pour un confort parfait, avec ou sans orthèse.

1721484

Arrêtez de travailler pour les pétrolières.

TDI. Plus de 1000 km avec un seul plein.



Terminé les sacrifices et les privations. Avec la Jetta TDI^MD^, oubliez les hausses du prix de l'essence et profitez de la puissance sans compromis de son moteur turbo à injection directe. Environ mille kilomètres avec un seul plein†, de quoi vous mener loin, très loin des stations-service et de leur gourmandise.

La Jetta TDI 2006

À partir de 289 $ par mois*

Location 48 mois

Visitez vw.ca/consommation ou appelez au 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

Acompte de 2 813 $. Frais de préparation de 275 $. *L'offre s'applique à une Jetta TDI 2006, de base, 5 vitesses, neuve, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Frais de transport inclus. Taxes, immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 $), frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 12 ¢ du km après 80 000 km en sus. Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur à partir du 1er avril 2006. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut donc être requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux locations faites à des particuliers. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire. †Basé sur une moyenne ville (6,6 L/100 km)/route (5,2 L/100 km) des données publiées par Transports Canada pour la Jetta TDI équipée d'une boîte manuelle et d'un moteur TDI de 1,9 L. La consommation réelle dépend des conditions et habitudes de conduite et des équipements additionnels du véhicule.

Des centaines d'espions chinois au pays, dit MacKay

■ OTTAWA — Des centaines d'agents secrets chinois feraient de l'espionnage au Canada. Le gouvernement Harper affirme qu'il détient les preuves que la Chine exerce des activités d'espionnage au pays, principalement aux dépens d'entreprises canadiennes. Dans une entrevue diffusée aujourd'hui au réseau CTV, le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, promet de tout mettre en œuvre pour débusquer ces espions. Il prétend qu'il s'agit d'un problème majeur qui risque de nuire à l'économie canadienne. M. Mackay a indiqué qu'Ottawa compte discuter de la situation avec la Chine au moment jugé opportun. Le Service canadien du renseignement de sécurité a déjà alerté le gouvernement dans son rapport 2003-2004. Il affirmait que la sécurité nationale du Canada était menacée par des espions étrangers qui voulaient mettre la main sur des innovations scientifiques et technologiques, et sur des informations militaires, notamment. La rumeur veut qu'un millier d'agents secrets chinois se trouveraient sur le territoire canadien, ce que nie le gouvernement chinois. *PC*

LUTTE AU FINANCEMENT DU TERRORISME

Le Canada traîne la patte

Les lois canadiennes loin des normes internationales, selon une note adressée au ministre des Finances

■ OTTAWA (PC) — Il faut combler — et vite — les lacunes des lois canadiennes dont l'objectif est de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, affirme un organisme de surveillance.

Le Canada tire de l'arrière par rapport aux normes internationales et doit rectifier la situation d'ici l'an prochain, selon une note Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) adressée au ministre des Finances, Jim Flaherty.

« Le Canada doit améliorer ses règles pour se rapprocher des normes internationales », prévient Nick Le Pan dans sa note, adressée au ministre Flaherty il y a deux mois, au moment de son entrée en fonction. La Presse canadienne a pu obtenir la note grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

On s'inquiète d'une possible utilisation malveillante des guichets automatiques privés

Les règles canadiennes sur la lutte contre ces crimes seront scrutées l'an prochain par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), un organisme international mis sur pied pour combattre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, et qui a pignon sur rue à Paris. « Entretemps des questions continueront d'être soulevées à propos de l'efficacité des mesures d'application de notre régime », écrit M. Le Pan.

Le BSIF, qui réglemente banques, sociétés de fiducie et autres institutions financières, a refusé de commenter les propos de M. Le Pan ou de préciser la nature des problèmes.

Mais on s'inquiète particulièrement, au ministère fédéral des Finances, d'une possible utilisation malveillante, par les blanchisseurs d'argent, des guichets automatiques privés, c'est-à-dire des appareils qui ne sont pas possédés ou exploités par des banques. Le ministère envisage maintenant plusieurs options pour resserrer les lois canadiennes contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent avant la visite du GAFI, en 2007.

Les craintes viennent de la possibilité, pour les propriétaires ou les exploitants de ces appareils, de les bourrer d'argent comptant susceptible d'être le fruit d'activités criminelles. Cet argent pourrait ensuite être facilement blanchi au moyen de la distribution des coupures aux usagers ordinaires de ces guichets automatiques de propriété privée.

Le ministère des Finances, qui travaille de concert avec le BSIF dans la lutte contre les crimes financiers, a sollicité l'avis de l'industrie et du public sur d'autres modifications possibles à ses règlements. Il est notamment question de soumettre les vendeurs de pierres précieuses, d'or et de diamants aux mêmes règles que les banques en ce qui a trait au signalement de transactions suspectes, d'imposer des peines plus lourdes à toute personne ou entité qui ne respecterait pas ces exigences de signalement et d'assouplir les lois sur la protection de la vie privée.

Perquisition dans une organisation tamoule

■ MONTRÉAL (PC) — Les policiers ont effectué une perquisition dans les locaux d'une organisation tamoule du quartier Côte-des-Neiges, à Montréal, soupçonnée de financer un ou des groupes terroristes. Aucune arrestation n'a été effectuée, mais plusieurs documents ont été saisis. La perquisition a été faite le 12 avril par la GRC, la Sûreté du Québec et la police de Montréal. Le gouvernement canadien a récemment ajouté à sa liste d'organisations considérées comme terroristes les Tigres tamouls. Parmi ses sources de financement figureraient plusieurs Canadiens d'origine tamoule. *PC*

1716503

Conduisez gagnant avec Lallier Ste-Foy!

Recevez 1000$ en chèques-cadeaux

à utiliser comme vous voulez

> ACCORD 2006 grand choix de modèles sur place!

Accord EX illustrée

Accord 298$ par mois, 48 mois, 0$ dépôt de sécurité, taux de financement à l'achat à partir de 2,9%*.

Ste-Foy lallier HONDA

2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy (boul. Charest Ouest)
www.lallierstefoy.com 687-2525

Location bail Honda Canada Finance inc., à l'acceptation du service du crédit, terme de 48 mois, limite de 96 000 km. Berline Accord DX (modèle CM5516E), comptant de 3710 $ ou échange équivalent, valeur résiduelle de 18 014 $. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Transport et préparation compris en location seulement. * Le taux de financement est applicable sur l'Accord, sauf sur modèle hybride. L'offre n'est pas transférable, monnayable ou ne peut être jumelée. Offre d'une durée limitée. L'offre du constructeur peut changer sans préavis. Toutes les taxes applicables sont comprises dans les promotions des chèques-cadeaux. Photo à titre indicatif seulement.

1721438

Y'A PAS PLUS BRILLANT QU'EINSTEIN

277$ /MOIS

X-Trail TA 2006

Modèle	W6RG76
Mensualité (+ taxes)	277$
Termes location	60 mois
Dépôt de sécurité	non
Kilométrage	24 000
Comptant (+ taxes)	2995$
Remise à la location ou l'achat	2000$

181$ /MOIS

Sentra 2006 climatisé

Modèle	C4CG56
Mensualité (+ taxes)	181$
Termes location	60 mois
Dépôt de sécurité	non
Kilométrage	24 000
Comptant (+ taxes)	1995$

247$ /MOIS

Altima 2006

Modèle	T4RG76
Mensualité (+ taxes)	247$
Termes location	60 mois
Dépôt de sécurité	non
Kilométrage	24 000
Comptant (+ taxes)	2995$
Remise à la location ou l'achat	2500$

Einstein Nissan

5250, rue John Molson, Québec (418) 650-5353
Autoroute Henri-IV, sortie 140
www.einstein.nissan.ca

nissan.ca 1 800 387-0122

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE DIPLÔMÉS NISSAN

NOUS RACHETONS LES BAUX DE CREDILINX

*Offre de location disponible sur les modèles neufs 2006 de la Sentra 1.8 édition spéciale (C4CG56 AA00)/ Sentra S-ER Spec V telle qu'illustrée (C4VQ56 AA00). Mensualité de 181 $ pour les termes de 60 mois avec acompte ou échange équivalent de 1995 $. Frais de transport et de préparation de 1114 $ compris. Frais d'inscription du contrat de 49 $, inclusant les frais du RDPRM, requis à la livraison. Pour un temps limité, 0 $ de dépôt de sécurité sur les modèles 2006. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Taxes, immatriculation, assurances et obligations sur prêts neufs en sus. **Première mensualité, toutes taxes incluses, est acquittée pour vous par Nissan Canada à la location de certains modèles neufs et de démonstration d'un terme de 60 mois. Le premier versement client est exigible 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. Respectivement au modèle choisi, un rabais équivalent au coût d'une mensualité basé sur les termes susdites mentionnés ci-avant inclusivement sera accordé au client désirant un terme moindre. ***Taux de financement à l'achat de 1,9 % jusqu'à 36 mois. †, ††Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut aussi commander ou échanger un véhicule. Les offres, disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. ‡Chez les concessionnaires participants. ¥Sauf les modèles Sentra, Altima et X-Trail, Titana et Frontier 2006 sont admissibles au Programme pour diplômés. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisés sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. et/ou à ses filiales nord-américaines.

1718749

LA MODE PRINTEMPS-ÉTÉ

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UNE DES 4 GRANDES TOURNÉES GASTRONOMIQUES

Des collections qui vous feront craquer !

Un rendez-vous avec huit des meilleures tables de Québec !

Le Café de la Paix
Le Continental
L'Échaudé
La Fenouillière
Le Graffiti Resto-cité
Le Largo Resto-club
Le Saint Amour
L'Utopie

laliberté Mode

595, Saint-Joseph Est Québec G1K 7L8 (418) 525-4841 1 heure de stationnement gratuit (achat requis) - Cinéplex Odeon - Bibliotheque Gabrielle-RoyPlace Jean Lesage - Place Cartier - Parcometre (1 heure)

Un groupe jésuite veut garder Wal-Mart à distance

GUELPH (PC) — Les partisans du Centre jésuite de Saint-Ignace, à Guelph, en Ontario, tentent de nouveau de faire exclure Wal-Mart d'un recours en justice visant à faire casser un règlement de zonage qui autoriserait le géant mondial de la vente au détail à s'installer près de ce refuge religieux.

Eric Gillespie, l'avocat représentant une coalition multiconfessionnelle, demandera à la Cour divisionnaire de l'Ontario de renverser une décision récente reconnaissant le promoteur 6&7 Developments comme partie à la requête en contestation du règlement municipal.

Les opposants font valoir que l'implantation d'un magasin Wal-Mart nuirait à leur utilisation du Centre jésuite, ce qui constituerait une atteinte à leurs droits religieux en vertu de la Charte des droits et libertés.

Les avocats de la firme 6&7 Developments, copropriétaire du terrain avec Wal-Mart, ont fait valoir en mars dernier que la compagnie devrait avoir le statut d'intervenant. Mais Me Gillespie avait plutôt demandé au juge de conclure que les arguments à l'appui de droits économiques et de propriété n'ont pas leur place dans une cause traitant de droits individuels en vertu de la Charte.

Dans sa récente décision, le juge John Sproat a estimé que le fait que la charte ne protège pas le droit à la propriété ne change rien au fait que 6&7 Developments détient des droits de propriété mis en cause par la requête. Il a donc conclu qu'il était clairement justifié de reconnaître au promoteur le statut d'intervenant.

PREMIÈRE

L'avocat de la coalition multiconfessionnelle soutient qu'à sa connaissance, c'est la première fois qu'une entreprise obtient le statut d'intervenant dans une contestation en vertu de la charte, pour lui permettre de défendre des droits de propriété et économiques. Si cette décision est confirmée, elle pourrait créer un précédent, a fait valoir Me Gillespie.

L'audience en Cour divisionnaire visant à déterminer si la coalition sera autorisée à interjeter appel du jugement Sproat pourrait avoir lieu au début du mois de mai.

Pression en hausse pour l'abolition du registre fédéral des armes à feu

OTTAWA (PC) — Les députés conservateurs commencent à sentir la pression des fermiers, chasseurs et amateurs de tir à la cible impatients de les voir tenir leur promesse électorale d'abolir le registre fédéral des armes à feu longues.

De simples députés et des ministres, principalement de l'ouest du pays — y compris le ministre de la Justice, Vic Toews, qui représente une circonscription rurale du Manitoba — disent qu'ils reçoivent des plaintes de propriétaires de carabines et de fusils de chasse qui ne comprennent pas pourquoi la loi sur le contrôle des armes à feu est toujours en vigueur.

Les conservateurs ont longtemps dénoncé le registre institué par les libéraux de Jean Chrétien en 1995. Ce système devait servir à lutter contre le crime, mais ses détracteurs soutiennent qu'il ne constitue qu'une nuisance pour les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois.

Le premier ministre, Stephen Harper, s'est engagé à abolir le registre une fois au pouvoir. Mais tant que son gouvernement ne bougera pas, le registre demeurera en place, et les fonctionnaires du Centre des armes à feu du Canada continueront de faire leur travail. « La loi est toujours en vigueur ; nous ne pouvons pas dire aux gens de ne pas en tenir compte », a prévenu le ministre Toews.

Ne pas tenir compte des exigences administratives et des frais requis expose les contrevenants à une confiscation de leurs armes, voire à des accusations criminelles. « Si vous ne faites pas le nécessaire dans les 30 jours suivant la date de cette lettre, nous entreprendrons de révoquer votre certificat d'enregistrement sans autre avis, et nous informerons votre service de police local pour leur suivi », peut-on lire dans la lettre envoyée par le Centre des armes à feu à un propriétaire d'arme.

ENGAGEMENT

Le député de la Saskatchewan qui a mené la campagne contre le registre, Garry Breitkreuz, assure que son gouvernement a bien l'intention de respecter son engagement. La question est plutôt à quel moment il le fera. Mais la réponse n'est pas claire, pour différentes raisons, dont le fait que le gouvernement est minoritaire, et qu'il ne peut changer la loi sur le contrôle des armes à feu sans un vote majoritaire, explique David Tomlinson, de la National Firearms Association, d'Edmonton, en Alberta.

La plupart des conservateurs opposés au registre espèrent que la publication du rapport de la vérificatrice générale Sheila Fraser, attendu pour la mi-mai, constituera un premier pas.

1721465

LA JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE AU QUÉBEC

Des idées à votre portée!

Le 18 avril 2006

Découvrez un genre littéraire bien vivant et les idées de ses auteurs en participant à une journée d'activités à l'Assemblée nationale du Québec.

Programme de la Journée

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

11 h : Lancement d'un ouvrage collectif sous la direction de Claude Corbo

14 h : Ouverture de l'exposition sur les revues politiques

14 h 45 : Conférence : *Est-il encore possible de gouverner?*

15 h 45 : Table ronde : *En demande-t-on trop aux politiciennes et aux politiciens?*

17 h : Remise de prix

Informations : (418) 643-4032 ou www.assnat.qc.ca

Journée du livre politique au Québec

ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Accès par la porte 30

1721855

1721843

Automobiles Jalbert Inc.

La vente nationale de la Série Certifiée de BMW.

La Série Certifiée^MC de BMW
Une sélection exclusive de véhicules d'occasion de BMW

bmw.ca

Le plaisir de conduire.^MC

Taux* à partir de 1,9 %

Achat spécial avec Services Financiers

BMW pour les véhicules de démonstration et de cadres d'entreprise !

Série Certifiée Véhicules d'occasion

Du 17 au 21 avril
Voilà votre chance de mettre la main sur la voiture de vos rêves.

Du lundi 17 avril au vendredi 21 avril, les concessionnaires BMW participants offrent des prix réduits et des taux de financement aussi bas que 1,9 % sur les véhicules de la Série Certifiée^MC de BMW. Cette vente extraordinaire comprend également des véhicules de démonstration et de cadres d'entreprise. Ne ratez pas cette occasion de conduire une BMW et d'économiser. Visitez votre concessionnaire BMW ou le site bmw.ca pour en savoir plus.

Automobiles Jalbert inc.
1885, boul. Central, Québec (418) 687-4840 www.jalbert-auto.qc.ca

© 2006 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW et toutes les désignations de modèles BMW sont des marques déposées de BMW AG, utilisées sous licence. *La vente nationale de la Série Certifiée de BMW aura lieu du 17 au 21 avril au Québec. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix et exiger des frais d'administration, ce qui modifie le taux de financement. L'offre est d'une durée limitée et peut être modifiée. Rendez visite à votre concessionnaire BMW pour voir sa gamme complète de véhicules d'occasion et vous renseigner sur nos taux spéciaux et nos modalités. Le personnel se fera un plaisir de vous expliquer nos taux d'intérêt, nos modalités et nos options de mensualités pour trouver ce qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, vous pouvez également visiter BMW.ca.

329 $* PAR MOIS À 4,5 % BASÉ SUR UN BAIL DE 36 MOIS

FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

Elle est überkool

LA TOUTE NOUVELLE CLASSE B

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, c'est une Mercedes-Benz entièrement nouvelle.

► Elle est überfantastik
- La B200 TURBO produit une puissance de 193 ch et atteint un couple de 206 lb-pi†
- La transmission automatique à variation continue AUTOTRONIC s'adapte à votre style de conduite†

► Elle est übersécuritaire
- Construction unique en sandwich se traduisant par une assise surélevée offrant une meilleure visibilité et une sécurité hors pair
- Programme de stabilité électronique répartissant la puissance appliquée aux roues pour maximiser la traction
- Freinage d'urgence assisté appliquant la force de freinage maximale si nécessaire

► Elle est überénorme
- Meilleur rapport de sa catégorie pour l'espace intérieur vs les dimensions extérieures
- Sièges arrière à dossier rabattable et coussin inclinable vers l'avant
- Plancher du coffre à hauteur réglable

Mercedes-Benz

Vivez une überaventure à lareponseest B.com

Mercedes-Benz de Québec
1350, Bouvier, Québec, G2K 1N8
Tél.: (418) 628-6336 • Fax: 628-6356
www.chatel.mercedes-benz.ca

Satellite de Mercedes-Benz de Québec
171, boul Sainte-Anne, Pointe-au-Père
Vente et service 1 800 353-0911

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2006. *Offre de location-bail basée sur une Grandroutière Sport Compacte B200 neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit. 329 $ par mois pendant 36 mois. Acompte ou reprise équivalente de 2 750 $ plus première mensualité et dépôt de garantie de 400 $ dus à la date d'entrée en vigueur du bail. Taux de location annuel de 4,5 %. Obligation totale : 11 844 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation, d'assurance et d'enregistrement, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. † Équipement en option. B200 TURBO montrée avec jantes en alliage d'aluminium à 10 bras, en option.

LE MONDE

Attentat suicide en Israël : 10 morts

AP

Le kamikaze du Jihad islamique, Samir Hamad, âgé de 21 ans

■ TEL-AVIV, Israël (AFP et AP) — Dix personnes, dont le kamikaze, ont été tuées et des dizaines d'autres blessées hier dans l'attentat suicide d'un Palestinien à Tel-Aviv, peu avant la session inaugurale du nouveau Parlement israélien. L'armée israélienne a mené un raid aérien de représailles sur Gaza dans la soirée, sans faire de victimes.

L'attentat, revendiqué par le mouvement extrémiste palestinien Jihad islamique, a été perpétré pendant la Pâque juive dans une sandwicherie de l'ancienne gare routière de Tel-Aviv, une zone très fréquentée par les ouvriers étrangers.

Cinq personnes ont été tuées sur le coup et quatre autres ont succombé à leurs blessures, selon des sources médicales et policières. Le kamikaze palestinien est mort lui aussi.

Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier en Israël depuis celui commis le 31 août 2004 à Beersheva (sud) par le mouvement islamiste Hamas et qui avait fait 16 morts.

Dans la soirée, un appareil israélien a tiré plusieurs missiles contre une fabrique de métaux à Zeitoun un quartier de l'ouest de Gaza, selon une source de sécurité palestinienne et des témoins. Aucune victime n'a été signalée dans l'immédiat dans ce raid qui a fait d'importants dégâts matériels.

L'armée israélienne avait déjà bombardé à plusieurs reprises cette fabrique, la soupçonnant de confectionner des roquettes artisanales, tirées par les groupes armés palestiniens contre l'État hébreu.

LE JIHAD ISLAMIQUE

Dans la revendication de l'attentat de Tel-Aviv au nom du Jihad islamique, un interlocuteur anonyme a affirmé que cette attaque coïncidait « avec la Journée du prisonnier » et constituait une riposte « aux massacres israéliens et au siège imposé à notre peuple ».

Les Palestiniens marquaient hier la « Journée du prisonnier » par des manifestations de solidarité avec les plus de 9000 des leurs détenus par Israël.

Le Jihad islamique a distribué un enregistrement vidéo en Cisjordanie sur lequel on peut voir le kamikaze, Samir Hamad, lisant son testament, le front ceint d'un bandeau noir et portant un fusil et un Coran.

Hamad, 21 ans, était originaire d'un village de la région de Jénine, en Cisjordanie.

Le Jihad islamique a revendiqué les huit derniers attentats suicide anti-israéliens, y compris celui d'hier.

Le ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz, ainsi que l'armée, ont recommandé d'isoler le nord de la Cisjordanie du reste des territoires palestiniens, a annoncé la radio militaire.

M. Mofaz veut empêcher les Palestiniens de se déplacer entre la région de Jénine et Tulkarem, d'où venait le kamikaze, et les villes de Naplouse et Ramallah situées plus au sud, a ajouté la radio.

Réagissant à l'attentat, le premier ministre israélien en exercice, Ehoud Olmert, a affirmé qu'Israël « saurait riposter par les moyens qui s'imposent ».

LE HAMAS BLÂME ISRAËL

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a pour sa part condamné l'attentat « terroriste » et appelé la communauté internationale à intervenir pour stopper la « grave détérioration » de la situation dans la région.

Le gouvernement palestinien du Hamas en a fait porter la « responsabilité » à Israël. « L'occupation porte la responsabilité de ses actions (...) L'occupation israélienne poursuit ses agressions contre les fils du peuple, les assassinats, les invasions, les arrestations », a affirmé le porte-parole du gouvernement Ghazi Hamad dans un communiqué.

À l'étranger, les réactions se sont multipliées pour condamner l'attentat.

La Maison-Blanche l'a qualifié d'acte « infâme » et a lancé une sévère mise en garde au gouvernement du Hamas contre les « effets les plus graves » d'un soutien de la part de ses membres à des actes terroristes.

UN ACTE « INSENSÉ »

À Ottawa, le chef de la diplomatie canadienne, Peter MacKay, a qualifié hier cet attentat d'« insensé » et pressé le gouvernement palestinien « d'assumer ses responsabilités ».

Le président de la France, Jacques Chirac, le haut représentant pour la politique extérieure de l'Union européenne, Javier Solana, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, Moscou et Londres ont également condamné l'attentat.

L'attaque a eu lieu près de deux heures avant la réunion inaugurale à Jérusalem de la 17e Knesset dont les membres ont été élus le 28 mars.

1721467

LOTO QUÉBEC — Résultats TVA, le réseau des tirages

Banco — Tirage du 2006-04-17 : 03 04 06 09 16 23 24 27 31 37 / 40 41 43 47 50 53 57 62 63 64

Québec 49 — Tirage du 2006-04-17 : 914 — 2285

Extra — Tirage du 2006-04-17 : NUMÉRO 030739

Astro — Tirage du 2006-04-17 : Jour 04 - Mois AVRIL - Année 17 - Signe LION

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Mise-o-jeu +TOTAL- PARIEZ SUR LES SÉRIES ÉLIMINATOIRES DE HOCKEY. DEMANDEZ LE PROGRAMME 2.

1721466

LOTO QUÉBEC — Résultats TVA, le réseau des tirages

Lotto 6/49 — Tirage du 2006-04-15 : 02 03 09 21 26 29 — Complémentaire : 42 — Ventes totales : 17 006 694 $

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	8 368 929,00 $
5/6+	1	325 655,00 $
5/6	192	1 401,10 $
4/6	10 968	46,40 $
3/6	182 055	10,00 $
2/6+	101 806	5,00 $

Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2006-04-15 : 10 12 16 43 46 49 — Complémentaire : 23 — Ventes totales : 496 102,50 $

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	6	500,00 $
4/6	761	50,00 $
3/6	15 474	5,00 $

Extra — Tirage du 2006-04-15 : NUMÉRO 516181

Extra — Tirage du 2006-04-16 : NUMÉRO 196582

Québec 49 — Tirage du 2006-04-16 : 698 — 9748

Banco — Tirage du 2006-04-16 : 03 12 14 15 20 23 24 28 29 32 / 36 39 40 43 44 50 51 55 58 67

Astro — Tirage du 2006-04-16 : Jour 26 - Mois JUIN - Année 85 - Signe SAGITTAIRE

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Astro 25 000 $ CHAQUE JOUR, C'EST ÉCRIT DANS LE CIEL !

1721582

VENTE surprise

0% à l'achat (24 mois)

mazda

Sur tous les modèles 2006 + obtenez gratuitement une radio satellite SIRIUS avec 12 mois d'abonnement

Démonstrateurs À LIQUIDER

Mazda 3 GX 2006 Photo à titre indicatif.

louez à partir de 198$/mois* achetez à partir de 16 495$**

* Pour 48 mois - Transport et préparation inclus - Comptant initial de 2 595$ - 0$ dépôt de sécurité

~~18~~ 12 Mazda 3 2005 - 2006 Détails complets en salle de montre

Rabais jusqu'à 3000$

Mazda 3 sport GS 2006 Photo à titre indicatif.

louez à partir de 236$/mois* achetez à partir de 20 395$**

* Pour 48 mois - Transport et préparation inclus - Comptant initial de 2 495$ - 0$ dépôt de sécurité

~~11~~ 7 Mazda 6 2005 - 2006 Détails complets en salle de montre

Rabais jusqu'à 6000$

Mazda 6 GS 2006 Photo à titre indicatif.

louez à partir de 297$/mois* achetez à partir de 23 795$**

* Pour 60 mois - Transport et préparation inclus - 0$ comptant - 0$ dépôt de sécurité - 0% financement jusqu'à 36 mois

RX8 GT 2005 — 44 995$ - 10 000$ de rabais = 34 995$

10 000$ de rabais

2 400$ d'accessoires inclus. Garantie prolongée incluse.

Détails complets en salle de montre

** Taxes transport et préparation en sus. Valide pour un temps limité. Détails complets en salle de montre.

PREMIER mazda

1600, Jean-Talon Nord (Charest Ouest) Sainte-Foy près de Saint-Sacrement

687-0753 www.premiermazda.ca

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS jusqu'à 1000$ PRÊT À ROULER

UN PRIX RENVERSANT

OUVERT le vendredi 14 avril et le lundi 17 avril

Climatiseur portatif BORA A/C INC

11 600 BTU

Prix suggéré: 1099$

599$ + taxes

Jusqu'à épuisement des stocks

Géothermie

RECOMMANDÉ CAA

Appui financier accrédité Hydro-Québec. commercial

Miville solution climat confort

670, rue Bouvier, bureau 102, Québec www.miville.ca 626-5845

La Semaine québécoise des familles présente le concours Parent et fier de l'être !

Semaine québécoise des familles

Courez la chance de gagner :

- une croisière familiale vers les Îles-de-la-Madeleine à bord du vacancier CTMA plus un séjour de 10 jours au CLUB VACANCES LES ÎLES.

Pour participer, remplissez le bulletin de participation et déposez-le dans une succursale Proxim, Essaim, Obonsoins ou Santé Services ou postez-le à « Concours Parent et fier de l'être! », C.P. 654 Succ. Ahuntsic, Montréal, Qc, H3L 3P2.

Michèle Barbara Pelletier, porte-parole

Rendez-vous au www.groupeproxim.ca pour trouver la succursale la plus près de chez vous.

Valeur de 8 700 $

N'oubliez pas de noter l'indice diffusé à l'émission Coup de pouce sur les ondes de Radio-Canada du 17 avril au 5 mai!

Certaines conditions s'appliquent sur l'âge et la disponibilité des prix. Les fac-similés ne sont pas acceptés.

Date limite de réception des coupons-réponse : 16 mai à 17 h. Règlements détaillés et résultats sur le site www.parentfier.qc.ca

Coupon-réponse

Nom :
Prénom :
Âge :
Adresse :
Ville :
Code postal :
Tél. rés. :
Tél. trav. :
Indice Coup de pouce :

Merci à nos partenaires

EN BREF

ÉTATS-UNIS

G. Ryan corrompu

■ CHICAGO — L'ancien gouverneur de l'Illinois, George Ryan, qui avait acquis une notoriété internationale en graciant tous les condamnés à mort de son État, peu avant la fin de son mandat, risque de finir sa vie en prison après avoir été reconnu coupable hier de fraude et de corruption. Le jury du tribunal fédéral de Chicago a déclaré l'ancien gouverneur républicain âgé de 72 ans, coupable d'avoir réclamé argent et cadeaux pour attribuer des contrats publics. Il a retenu contre lui au total 18 chefs d'accusation dont extorsion, fraude postale, évasion fiscale, fausses déclarations, commis pour la plupart avant qu'il ne soit gouverneur lorsqu'il était secrétaire à l'Intérieur. *AFP*

L'ex-gouverneur de l'Illinois

Fausse alerte

■ WASHINGTON — Un bâtiment du Sénat américain a été bouclé pendant plus de trois heures hier en raison d'une alerte signalant la présence d'agents neurotoxiques, a annoncé la police. Selon la sergente Kimberly Schneider, porte-parole de la police du Capitole, une alarme s'est déclenchée à environ 16 h 50, à proximité d'un bureau de postes en sous-sol. Le bâtiment Dirksen du Sénat a été fermé, avant d'être rouvert à environ 20 h 15, les tests pratiqués s'étant révélés négatifs. Des camions de pompiers et des ambulances se sont immédiatement rendus sur les lieux et des tentes de décontamination ont été installées sur l'emplacement. *AP*

Autour de Bush

■ WASHINGTON — La Maison-Blanche a annoncé hier de prochains changements de personnes au sein du cabinet du président George W. Bush, au sommet de l'impopularité. Ces mouvements suivent la récente nomination de Joshua Bolten à la tête du cabinet de M. Bush, en remplacement d'Andy Card. Au cours d'une réunion de hauts responsables du cabinet hier matin, «Josh a indiqué que le moment était venu de rafraîchir et de redynamiser l'équipe et, pour nous tous, de renouveler notre engagement au moment d'aller de l'avant», a déclaré devant la presse le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan. Ce dernier n'a pas cité de nom, se contentant d'observer que l'ancien poste de Joshua Bolten aux Affaires budgétaires était vacant. *AFP*

SRI LANKA

Au moins 64 morts

■ COLOMBO — Au moins huit personnes ont été tuées hier et de nombreuses autres blessées dans une série d'attaques commises au Sri Lanka et attribuées aux rebelles tamouls qui ont annoncé la veille la suspension de leur participation à des discussions destinées à renforcer la trêve. Ces dernières violences portent à 64, le nombre de personnes tuées en une semaine dans le nord-est du Sri Lanka, une région majoritairement peuplée de Tamouls et en grande partie contrôlée par la guérilla dans un pays où dominent les Cinghalais. La plupart des victimes sont des membres des forces de sécurité. *AFP*

VÉNÉZUELA

Évasion majeure

■ CARACAS — Vingt-quatre détenus se sont évadés d'une prison dans l'est du Venezuela en passant par un tunnel souterrain creusé sous l'enceinte du bâtiment, ont annoncé les autorités hier. Le tunnel était large de 65 centimètres et long de 50 mètres. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer si les détenus avaient bénéficié d'une aide interne ou extérieure à la prison de La Pica (400 km à l'est de la capitale, Caracas), où s'est déroulée l'évasion, a indiqué le ministère vénézuélien de l'Intérieur dans un communiqué. *AP*

CUBA

Cubaines poursuivies

■ LA HAVANE — Sept Cubaines mères de famille ont été déférées devant les tribunaux pour avoir mis en danger la vie de leurs enfants en tentant de quitter illégalement le territoire par la mer, a annoncé hier le quotidien officiel *Granma*. Les faits remontent au 5 avril, lorsque des garde-côtes cubains ont arraisonné une embarcation rapide venue du Mexique chercher 39 Cubains et leurs enfants qui cherchaient à quitter Cuba. Les garde-côtes avaient ouvert le feu sur l'équipage de l'embarcation qui tentait de leur échapper, faisant un mort parmi l'équipage. *AFP*

Zacarias Moussaoui, enfant battu et ballotté qui avait de nombreux amis

■ ALEXANDRIA, Virginie (d'après AFP) — La famille perturbée et les jeunes années de Zacarias Moussaoui, enfant ballotté apprécié pour son «sens de l'humour», mais qui risque aujourd'hui la peine de mort en lien avec le 11 septembre 2001, ont été longuement présentés hier aux jurés.

Avant même de naître, Zacarias Moussaoui a connu la violence : sa mère Aïcha El-Wafi, dont il était le plus jeune enfant, «a été battue pendant sa grossesse», a raconté Jan Vogelsang, appelée par la défense pour présenter la jeunesse du Français.

L'auteur des coups, le père de Zacarias Moussaoui, a vécu un temps à la rue et séjourne aujourd'hui dans un hôpital psychiatrique en France, a déclaré Me Vogelsang, experte qui a interrogé une cinquantaine de personnes en France et au Maroc pour reconstituer l'environnement du Français.

SCHIZOPHRÈNE ?

Pour tenter de lui épargner l'injection mortelle, les avocats de Moussaoui tentent de prouver aux jurés du tribunal fédéral d'Alexandria qu'il est atteint d'une schizophrénie, circonstance atténuante.

Dans un témoignage vidéo diffusé à la Cour, la sœur aînée de Zacarias, Djamila, a évoqué la violence de leur père : «Il nous a tous traumatisés (...), il m'a envoyée je ne sais plus combien de fois à l'hôpital pour des fractures, des trous à la tête».

Djamila a aussi parlé de la schizophrénie dont elle souffre, diagnostiquée après une tentative de suicide et pour laquelle elle doit suivre un traitement. «Sinon, je suis dans une autre réalité», a-t-elle déclaré.

Le père et la seconde sœur de Zacarias, Nadia, souffrent comme Djamila de «troubles psychotiques», de «tendances schizophrènes» et de «symptômes de maladie mentale», a affirmé Me Vogelsang. Zacarias Moussaoui a écouté avec intérêt ses explications, non sans faire connaître par des mimiques ironiques ou des signes de désapprobation son désaccord avec des affirmations.

Entre 1968 et 1974, Zacarias, son frère et ses deux sœurs ont été ballottés d'orphelinats en foyers, d'abord dans le sud-ouest puis à Mulhouse. Et pourtant, Zacarias «était très joyeux, gentil, un beau petit bébé, toujours souriant», a décrit Djamila.

À l'école, c'était un «élève moyen, aux résultats moyens», a poursuivi Me Vogelsang. Turbulent, bavard, mais pas violent, entêté mais respectueux de ses professeurs.

AMI D'UN JUIF

Partout, «Zac» avait des amis. «Il était connu pour son sens de l'humour», a souligné Me Vogelsang, suscitant un grand sourire de l'accusé.

L'experte a aussi évoqué Karine. Elle avait 14 et «Zac» 16 quand ils se sont rencontrés. Ils sont devenus «très proches, de manière inhabituelle pour des jeunes». Leur histoire a duré six ans, au cours desquels ils ont même vécu ensemble. Mais le père de Karine n'a jamais accepté ce «sale Arabe».

À la fin de l'adolescence, Zacarias avait aussi un ami juif, Gilles Cohen, qui est venu témoigner hier de leurs longues discussions sur le conflit israélo-palestinien. «À l'époque, nous avions du mal à comprendre pourquoi deux peuples de la même origine étaient à ce point ennemis alors que nous, un Arabe et un Juif, étions les meilleurs amis du monde», dit Cohen.

Jeudi, Zacarias Moussaoui avait calmement expliqué qu'il souhaitait voir les musulmans détruire l'Amérique et Israël et exterminer tous les juifs.

Moussaoui est sûr d'être libéré un jour et d'écrire un livre, a raconté hier l'un des gardiens de sa prison. Vikas Ohri est sans doute l'une des personnes ayant le plus fréquenté Zacarias Moussaoui récemment: gardien à la prison d'Alexandria où le Français est écroué, il doit vérifier toutes les demi-heures que tout est en ordre.

EXPLOSION FUNESTE DANS UN ÉDIFICE COLOMBIEN

AP

Une explosion dans un immeuble du centre de Bogota, vraisemblablement attribuable à une fuite gaz, a fait six morts et sept blessés hier, a-t-on indiqué de source policière. «La déflagration s'est produite à la suite de l'explosion de deux bonbonnes de gaz», a déclaré une source policière, qui n'a pas totalement écarté l'hypothèse d'un attentat terroriste. «La principale hypothèse est celle d'une explosion accidentelle, mais nous analysons toutes les possibilités», a ajouté cette source. L'immeuble de trois étages, dont le rez-de-chaussée abritait des magasins, a été sérieusement endommagé par l'explosion, qui a provoqué des dégâts aux bâtiments voisins, et six cadavres ont été retirés des décombres par les pompiers. Les sept blessés ont été transportés à l'hôpital San Blas dans le centre de Bogota, a précisé la même source. AFP

Rumsfeld résiste et croit que la crise le concernant «passera»

WASHINGTON (d'après AFP) — Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a résisté hier aux appels à la démission par des généraux à la retraite jugeant que l'effervescence médiatique autour de cette révolte «passera».

«Cela, aussi, passera», a déclaré M. Rumsfeld à l'animateur de radio conservateur, Rush Limbaugh, qui lui demandait ce qu'il ressentait d'être passé du statut de *sex-symbol* à la situation où «pratiquement l'ensemble des médias lui tombent dessus à propos des six généraux qui demandent (son) départ».

Six généraux à la retraite ont réclamé ces dernières semaines la démission de Donald Rumsfeld, l'accusant d'être responsable des erreurs commises en Irak. Ils lui reprochent surtout son arrogance et son refus d'accepter la contradiction. L'ancien commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, le général Wesley Clark, les a rejoints.

«Plus la critique est féroce, plus la défense se renforce de la part de gens qui ne sont pas d'accord», a ajouté le secrétaire à la Défense, qui s'est dit heureux du soutien apporté par d'autres généraux à la retraite.

Il a dit qu'il ne savait pas pourquoi il était attaqué ainsi : «Je ne peux pas aller dans l'esprit des gens».

Parmi les généraux venus lui apporter leur soutien, on compte notamment Richard Myers, l'ancien chef d'état-major interarmées, Tommy Franks, ex-commandant de l'invasion de l'Irak en 2003, Michael DeLong, ancien adjoint de Franks au Commandement central (CENTCOM), et l'amiral Vernon Clark.

«Ce ne sont pas aux militaires de juger les chefs civils», avait estimé hier le général Myers qui a pris sa retraite récemment.

Quatre autres généraux à la retraite ont publié hier dans le *Wall Street Journal* une tribune libre dans laquelle ils apportent leur soutien au secrétaire à la Défense et reprochent aux généraux rebelles de ne pas respecter le devoir de réserve.

«Appeler à la démission du secrétaire à la Défense en temps de guerre peut nuire à la mission des États-Unis», écrivent les généraux John Crosby, Thomas McInerney, Burton Moore et Paul Vallely.

Les experts incriminent Saddam

BAGDAD (d'après AFP) — La 21e audience du procès de Saddam Hussein a vu hier des experts conclure à l'authenticité des signatures du président irakien déchu sur des documents l'impliquant dans le massacre de chiites.

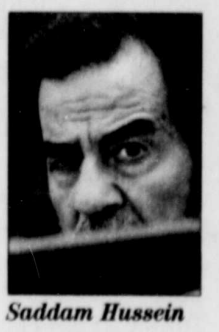
Ces conclusions, concernant aussi certains de ses sept coaccusés, ont été rejetées par la défense, qui a demandé une expertise de spécialistes «neutres».

L'audience du Haut tribunal pénal, qui a duré une heure environ, a commencé par une ferme mise au point du juge présidant aux débats, le Kurde Raouf Rachid Abdel Rahmane, rejetant une demande de récusation de la défense. Cette dernière met en cause son impartialité.

«Je rejette totalement cette suggestion. Il n'y a de ma part aucun préjugé concernant les accusés et cette affaire sera jugée sur la base de preuves sans aucune influence étrangère», a-t-il affirmé.

Le tribunal a ensuite écouté le rapport d'experts qui ont affirmé que les signatures de Saddam Hussein et d'autres coaccusés sur des documents les impliquant dans la répression des villageois chiites de Doujaïl, au nord de Bagdad, étaient authentiques.

Le président déchu est accusé d'avoir ordonné la répression qui a suivi une attaque manquée contre son convoi en 1982 à Doujaïl, pendant laquelle 148 personnes ont été condamnées à mort et exécutées. Le procureur général Al-Moussaoui a reproché pour sa part aux experts de ne pas avoir examiné tous les documents qui leur avaient été soumis.



Saddam Hussein

Barzan Al-Tikriti, demi-frère de Saddam Hussein, et chef des services de renseignement au moment des faits, a mis en doute les conclusions des experts, en soulignant qu'il était facile de falsifier sa signature.

Il a accusé M. Moussaoui d'avoir divulgué sur Radio Sawa, financée par les Américains, le contenu du rapport avant sa présentation au tribunal, ce qu'a démenti l'intéressé avec force.

Le juge Abdel Rahmane a renvoyé le procès à demain pour permettre aux experts de finir leur travail, à l'issue de l'audience à laquelle assistaient les huit accusés.

Mystérieuse visite iranienne à Washington

■ WASHINGTON (d'après AFP) — Le département d'État américain a confirmé hier qu'un haut responsable iranien se trouvait actuellement dans la capitale américaine, mais n'a pas voulu préciser depuis quand et pourquoi il se trouvait à Washington.

Le porte-parole du département d'État, Sean McCormack, a indiqué que Mohammed Nahavandian, conseiller économique du négociateur en chef du dossier nucléaire, Ali Larijani, se trouvait à Washington.

«À ma connaissance, il n'est pas ici pour des réunions avec des responsables du gouvernement américain et certainement pas avec des membres du département d'État», a dit M. McCormack.

Le porte-parole a indiqué que le responsable iranien n'avait pas fait de demande de visa, mais qu'il était venu aux États-Unis légalement.

La présence de ce haut responsable iranien dans la capitale américaine intervient alors que les États-Unis sont en train de réfléchir aux sanctions qui pourraient être imposées par les Nations unies à l'encontre de l'Iran pour son programme nucléaire plutôt controversé.

Washington et Téhéran n'entretiennent pas de relations diplomatiques.

LE PENTAGONE SE TAIT

Le Pentagone a parallèlement refusé hier de commenter les affirmations d'un analyste militaire selon lesquelles Washington a commencé à planifier une opération militaire d'envergure contre l'Iran avant l'intervention en Irak de mars 2003.

«C'est le ministère de la Défense des États-Unis. Nous planifions toutes sortes de choses», a dit un porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman.

Dans un article publié hier dans le *Washington Post*, l'analyste militaire William Arkin affirme que le plan porte le nom de code TIRANNT ou Theater Iran Near Term (théâtre iranien à l'approche de son échéance).

Le projet inclut une analyse détaillée de l'arsenal de missiles de l'Iran et un plan d'attaque pour neutraliser les armes de destruction massive iraniennes, précise M. Arkin.

Ces affirmations interviennent après la publication d'un article dans le magazine *New Yorker* selon lequel l'option militaire est étudiée contre l'Iran et prévoit l'utilisation d'armes nucléaires tactiques antibunkers contre des installations nucléaires.

«À propos des histoires qui parlent de planification militaire concernant l'Iran, je les qualifierais de pure spéculation», a dit M. Whitman.

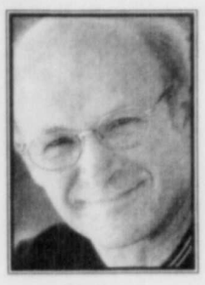
LES «CINQ» À MOSCOU

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne, auront aujourd'hui à Moscou des discussions sur le nucléaire iranien alors que Téhéran affirme avoir rejoint le club des puissances nucléaires et tente de dissuader Washington de toute attaque. Plantant le décor avant la réunion, l'ambassadeur de l'Iran à Moscou a déclaré hier que l'Iran était «prêt» à une guerre mais «espérait» encore une solution diplomatique à la crise.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU
Directrice de l'information MYLÈNE MOISAN

Les voisins



Robert Fleury
RFleury@lesoleil.com

Il y a souvent une relation amour-haine entre voisins. S'ils se querellent pour un tout ou pour un rien, ça devient vite invivable. Mais ils peuvent aussi développer des relations harmonieuses en désamorçant les inévitables conflits dès qu'ils surgissent.

Deux litiges opposent actuellement les Hurons-Wendats à la Ville de Québec et à un groupe de résidants du quartier Château-d'Eau. La construction d'un hôtel-musée de 55 chambres au nord de l'usine de traitement de l'eau de la Ville de Québec et l'obligation faite au gouvernement fédéral, avant 2020, de retourner aux Hurons 1352 acres de terrain pour leur développement économique. Il s'agit de deux dossiers distincts, sauf qu'ils sont interreliés dans leur solution.

Ces terrains doivent être acquis de gré à gré. Ils ne peuvent être expropriés. Ils représentent l'équivalent de 3900 emplacements résidentiels alors que le Village-Huron ne compte que 575 logements ! Or, il y a bien peu de terrains vacants autour de la réserve indienne, une enclave dans le territoire de la nouvelle ville de Québec. Il faut donc négocier pour les acheter !

L'an dernier, l'administration L'Allier était prête à céder 80 acres pour un hôtel-musée (ancienne tannerie Cantin) et un amphithéâtre en plein air sur l'emplacement du parc de la Falaise, près du boulevard Saint-Jacques. Les autres terrains ne pourront guère se situer qu'en direction de Saint-Émile vers le nord.

Les résidants du secteur ont vu dans l'hôtel-musée un irritant majeur. Ils craignent que la circulation accrue et le vaste stationnement ne gâchent leur qualité de vie. C'est pour tirer l'affaire au clair que la mairesse de Québec a organisé une consultation publique la semaine dernière. Un geste qui honore M^me^ Boucher et qui a déjà permis de calmer les esprits obnubilés par le syndrome du pas-dans-ma-cour !

Les résidants devront se faire à l'idée que la Ville ne peut empêcher la construction de l'hôtel-musée. Leur crainte de voir leur vie perturbée par un va-et-vient de véhicules automobiles, dont des autocars de touristes, semble un peu exagérée. L'achalandage pourrait toutefois être plus élevé sur la rue Cloutier que les 10 ou 15 % indiqués par la Division des transports de la Ville de Québec.

Par contre, le projet d'agora des Hurons-Wendats au parc de la Falaise semble tout à fait inutile. Il devrait être abandonné. Loretteville en offre déjà une au parc Jean-Roger-Durand, de l'autre côté de la rivière Saint-Charles, à un jet de pierre du Village-Huron par le boulevard Bastien ou le corridor des Cheminots. Ce site historique des chutes Kabir Kouba mériterait par contre une valorisation de ses vestiges et une meilleure interprétation. Sa valeur historique vaut tant pour les autochtones que pour les non-autochtones. Tous devraient donc en profiter, quel qu'en soit le propriétaire.

Même si les Hurons-Wendats ont des droits incontestables, ils ne peuvent agir unilatéralement sans se soucier des quartiers avoisinants. Le déversement de neiges usées en bordure de la rivière, s'il se révèle exact, doit cesser. Et il y a moyen de mieux intégrer des aires de stationnement au milieu forestier pour le musée-hôtel.

De même, la Ville de Québec doit faciliter la réalisation des projets du Village-Huron et l'aider à acquérir des terrains si cela se fait dans le respect de son environnement urbain. Certaines réglementations pourraient même être harmonisées (comme fermer le moteur des autocars à l'arrêt).

Les activités économiques et touristiques des Hurons-Wendats profitent à tout le secteur Loretteville-Neufchâtel. Si des représentants de la nation huronne siègent déjà sur divers organismes reliés à la Ville de Québec, pourquoi ne pas inviter des leaders du secteur à en faire autant sur des comités socio-économiques du Village-Huron. Tous y gagneraient.

VOS **COMMENTAIRES**

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC

Payer pour le passé

Le président de la SAAQ a déclaré que si l'on ne fait rien immédiatement, ça sera pire encore… et il a raison. Pourquoi faisons-nous face à de si fortes augmentations ? Parce que certains gouvernements antérieurs ont, pour des fins électoralistes, gelé les primes d'assurances pendant des années. Les primes d'assurance habitation et automobile (dommages matériels) n'ont-elles pas augmenté, de façon graduelle, durant toutes ces années ? Pourquoi, sous prétexte qu'il s'agit d'une assurance gérée par l'État, devait-il et pouvait-il en être autrement ? Il serait insensé de ne pas reconnaître que la position du président est logique et, tenant compte du passé, raisonnable. D'autre part, certains prennent prétexte du présent débat sur l'augmentation des coûts pour dénoncer le niveau des prestations, quand ce n'est pas l'ensemble du système de compensation. Des améliorations s'imposent sûrement, mais il s'agit là d'un débat totalement différent… sur lequel le président de la SAAQ devrait peut-être se pencher.

L-Philippe Milot
Québec

SAAQ et abus

Je vous écris pour vous faire part de ma frustration envers les hausses du permis de conduire des motocyclistes. Comme dirait M. Harbour, ça coûte cher un accidenté de moto. Je suis partie une fin de semaine en motoneige dans une pourvoirie cet hiver. On a fait la connaissance des trois gars de la Rive-Sud de Montréal. L'un deux était un accidenté de la route en moto. Il avait eu un accident l'été dernier. Conclusion : fracture du fémur, de l'avant-bras, des poignets, etc. Il est maintenant en arrêt de travail et sur la SAAQ. Comment se fait-il qu'il puisse passer l'hiver à faire de la motoneige, à se promener un peu partout dans les sentiers de motoneige, à faire la belle vie, quoi ? S'il est capable de faire tout ça, il devrait donc être capable de travailler. M. Harbour, ça peut bien coûter cher les accidentés de la route quand on voit des choses comme ça. Il devrait y avoir un peu plus de surveillance de ce côté. Et dire que c'est moi qui me lève à tous les matins pour aller travailler et payer une partie des frais de ce monsieur. Je viens d'avoir mon permis de moto, je me promène de temps en temps le dimanche en touriste dans les régions avoisinantes. Et vous venez me dire qu'il faut que je paye mon permis de conduite plus cher pour payer des gens comme ce gars-là ? Vous saurez, monsieur Harbour, que la pilule est dure à avaler. Je suis pour une hausse de mon permis moto, mais il ne faudrait pas exagérer.

Mireille Goulet
Sainte-Claire

Un été chaud

C'est avec dégoût que j'ai écouté les explications du patron de la SAAQ dernièrement. Hausser les permis, je peux vivre avec ça, mais que ce soit pour tous. Dites-moi pourquoi les motocyclistes paieraient toute la facture du déficit de la SAAQ ? À ce que je sache, tous les automobilistes au Québec profitent de son assurance, alors que tous paient la note ! Je conduis des motocyclettes depuis que je suis en âge de marcher. C'est une passion merveilleuse qui coûte peu à nos routes toutes défaites par les gros fardiers. Je n'ai pas encore vu une motocyclette briser les routes. Nous polluons moins que tous ces véhicules qui

ARCHIVES LE SOLEIL

Les hausses de tarifs demandées par la Société d'assurance automobile du Québec suscitent de vives réactions.

roulent à l'année. Je tiens à dire à monsieur le patron de la SAAQ de se préparer, car son été va être difficile. Nous sommes en train de nous organiser et des problèmes, il va y en avoir pour toute la population. J'ai une réponse pour la SAAQ et son patron : l'année prochaine, toutes les motos du Québec seront immatriculées en Ontario. Surprise : un déficit encore plus gros et dehors le petit *boss* de pacotille.

Yves Forgues
Québec

Rapide et courtois

À la suite de la perte de mon permis de conduire, je me suis rendu il y a quelques mois au bureau d'immatriculation de la SAAQ à Beauport. J'ai reçu un service courtois et diligent. Deux jours plus tard, je recevais mon permis. Combien de fois nous critiquons négativement le service gouvernemental. À mon avis, nous négligeons de souligner le mérite qui appartient à ces employés. Donc, je profite de cette occasion pour les féliciter.

Marcel Paradis
Beauport

CARREFOUR DES LECTEURS

Américains antiaméricanistes ?

Se pourrait-il que la vague antiaméricaniste des dernières années soit non fondée ? Un article du *Macleans* daté du 17 avril témoigne de l'antiaméricanisme des Américains envers leur propre administration. En 2004, une étude de la George Mason University a démontré que 80 % de la population considère la première année de l'administration Bush comme étant un échec, plus de la moitié la considère comme était la pire administration depuis la Grande dépression, alors que plus du tiers la considère comme étant la pire des 100 dernières années. Il serait temps que les nations québécoise et canadienne soient conséquentes… On ne peut pas discréditer un chef politique au Québec de par ses actions et prises de positions et du même coup discréditer tous les Américains en fonction de leur chef politique ! Voilà encore un exemple parfait du paradoxe québécois et canadien.

Kim Campion
Québec

Si la critique se taisait

« La critique est aisée. » Parfois on aimerait pouvoir dire : « Si la critique se taisait… » Ann Bourget, chef désignée de l'opposition, reproche à la mairesse Boucher d'usurper les décisions du conseil de ville. Pourtant, le 6 février dernier, le RMQ imposait l'entrée en vigueur des changements des noms de rue et des noms des anciennes villes sur une simple résolution du conseil. La rectification des erreurs de noms de rues annexée à la Commission de toponymie retarde leur officialisation.

Le libellé de la résolution adoptée le 20 juin 2005 se lit comme suit : « L'entrée en vigueur des nouveaux noms sera déterminée dans les jours suivants leur approbation par le conseil municipal. » L'examen rigoureux de tous les procès-verbaux du conseil du 20 juin au 8 novembre 2005 confirme qu'aucune décision du conseil n'a précisé cette date butoir du 16 janvier 2006. Pourtant, le 8 novembre, Postes Canada et la Ville publiaient un communiqué conjoint spécifiant cette date pour la première fois. Le 29 décembre, ces partenaires expédiaient un avis aux 24 000 citoyens touchés. L'administration L'Allier a jugé superflue la diffusion d'avis publics informant l'obligation de plus de 155 000 citoyens à changer le nom de leur ancienne ville.

Qui a usurpé le pouvoir du conseil de ville ? L'ex-maire L'Allier, Jacques Joli-Coeur ex-pro-maire et ex-président du comité de toponymie ou le conseil exécutif de l'ancienne administration dont vous étiez un membre votant ? M^me^ Bourget, d'où provient cette collaboration soudaine et inhabituelle avec une société d'État fédérale et comment justifiez-vous vos attaques interminables contre M^me^ Boucher ?

Francine Matteau
Québec

Ma maison en PPP

Les nouvelles maisons sont devenues trop chères. Pour en construire une, je devrais m'endetter et laisser à mes héritiers cet actif qui risquerait d'être encore sous le coup d'une interminable hypothèque. Je veux donc imiter Jean Charest et Philippe Couillard et je vais lancer un appel d'offres pour qu'un entrepreneur privé prenne en charge ma nouvelle maison et qu'il me la loue pour le restant de mes jours. Mes héritiers sont sûrs de ne pas hériter de mes dettes et ils auront le choix eux aussi d'habiter cette magnifique maison, à prix d'or bien sûr, mais un bilan sans dette paraît tellement mieux.

Si mon gouvernement n'a pas les reins assez solides pour acheter ses propres immeubles et qu'il préfère payer pour le risque, encourir des taux d'emprunts plus élevés et payer du rendement sur investissement à perpétuité en passant par des entrepreneurs, imaginez combien je fais bien de capituler moi aussi et de laisser mes actifs à d'autres. Pourquoi devrais-je assumer un risque par rapport à ma propre maison, à ses coûts de construction ou aux aléas de la propriété ? Pour un profit intéressant, il se trouvera sûrement une entreprise prête à supporter ce risque à ma place.

En fait, la théorie Charest est l'inverse du fameux slogan de Jean Lesage : « Maîtres chez nous ». Avec Charest, ce sera « Locataires chez nous ».

Jean Lachance
Québec

ARCHIVES LE SOLEIL

Bien qu'il soit un « libéral de toujours », Michel Roy de Neuville critique sévèrement le premier ministre Jean Charest.

Minuit moins quart

(À Jean Charest)

Je veux vous féliciter pour avoir choisi de passer à l'histoire comme étant le premier ministre qui aura permis l'éclatement du Canada. Depuis que vous avez pris le pouvoir, nous n'avons connu que déceptions à la suite de plusieurs des décisions que vous et votre gouvernement avez prises. Pendant les deux premières années, nous voulions bien croire qu'il y avait du ménage et des correctifs à effectuer, mais nous sommes maintenant tout près de la dernière année avant les élections et vous multipliez avec arrogance les décisions qui vont à l'encontre des attentes des Québécois. Vous ne semblez pas réaliser que si votre parti n'est pas élu aux prochaines élections M. Boisclair fera tout ce qui est nécessaire pour promouvoir la séparation du Québec. Je crains qu'il y arrive. Les sondages démontrent clairement que votre parti ne gouvernera pas après les prochaines élections. Même des libéraux de toujours comme moi et ma famille ne voteront pas pour vous. Plutôt annuler mon vote que de risquer d'autres déceptions auxquelles vous nous avez habitués. Il est minuit moins quart. Il est encore temps de vous mettre à l'écoute de la population.

Michel Roy
Neuville

▸ Écrivez-nous !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ? Écrivez-nous à **opinion@lesoleil.com**

Adresse postale :
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire.
Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

ANALYSE

L'ÉTAT DU QUÉBEC DANS LE MONDE (12)

Immigration : équilibre entre contrôle et insertion

Quand on compare l'administration publique du Québec à celle des autres États fédérés ou à des pays occidentaux, comment se situe-t-elle ? Pour y répondre, les chercheurs de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP poursuivront, au fil des semaines, leurs analyses de la situation, à l'invitation du journal LE SOLEIL. Ils se penchent aujourd'hui sur les politiques d'immigration.

ARCHIVES LE SOLEIL

L'admission des étrangers sur le territoire, l'acquisition de la nationalité, l'intégration sociale et culturelle des immigrants ou le contrôle des frontières sont des responsabilités de base des États.

Phénomène mondial complexe, la question des migrations internationales massives ébranle aujourd'hui la souveraineté des États-nations. Avec près de 26 millions d'immigrants légaux durant la dernière décennie, les États-Unis sont le pays d'accueil champion loin devant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. « Terres d'immigration » traditionnelles, l'Australie et le Canada en comptent 4 millions chacun. En pourcentage par rapport à la population locale, l'ordre est évidemment tout autre, le Québec se situant sur ce plan-là dans la moyenne des pays développés avec près de 10 % de personnes nées à l'étranger (voir tableau).

L'admission des étrangers sur le territoire, l'acquisition de la nationalité, l'intégration sociale et culturelle des immigrants ou le contrôle des frontières sont des responsabilités de base des États. En fonction de critères qui varient dans le temps et pour chaque pays, les politiques d'immigration ont donc pour premier objectif de contrôler et de réguler le volume et la composition des cohortes d'immigrants.

TROIS SYSTÈMES

Depuis les années 1920, l'octroi de la citoyenneté obéit aux États-Unis à un « système de quotas ». Ils étaient à l'origine fixés par nationalité dans le but de maintenir l'équilibre ethnique et religieux du pays. Cette procédure a été abolie en 1965. La Loi sur l'immigration de 1990 prévoit néanmoins des « plafonds » globaux (20 000 personnes du même pays au maximum) et des plafonds spécifiques pour deux catégories d'immigrants : les travailleurs (maximum de 140 000) par métier ou secteur d'activité et les ressortissants de pays ne comptant que 50 000 citoyens déjà devenus immigrants permanents aux États-Unis au cours des cinq dernières années (plafond annuel de cette catégorie : 55 000 personnes). À noter que cette seconde procédure est fondée sur un tirage au sort.

En 1967, le Canada a renoncé à son propre système de quotas pour adopter une politique de sélection des migrants fondée sur un « système à points ». Selon ce système, les personnes qui souhaitent immigrer au Canada en tant que « travailleur qualifié » sont sélectionnées en fonction de six critères : les compétences linguistiques, le niveau d'études, l'expérience professionnelle, l'âge, l'existence d'un emploi réservé au Canada et la capacité d'intégration de la personne. Chacun de ces critères se voit attribuer un nombre variable de points. Le candidat est admissible s'il a obtenu un score de 67 sur 100. Depuis 1978, le Québec a obtenu de participer significativement à l'examen des candidats qui souhaitent s'établir sur son territoire.

À la recherche d'informaticiens, l'Allemagne a instauré en 2000 un troisième système étatique dit de « contrat de séjour ». Généralement de durée moyenne (ex. cinq ans), difficilement renouvelable, il est appliqué en fonction d'impératifs économiques conjoncturels, c'est-à-dire pour pallier une pénurie spécifique et provisoire de main-d'œuvre spécialisée. Les personnes retenues bénéficient d'un droit de séjour et de l'accès à la plupart des services publics. Ce système inspire désormais d'autres pays européens (Danemark, Pays-Bas) et même plus loin le Japon.

L'EUROPE AU CŒUR DES TENSIONS

À l'échelle de l'Union européenne, une politique d'immigration encadre exclusivement la libre circulation des personnes, des capitaux et des biens et services entre les États membres. Depuis le traité de Rome en 1957, cette politique est sans cesse réactualisée par de nouveaux accords et des directives d'application : Schengen I (1985), Schengen II (1990), Traité de Maastricht (1993). En revanche, la question des immigrants provenant d'autres pays continue de relever strictement de la compétence des États nationaux.

Les intérêts économiques nationaux à court terme, mais aussi le poids de l'histoire continuent ainsi d'inspirer le recrutement et la sélection des candidats à l'immigration et expliquent parfois leur faible intégration sociale et culturelle dans chacun des pays. Conçus pour satisfaire des besoins immédiats de main-d'œuvre ou pour respecter des accords bilatéraux favorisant souvent les ressortissants d'anciennes colonies, les dispositifs mis en place prennent en effet rarement en compte les impacts possibles sur les autres membres de l'Union.

En outre, soucieux de se distinguer, certains gouvernements de pays développés ou émergents affichent volontiers avec emphase des valeurs d'ouverture et d'accueil. Ce discours ambigu — car fréquemment contredit par la réalité — exacerbe, dans les sociétés moins prospères, l'espoir, légitime au plan humain et reconnu par les conventions internationales sur les droits de l'homme, de conditions de vie meilleures. Avec pour conséquence une augmentation sans précédent de l'immigration clandestine, notamment dans les régions frontalières jugées plus perméables (Europe méditerranéenne ou orientale, sud des États-Unis,) ou dans les pays à la prospérité récente (Venezuela, Argentine, Afrique du Sud, Émirats arabes unis, Malaisie).

TENDANCES DES POLITIQUES

Immigration clandestine, non intégration des populations immigrantes ou, à l'inverse, pénurie des demandes pour certaines professions recherchées sont les effets non désirés de politiques d'immigration décidées en ordre dispersé. Politiques qui doivent par ailleurs tenir compte de déterminants migratoires de plus en plus insaisissables : immigration économique, asile politique, statut de réfugié, permis de séjour temporaire, regroupement des familles, etc.

Si l'apport direct (entrée des immigrants) et indirect (fécondité des immigrants) à la croissance démographique du pays d'accueil est reconnu, il ne contribue généralement pas, selon les spécialistes, à résoudre le problème du vieillissement de la population des sociétés industrielles. Des considérations d'ordre économique restent donc la principale motivation des gouvernements en matière d'immigration.

Besoins d'une main -d'œuvre qualifiée et même hautement qualifiée, recherche d'immigrants entrepreneurs ou investisseurs, attraction de candidats scolarisés dont le profil culturel et linguistique réduira les coûts d'intégration attisent la concurrence entre les États des pays développés. Par contre, les taux d'accueil de nouveaux arrivants légaux non qualifiés stagnent ou régressent depuis 2000.

Des considérations d'ordre économique restent la principale motivation des gouvernements en matière d'immigration

Dans cette perspective, la révision des politiques nationales d'immigration s'oriente, dans la plupart des pays industrialisés, dans quatre directions: la lutte contre l'immigration clandestine, l'immigration sélective, une meilleure intégration des étrangers en situation régulière, et, pour certains États plus exposés, le développement de partenariats avec les pays tiers pour les inciter à décourager l'émigration de leurs ressortissants, mieux encadrer les transits sur leur territoire et aider au retour des migrants dans leur pays d'origine.

La maîtrise de l'immigration légale se fait d'abord à travers les modalités d'attribution de la nationalité. Aux pays (États-Unis, Royaume-Uni) favorables à une politique souple accordant la nationalité à toute personne née sur le territoire national ou « droit du sol », s'opposent ceux (Allemagne, Japon) qui préfèrent une politique plus contrôlée n'accordant la nationalité que si les parents sont eux-mêmes originaires du pays ou « droit du sang ». Le Canada, la France et d'autres pays dits « d'établissement » pratiquent — tendance qui se généralise — un équilibre « droit du sol-droit du sang » et favorisent le regroupement des familles des nouveaux titulaires du statut de citoyen. Enfin, des États (Espagne, France, Pays-Bas, Portugal) ont conservé dans leur « droit de la nationalité » des reliquats de la période coloniale en négociant un statut spécifique pour les ressortissants de certaines anciennes colonies.

Formations linguistiques, examens écrits sur l'histoire et les valeurs de la société d'accueil sont deux exemples des nombreuses mesures prises par les pays — seuls les États-Unis et le Royaume-Uni font exception — pour favoriser l'intégration des immigrants. Au Québec, la maîtrise du français est valorisée dans les dossiers de candidature des immigrants dits « indépendant » ou « travailleurs qualifiés ». Divers programmes publics (à temps partiel ou complet) sont offerts (45,8 millions $ en 2006-2007) pour faciliter l'apprentissage de la langue par les arrivants non francophones.

Le plan d'action du gouvernement québécois pour la période 2004-2007 reconnaît formellement un « contrat moral » qui implique des droits et des responsabilités tant pour la société d'accueil que pour l'immigrant. À cet effet, les principaux axes de l'action conduite par le ministère chargé de l'immigration sont 1) « Une immigration correspondant aux besoins du Québec et respectueuse de ses valeurs », 2) « L'accueil et l'insertion durable en emploi », 3) « L'apprentissage du français ».

Pour communiquer avec l'Observatoire : Danielle Landry : (418) 641-3000, poste 6574 ; télécopieur : (418) 641-3057; courriel: danyelle.landry @enap.ca; Internet www.observatoire.enap.ca.

Pourcentage de la population née à l'étranger

	Citoyens nés à l'étranger	Résidents non permanents
Japon	1,0 %	1,0 %
Finlande	2,5 %	1,7 %
Espagne	5,3 %	3,8 %
Danemark	6,8 %	5,0 %
Norvège	7,3 %	4,3 %
Royaume-Uni	8,3 %	n.d.
Québec	9,9 %	0,6 %
France	10,0 %	5,6 %
Pays-Bas	10,1 %	4,2 %
États-Unis	10,4 %	6,6 %
Irlande	10,4 %	5,9 %
Belgique	10,7 %	8,2 %
Suède	12,0 %	5,3 %
Allemagne	12,0 %	5,0 %
Canada	17,4 %	5,3 %
Nouvelle-Zélande	19,5 %	n.d.
Suisse	22,4 %	19,3 %
Australie	23,6 %	7,4 %
Luxembourg	32,6 %	37,3 %
Moyenne / pays de l'OCDE	**7,8 %**	**4,5 %**

Sources: OCDE, Bilan migratoire 2002; ministère québécois responsable de l'Immigration

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

COMMENTAIRE

RECYCLAGE

Poudre aux yeux

Jean Casault

L'auteur habite Saint-Rédempteur.

Un des reportages télévisés de *L'Œil d'Everell* a suscité chez moi une très vive réaction. Adepte de la récupération depuis ses débuts, je suis un de ces granolas qui ramassent ses matières recyclables. Ce que j'ai vu dans ce reportage était indescriptible. Des tonnes et des tonnes de matières recyclables abandonnées en montagne et que VIA, la société de récupération sous contrat avec Lévis, devra enfouir dans le dépotoir avec le reste. Qui plus est, la société VIA n'a pas voulu faire de commentaires. J'étais furieux.

J'ai communiqué avec la Ville de Lévis pour savoir pourquoi je perdrais mon temps à fournir des matières à recycler si le trois quarts devaient être enfouis dans le dépotoir ? Vous savez ce que m'a répondu le responsable de la gestion des matières résiduelles ? Que tout est faux !

Le reportage est falsifié, ce sont quelques débris résiduels sur des montagnes de neige. On a expliqué au journaliste et à son caméraman ce qui se passait vraiment, c'est-à-dire que sur 30 000 tonnes traitées, un faible 5 à 6 % ne l'est pas parce que ce n'est pas recyclable : des vélos, des ordures ménagères et même des... moufettes. Ce monsieur a déploré vivement le reportage qu'il a apparemment démenti à Radio-Canada et dans les journaux, mais il faut croire que j'ai manqué ce bout-là. Qu'importe les démentis, quelqu'un ici a trafiqué l'information parce qu'il savait que les montagnes d'objets reposaient en fait sur de la neige soufflée. Une petite visite au site vous convaincra d'ailleurs qu'il n'y a déja presque plus rien, m'a répondu le responsable.

ARCHIVES LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

«Pourquoi je perdrais mon temps à fournir des matières à recycler si les trois quarts devaient être enfouis dans le dépotoir?» demande Jean Casault.

En passant, vous savez pourquoi VIA n'a pas fait de commentaires à la caméra ? Parce qu'en l'absence du patron André Poitras, en vacances, les employés n'ont pas le droit de parler au nom de la direction. Je viens de leur parler d'ailleurs et leur version est la même que celle de la Ville.

Je ne pensais pas qu'un jour le vieil adage voulant qu'on ne doit pas croire ce qu'on lit allait être appliqué, à l'aide de trucages et de manipulation, à ce qu'on voit.

POINT DE VUE

Une belle pelouse sans pesticides, c'est possible !

Lili Michaud

Agronome et ex-infirmière, l'auteure est consultante et formatrice en horticulture écologique.

À la lecture des articles traitant de la nouvelle réglementation sur les pesticides parus le 4 avril, je déplore plusieurs commentaires négatifs. Ces derniers risquent de confondre la population alors que tous devraient se réjouir de cette merveilleuse réglementation qui priorise d'abord et avant tout la santé des humains.

Dans un climat de morosité où les mauvaises nouvelles se succèdent (fermeture du zoo, changements climatiques, etc.), il est plus à propos de célébrer l'aboutissement de ce règlement unique et avant-gardiste en Amérique du Nord. Je me permettrai donc de rectifier certains faits concernant les pesticides et l'entretien des pelouses.

Il est dommage de croire qu'il n'existe pas d'alternative aux pesticides dans l'entretien des pelouses. Cependant, la solution ne repose pas sur un simple changement de nos habitudes de consommation de produits, mais plutôt sur un changement dans notre façon de concevoir une belle pelouse et par l'adoption de saines pratiques d'entretien.

Une belle pelouse écologique ne ressemble en rien à « un vert de golf », car la monoculture n'existe pas dans la nature. Une belle pelouse écologique est plutôt une pelouse saine, vigoureuse et diversifiée. Cela implique qu'on accepte la présence d'autres plantes telles que les « mauvaises herbes », que je préfère nommer « plantes adventices », ce qui est beaucoup moins péjoratif.

BON ENTRETIEN

Mais accepter la diversité ne veut pas dire laisser-aller pour autant. Il sera donc important d'adopter de saines pratiques d'entretien qui visent à obtenir une pelouse moins vulnérable aux envahisseurs (insectes ravageurs et plantes adventices). Ces pratiques se résument à maintenir un sol en santé, opter pour des hauteurs de tonte élevées (sept à huit cm), utiliser du compost ou des engrais naturels, réensemencer les surfaces dénudées et enfin contrôler manuellement les pissenlits (si désiré). Finalement, si malgré tout un problème survient, il existe quelques pesticides à faible impact.

Si comme les sondages le suggèrent, l'environnement est une des préoccupations majeures des Québécois, le temps est maintenant venu pour tous de poser une geste concret et de faire la transition vers des pratiques d'entretien écologiques de la pelouse. La santé de tous, mais particulièrement la santé de nos jeunes enfants et celle de votre gentil « pitou » n'en sera que bonifiée.

COURTOISIE DE LA COOP ÉTUDIANTE LA GRIFFE

Les élèves de la Polyvalente de Dégelis ont travaillé fort à leur projet de friperie La Griffe.

MISE SUR PIED DE COOPÉRATIVES ÉTUDIANTES

L'initiation aux affaires sur les bancs de l'école secondaire

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — De nombreux jeunes de l'Est du Québec sont sensibilisés au monde des affaires à l'école et ce dès le niveau secondaire, grâce à des coopératives qu'ils mettent sur pied. Outre l'expérience qu'ils acquièrent, ces projets permettent à ces jeunes de s'accomplir et, souvent, d'augmenter leur estime de soi.

C'est le cas à l'école secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal, où une quinzaine de jeunes de deuxième à cinquième secondaire exploitent depuis peu le Café des élèves. « Notre minicafé ne fonctionnait pas beaucoup et les étudiants ont cherché des solutions pour en améliorer la performance, confie le directeur, Claude Frenette. Cela a créé un dynamisme que nous n'avions jamais vu chez ces jeunes. Ce sont des retombées indirectes mais fort intéressantes », dit-il. Le projet est de l'ordre de 2000 $ et l'école est remboursée avec les revenus du café.

FRIPERIE MODE

Si certains projets requièrent des moyens modestes, d'autres demandent plus d'investissement, comme à la Polyvalente de Dégelis, où 20 000 $ ont été nécessaires au lancement de la friperie La Griffe, fruit de trois ans d'efforts, qui regroupe 27 étudiants, deux enseignants et conseillers.

La Griffe offre des articles mode en bon état et à des prix abordables, tels des souliers, des sacs à main, des colliers, des casquettes et autres objets à la clientèle étudiante et enseignante. Le local aménagé dans l'école rappelle les boutiques de vêtements connues. « La récupération de vêtements développe aussi chez eux une conscience sociale et environnementale », estime le responsable, Laval Beaulieu.

UNE CAISSE POPULAIRE ÉTUDIANTE

À La Pocatière, en plus de la coop de fournitures scolaires, une dizaine d'étudiants de la Polyvalente, en partenariat avec la caisse populaire, gèrent depuis plusieurs années leur propre caisse scolaire. Les jeunes peuvent y déposer ou retirer de l'argent à même leur compte personnel.

Une polyvalente se targue d'avoir sa coopérative depuis 1984

La santé a été privilégiée à Squatec. Depuis janvier, un centre de mise en forme a été aménagé par des jeunes dans la Polyvalente. Celui-ci est accessible autant au personnel qu'aux étudiants ou à la communauté. « Il n'y avait pas de service de ce genre dans notre localité. Ce projet répond à un besoin », affirme le directeur, Jean-Marie Michaud. L'école disposait de certains équipements, qu'elle prête à la coop. Le reste a été acheté. L'investissement total est de 21 000 $.

À l'école l'Arc-en-Ciel de Trois-Pistoles, après un projet de construction et de vente d'objets de bois, les jeunes en préparent un autre, visant la récupération et la réparation de petits appareils électroménagers usagés. La récupération d'ordinateurs est aussi envisagée.

Certaines de ces expériences ont la vie longue. À la Polyvalente du Transcontinental, depuis 1984, les membres de la coop peuvent se procurer sur place du matériel scolaire à moindre coût. Depuis, de nouveaux produits ont été ajoutés, tels des denrées. Les jeunes peuvent mettre en pratique les notions abordées dans le cours d'éducation économique que prodigue l'enseignant responsable de la coop, Gilles Noël.

EN BREF

SYLVAIN FOURNIER
Collaboration spéciale

Entente avec Air Médic

■ SAINT-JEAN-PORT-JOLI — L'organisme de sauvetage Secours SPJ de Saint-Jean-Port-Joli vient de signer une entente avec la Fondation Air Médic afin de permettre à la Côte-du-Sud de bénéficier des services d'hélicoptères-ambulances. La vingtaine de membres de Secours SPJ deviennent ainsi les solliciteurs officiels de la Fondation Air Médic sur le territoire. Secours SPJ sera aussi chargé de dénicher l'argent pour la construction de trois héliports sur la Côte-du-Sud, histoire d'effectuer un relais efficace entre les ambulanciers terrestres et aériens. Selon le président de Secours SPJ, Harold Bouffard, un héliport coûte environ 50 000 $. Les terrains n'ont pas encore été trouvés. Les membres de Secours SPJ sont formés pour répondre à diverses situations d'urgence et, depuis peu, pour le sauvetage en forêt.

Fini l'eau jaune à Saint-Jean-Port-Joli

■ SAINT-JEAN-PORT-JOLI — Vers la fin de mai, c'en sera fini des problèmes d'eau jaunâtre au printemps et à l'automne dans la capitale de la sculpture sur bois. L'usine de filtration qui dessert les municipalités de Saint-Jean-Port-Joli et de Saint-Aubert, dans la MRC de L'Islet, sera bientôt dotée d'une nouvelle technologie, unique au Québec, de traitement biologique de l'eau potable. Le nouveau système, qui utilise l'ozone et la chlorine pour purifier l'eau, a nécessité un investissement de 1,7 million $. Des expériences antérieures employant une technologie similaire ont donné des résultats satisfaisants en Ontario et aux États-Unis. Il semble que ce nouveau système s'avère plus économique d'utilisation par rapport aux autres technologies disponibles. Les gouvernements du Québec et du Canada ont contribué pour 933 334 $. Environ 3000 citoyens utilisent ce réseau d'eau potable puisée à même le lac Trois-Saumons.

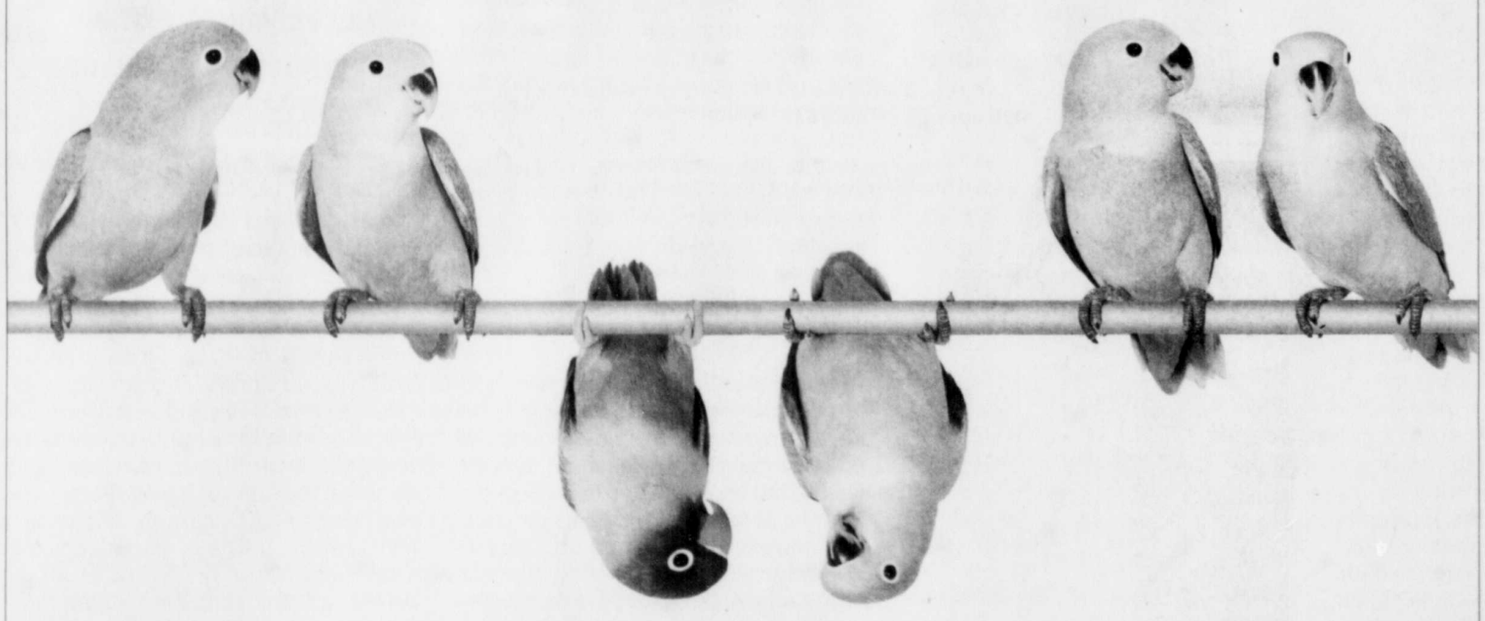
ARCHIVES LE SOLEIL

Le nouveau système de purification de l'eau fait appel à une technologie utilisée avec succès en Ontario et aux États-Unis.

1721374

À chacun sa façon de s'exprimer.

Toutes les minutes dont vous avez besoin et une foule de fonctions cool.

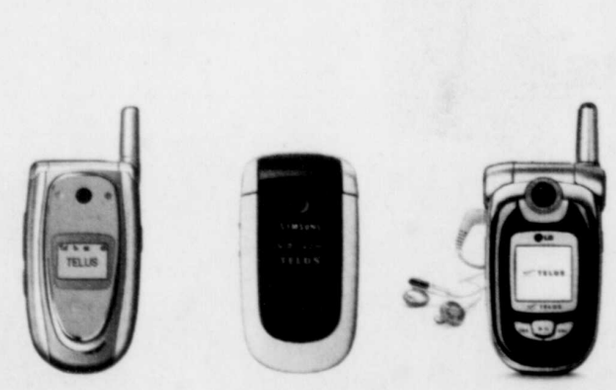


Parlez EUPHORIK 30

~~30 $~~/mois 20 $* /mois pendant les 2 premiers mois

Parlez
- Appels locaux illimités la nuit et le week-end† (heures d'appel en soirée à compter de 18 h pendant la première année)
- Appels locaux TELUS à TELUS illimités‡
- Jusqu'à 100 minutes en tout temps incluses‡
- Afficheur, messagerie vocale 3 et appel en attente

EUPHORIK
- 100 messages textes, photo et vidéo
- Clavardage, messagerie instantanée et courrier électronique illimités
- Navigation Web illimitée**



LG 6190 phototéléphone
0 $†† (avec un contrat de 3 ans)

Samsung A840 phototéléphone et vidéo
29,99 $‡‡ (avec un contrat de 3 ans)

LG 8100 musique et télé sans fil
99,99 $†† (avec un contrat de 3 ans)

EUPHORIK MC

TELUS MC le futur est simple MC

Pour en savoir davantage sur ces super offres, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1 866 264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com.

FUTURE SHOP

Offre valable jusqu'au 30 avril 2006 avec nouvelles mises en service seulement au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. L'afficheur, les services de messagerie textuelle, photo, vidéo et instantanée, le clavardage, le courrier électronique et la navigation Web sont offerts seulement dans nos zones de couverture sans fil haute vitesse (EVDO) et numérique 1X. Pour les détails, consultez nos cartes de couverture en magasin ou visitez telusmobilite.com. Les services offerts varient selon le téléphone. * Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évolué sont en sus. † L'offre d'appels la nuit et le week-end comprend les appels locaux en semaine de 21 h à 7 h du lundi au jeudi et le week-end de 21 h le vendredi à 7 h le lundi. Les clients qui signent un contrat de 3 ans profitent des heures d'appel en soirée à compter de 18 h pendant la première année de leur contrat. ‡ Offre valable avec nouvelles mises en service seulement à la signature d'un contrat de 1, 2 ou 3 ans. ** Navigation dans les sites énumérés dans le portail de TELUS, à l'exception de certains sites privilégiés. †† Prix net en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. ‡‡ Offre valable jusqu'au 23 avril 2006. © 2006 TELUS.

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

QUÉBEC

Galeries de la Capitale
Place Fleur-de-Lys
Place Laurier
Centre-ville
440, rue de la Couronne
Expert-Cell Télécom
790, rue Saint-Jean
Expert-Cell Télécom
5237, boul. Wilfrid-Hamel
F.M. Électroniques
41, rue Saint-Vallier Est
Normand Nadeau Communication
909, boul. Pierre-Bertrand Sud, local 160
Radio-Onde
550, rue Marais

Baie-Comeau
Boutique Mobilité BC
Centre régional Manicouagan
600, boul. Laflèche

Beauport
Cité Sans Fil
Promenades Beauport
3333, rue du Carrefour, porte 1
DOT Électronique
371, boul. Armand-Paris

Charlesbourg
F.M. Électroniques
Carrefour Charlesbourg
8500, boul. Henri-Bourassa

Donnacona
Electronique Emond, La Source
Place Donnacona
325, rue de l'Église

Chicoutimi
Place du Royaume
Communications Télésignal inc.
1660, boul. Saint-Paul, local 116

Gaspé
Erso Informatique inc.
Place Jacques-Cartier
167, rue de la Reine, local 2

Carleton
Radio Service M.B.C. Inc.
1051, boul. Perron

La Malbaie
Services Info-Comm
1005, boul. De Comporté

Lévis
Kiosque Normand Nadeau Communication
Galeries Chagnon
1200, boul. Alphonse-Desjardins

Montmagny
Michel Proulx Meubles
80, boul. Taché Ouest
Stéréo Plus L. Chabot Inc.
4, boul. Taché Ouest

Rimouski
Kiosque La Maison d'Auto Fortier

Rivière-du-Loup
Kiosque Centre Commercial Rivière-du-Loup
298, boul. Thériault
Électronique Mercier
162, rue Fraser

Sainte-Foy
Place Sainte-Foy
Boulinguez Sans Fil
2750, ch. Sainte-Foy, local 107
Proxi Telecom Inc.
1995, rue Jean-Talon Sud, local 102

Saint-Georges
Kiosque Normand Nadeau
Carrefour Saint-Georges
8585, boul. Lacroix
Dumoulin Électronique Larivière
573, 90e Rue

Sainte-Marie de Beauce
Les Galeries de la Chaudière
Kiosque Normand Nadeau
Normand Nadeau Communication
500, boul. Vachon Nord

Sept-Îles
Groupe conseil Micro-Experts
Kiosque Place de Ville